

## Israël-Hamas : Haniyeh tué, la crainte de l'escalade

- Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, a été éliminé à Téhéran, lors d'une opération militaire que l'Iran a attribuée à Israël
- L'Etat hébreu avait mené, mardi, en fin d'après-midi, un raid aérien sur un immeuble de Beyrouth visant Fouad Chokr, bras droit du chef du Hezbollah
- Ces deux opérations en Iran et au Liban interviennent après un tir meurtrier sur un village druze situé sur le plateau du Golan, annexé par Israël
- Si elle est confirmée, cette double élimination marque un tournant dans le conflit en cours à Gaza et fait craindre une escalade régionale
- Pour l'Iran, l'assassinat d'un de ses alliés sur son territoire est un camouflage, alors que le président entre en fonctions

PAGES 2 À 4

### PARIS 2024

- La gymnaste a récolté sa 5<sup>e</sup> médaille d'or olympique, aux côtés de ses coéquipières américaines du concours par équipes
- Malgré la chaleur, Cassandre Beaugrand a remporté le triathlon, disputé en partie dans la Seine, glanant une 6<sup>e</sup> médaille d'or française
- En judo, Clarisse Agbénénou, déçue par sa médaille de bronze, pense déjà aux JO 2028

PAGES 6, 10-11  
ET SUPPLÉMENT 8 PAGES



## MAGISTRALE SIMONE BILES



Simone Biles, pendant l'épreuve de la poutre, en finale de gymnastique par équipes, à Bercy (Paris), le 30 juillet. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

### Diplomatie Sahara occidental : la France s'expose à l'ire de l'Algérie

Alger a décidé de rappeler son ambassadeur à Paris, après le revirement promarocain de la France dans le dossier du Sahara occidental. Dans une lettre au roi Mohammed VI, Emmanuel Macron a mentionné la « souveraineté marocaine » dans cette zone contestée, au cœur de la rivalité régionale entre l'Algérie et le Maroc.

PAGE 4

ÉDITORIAL  
LA FRANCE FACE AU DILEMME MAGHRÉBIN

PAGE 20

### Venezuela

La contestation se poursuit, le pouvoir durcit la répression

PAGE 5

### Economie

La croissance de l'UE se maintient, malgré l'atonie de l'Allemagne

PAGE 12

### Politique

Législatives : le RN touche le jackpot, Ensemble se serre la ceinture

PAGE 9

### France

Les dépenses de l'Elysée montrées du doigt

Un rapport de la Cour des comptes sur les dépenses de la présidence relève une forte augmentation, liée aux déplacements et aux réceptions fastueuses

PAGE 8

### Culture

Les sculptures de Rodin s'exportent en Chine

Un lieu consacré au sculpteur va ouvrir ses portes à Shanghai, sous l'impulsion d'une collectionneuse chinoise qui a acquis une quarantaine de pièces

PAGE 15

### NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

### l'été en séries

#### Le Zingaro, paradis préservé de haute lutte

Cette réserve naturelle sicilienne a été classée en 1981, échappant à la bétonnisation

PAGE 17

#### Salo ou l'allégorie pasolinienne

En 1975, le cinéaste italien plaçait le récit du marquis de Sade dans la république fasciste

PAGE 18



# Beyrouth-Téhéran : la double frappe qui rebat les cartes de la guerre

Le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a été tué, mercredi, à Téhéran, lors d'une opération attribuée à Israël par l'Iran. Plus tôt, l'Etat hébreu avait revendiqué un tir, à Beyrouth, visant Fouad Chokr, cadre du Hezbollah

BEYROUTH, JÉRUSALEM - correspondants

En l'espace d'une nuit, deux éliminations de haut niveau menées à distance dans deux capitales, Beyrouth et Téhéran, constituent une démonstration de force de l'armée israélienne et risquent de transformer de façon imprévisible la situation au Proche-Orient. La première, en fin de journée mardi 30 juillet, a été menée par des avions de chasse israéliens et a visé Fouad Chokr, 62 ans, l'un des plus hauts cadres militaires du Hezbollah libanais. Peu avant 20 heures, mardi 30 juillet, plusieurs frappes se sont abattues contre le dernier étage d'un immeuble d'habitation de la banlieue sud de Beyrouth, un fief du Parti de Dieu, détruisant une partie de l'édifice. Ces frappes ont tué une femme et deux enfants, et blessé au moins 74 personnes dans les environs, selon un bilan provisoire du ministère de la santé libanais. Mercredi 31 juillet au matin, le Hezbollah n'avait toujours pas confirmé la mort Fouad Chokr. Une « action violente et criminelle », a réagi le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien Nasser Kanani, dont le pays est le parrain du mouvement libanais. Le premier ministre libanais Najib Mikati a, lui, dénoncé une « agression flagrante » et un « acte criminel ».

L'armée israélienne a de son côté affirmé avoir éliminé celui qu'elle a présenté comme le « bras droit » du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, chargé du projet de missiles de précision, et responsable de l'attaque contre Majdal Shams, sur le plateau du Golan occupé, où une roquette Falaq tirée samedi 27 juillet sur ce village druze, avait causé la mort de 12 garçons et filles, âgés de 10 à 16 ans, sur un terrain de football. Ce tir avait entraîné le plus grand nombre de pertes civiles sur ce territoire annexé par Israël en 1981 depuis le début des échanges de tirs entre le Hezbollah et Israël, le 8 octobre 2023, dans la foulée de l'attaque du Hamas en Israël. Le Hezbollah avait d'ailleurs refusé d'endosser la responsabilité de cette frappe, fait rare, signalant l'embarras de ses dirigeants face à un nombre de victimes susceptible d'entraîner une escalade vers un conflit régional. Le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, a affirmé qu'Israël voulait éviter tout « conflit élargi » avec le Hezbollah mais que ses forces étaient prêtes à « tous les scénarios ».

## « CHANCES DE PAIX » COMPROMISES

La seconde élimination, qui a eu lieu en fin de nuit, a visé à Téhéran Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, basé au Qatar. Celle-ci n'avait pas été revendiquée, mercredi matin, par Israël. « [Notre] frère, le dirigeant, le mujahid Ismaïl Haniyeh, le chef du mouvement, est mort dans un raid sioniste contre sa résidence à Téhéran après sa participation à l'investiture du nouveau président » iranien, a déclaré le Hamas dans un communiqué. Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de Téhéran, ont aussi annoncé dans un communiqué qu'Ismaïl Haniyeh et l'un de ses gardes du corps avaient été tués lors d'une attaque dans une résidence à Téhéran.

Depuis une dizaine d'années, l'Iran est un terrain où Israël mène des campagnes d'assassinats, dont certaines ont visé les scientifiques et responsables associés au programme nucléaire de Téhéran. Jusqu'à présent, cependant, aucune figure politique étrangère n'avait été éliminée par l'Etat hébreu sur le territoire iranien, en dehors du numéro 2 d'Al-Qaïda, Abou Mohammed Al-Masri, tué en 2020 à Téhéran par un commando israélien.

L'assassinat d'Ismaïl Haniyeh intervient dans une période flottante pour l'Iran, alors

que le nouveau président Masoud Pezeshkian n'était entré en fonction que depuis quelques heures. Elu président lors d'une élection organisée à la hâte, début juillet, après la mort de l'ancien président Ebrahim Raïssi dans d'un crash d'hélicoptère, M. Pezeshkian n'a pas encore présenté ses ministres au parlement iranien en vue d'un vote de confiance. En Iran, mercredi matin, sur la chaîne d'information en continu Irinn, les commentateurs se sont succédé pour pointer du doigt la responsabilité d'Israël dans l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh. Sur son compte X, l'agence Nour News, proche du Conseil suprême de la sécurité nationale, a qualifié son assassinat de « *pari dangereux visant à nuire à la dissuasion de la République islamique d'Iran* ». « *Franchir la ligne rouge iranienne a toujours coûté cher à l'ennemi* », met en garde Nour News. Le nouveau président a déclaré sur X : « *La République islamique d'Iran défendra son intégrité territoriale, sa dignité, son honneur et son honneur, et fera regretter aux envahisseurs terroristes leur action lâche* ».

Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas, était aux yeux d'Israël un « *dead man walking* » (« mort vivant »). Son élimination dans une frappe en plein cœur de Téhéran, est un coup cinglant pour le mouvement islamiste palestinien. Elle est aussi un camouflet pour l'Iran, où il était présent pour la cérémonie d'investiture de Masoud Pezeshkian avec d'autres responsables des groupes de « l'axe de la résistance » à Israël, dont le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, Naïm Qassem. Cet assassinat « *pourrait faire plonger la région dans le chaos et compromettre les chances de paix* », indique mercredi le ministère des affaires du Qatar, où le responsable du Hamas vivait en partie.

Il s'ajoute au climat de tension qui, depuis le 8 octobre 2023, et les premiers tirs du Hezbollah en direction du Nord du territoire israélien, risque à tout moment d'embraser la région. Le conflit à distance entre Israël et le mouvement libanais, quoique dévastateur, a été contenu en deçà du seuil de guerre ouverte. Il était entendu, cependant, qu'un dérapage pourrait briser cette mécanique à risque. Après le tir de roquette sur Majdal Shams, samedi, Yoav Gallant, le ministre de la défense israélien, avait déclaré sur X que le Parti de Dieu avait « *franchi une ligne rouge* ».

Revenu dimanche 28 juillet des Etats-Unis, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a présidé un conseil de sécurité au cours duquel les lignes de la réaction militaire israélienne ont été dessinées. Elles s'orientaient vers une réplique forte, mais limitée, de préférence à une vague de frappes tous azimuts. Lundi 29 juillet, une source officielle israélienne passait en revue les possibilités de l'armée dans ce cadre, insistant sur la qualité du renseignement sur les responsables du Hezbollah ou leurs installations militaires. « *Pour nous, le Liban, c'est transparent* ». La même source ajoutait que « *ce qui se préparait allait faire très mal* » à la direction du Hezbollah.

Depuis que le Parti de Dieu a ouvert un front de soutien au Hamas dans la bande de Gaza, en octobre 2023, Israël a fait la démonstration de sa capacité à éliminer avec précision certains de ses membres : près de 400 de ses combattants, dont des commandants de ses unités d'élite Radwan, ont été tués. Le ciblage de Fouad Chokr est la preuve qu'Israël a les moyens de remonter jusqu'au sommet de l'organigramme, et de frapper au cœur du fief du Hezbollah, alors même que ses dirigeants se sont faits discrets depuis l'attaque de Majdal Shams.

Au cours des derniers mois, l'idée d'une guerre ouverte avec le Hezbollah a été évo-

quée de façon insistante par des responsables politiques et militaires israéliens. Fin juin, les craintes de voir une série de frappes opérées au cours de l'été sur des cibles au Liban visant à la fois des responsables du Hezbollah, des installations militaires mais aussi des stocks de roquettes et de missiles, s'étaient faites plus précises. Ces dernières semaines, les Etats-Unis et la France ont dû multiplier leurs efforts pour pousser leurs interlocuteurs israéliens à abandonner un projet d'une série de frappes de grande ampleur « *très violentes, très ciblées et très destructrices* », selon une source diplomatique occidentale, accompagnée d'une intervention terrestre dans la zone frontalière.

Fouad Chokr avait été placé en 2019 sur la liste d'individus sanctionnés pour « terrorisme » par le Trésor américain. Siégeant au sein de la plus haute instance militaire du Hezbollah, le « conseil du Jihad » qui prend les décisions stratégiques, il aurait joué un rôle clé dans l'attentat à la bombe qui a visé les casernes des marines américains à Beyrouth en 1983, tuant 241 militaires américains et en blessant 128 autres.

## « ACTE STUPIDE »

L'élimination d'un haut cadre du Hezbollah était un scénario redouté par les chancelleries occidentales, signe selon elles d'une escalade à venir. Par le passé, de nombreuses personnalités de premier plan de l'« axe de la résistance » ont néanmoins été éliminées, comme Imad Mughniyeh ou encore le général iranien Ghassem Soleimani, sans que soit déclenchée une riposte de grande ampleur.

Frapper Beyrouth constituait, à l'inverse, une ligne rouge tracée par le Hezbollah. Israël n'avait visé la banlieue sud de la capitale libanaise qu'à une seule reprise depuis octobre, dans le but d'éliminer le numéro deux du bureau politique du Hamas, Saleh Al-Aroui, le 2 janvier. Washington a tenté en vain depuis samedi de dissuader Israël de frapper la ville, de crainte que la situation, justement, échappe à tout contrôle. Faisant planer la menace d'une frappe en retour contre Tel-Aviv, le Hezbollah a joué la dissuasion en affirmant avoir positionné des missiles téléguidés dans ce but. D'autres villes israéliennes peuvent aussi, potentiellement, être visées par le Hezbollah, qui, s'il décidait de concentrer ses missiles et roquettes, pourrait saturer les dispositifs anti-aériens israéliens.

« *L'ennemi israélien a commis un acte stupide en termes d'ampleur, de timing et de circonstances en ciblant une zone entièrement civile* », a déclaré Ali Ammar, responsable du Hezbollah, à la télévision Al-Manar, mardi soir, en ajoutant : « *L'ennemi israélien paiera le prix tôt ou tard* ». Dans les rangs du Hezbollah, nombreux appellent de leurs vœux une escalade. « *Ce qui est pire que la guerre, c'est le statu quo* », réagit un membre de la sécurité du Parti de Dieu sur le site de l'attaque, où, mardi soir, la tension était pal-

## Un acte « inacceptable » selon Moscou

En réaction à l'élimination du chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, mercredi 31 juillet, lors d'une frappe israélienne sur Téhéran, la Russie a dénoncé un « *assassinat politique inacceptable* ». « *Tout cela est très mauvais* », a déclaré le vice-ministre russe des affaires étrangères, Mikhail Bogdanov, estimant que cet acte « *va aboutir à une escalade des tensions* ». En septembre 2022, Ismaïl Haniyeh avait été reçu à Moscou par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. De son côté, la Turquie, un soutien du Hamas, a fustigé un « *ignoble assassinat* ». « *Une fois de plus, il a été démontré que le gouvernement de Benyamin Nétanyahou n'a aucune intention de parvenir à la paix* », a estimé le ministère des affaires étrangères turc. M. Haniyeh, qui résidait fréquemment en Turquie, avait été reçu en avril, à Istanbul, par le président Recep Tayyip Erdogan.

**Le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, reçu par le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, à Téhéran, mardi 30 juillet.**

AFP PHOTO / KHAMENEI.IR



**Un immeuble détruit après une frappe israélienne sur la banlieue sud de Beyrouth, mardi 30 juillet.**

AFP



**L'ÉLIMINATION D'HANIYEH, QUI ÉTAIT PRÉSENT POUR L'INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT IRANIEEN, EST AUSSI UN CAMOUFLET POUR TÉHÉRAN**

pable. Le Hezbollah avait déployé un important service d'ordre pour empêcher les journalistes et les passants d'approcher du site où les équipes de sauvetage ont extrait, toute la soirée, des victimes des décombres. Les esprits échauffés, des jeunes du quartier, présents par dizaines, réclamaient vengeance aux cris de « *A tes ordres, Nasrallah !* ». « *Nous ne craignons pas la guerre, nous la souhaitons même pour aller libérer la Palestine* », comme le proclamait un jeune de 27 ans. Mais l'atmosphère qui dominait à Beyrouth n'était pourtant pas celle d'un pays sur le point d'entrer en guerre. A quelques dizaines de mètres du lieu de l'attaque, des jeunes hommes et des familles étaient attablés dans les cafés et les snacks restés ouverts.

Mardi soir, les Etats-Unis ont, quant à eux, mené une frappe sur une base du sud de Bagdad utilisée par les unités de la mobilisation populaire, une agence de sécurité nationale dominée par les milices chiites proches de l'Iran, qui a fait quatre morts et autant de blessés. Ces dernières, qui ont repris leur harcèlement des bases américaines en Irak et en Syrie au cours des derniers jours, ont prévenu qu'elles multiplieraient leurs attaques en cas de riposte massive d'Israël contre le Hezbollah au Liban. ■

GHAZAL GOLSHIRI (À PARIS),  
JEAN-PHILIPPE RÉMY,  
ET HÉLÈNE SALLON





# Ismail Haniyeh, l'artisan de l'alliance Hamas-Iran

Le chef du bureau politique du mouvement palestinien a contribué à développer ses capacités militaires par un rapprochement avec Téhéran

BEYROUTH - correspondante

Visage de la diplomatie du Hamas, vu comme un modéré au sein du mouvement palestinien, Ismail Haniyeh était au cœur des efforts visant à mettre fin aux hostilités dans la bande de Gaza. Mais aux yeux d'Israël, le chef du bureau politique du Hamas n'était qu'un « mort en sursis », comme Yahya Sinouar et Mohammed Deif, les architectes de l'attaque sanglante du 7 octobre 2023 qui a décidé l'Etat hébreu à lancer une guerre dévastatrice dans l'enclave palestinienne.

L'élimination d'Ismail Haniyeh, dans une frappe imputée à Israël sur sa résidence à Téhéran, dans la nuit de mardi à mercredi 31 juillet, est un coup cinglant pour le Hamas et un camouflet pour l'Iran. Si le mouvement palestinien assure que cette « grave escalade » n'entamera pas ses objectifs, sa mort pourrait remettre en question les chances, déjà ténues, de succès des négociations visant à sceller un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

## Exil volontaire

Ismail Haniyeh avait été nommé chef du bureau politique du Hamas au printemps 2017, succédant à Khaled Mechaal. Deux ans plus tard, il avait quitté la bande de Gaza pour rejoindre d'autres figures du mouvement dans un exil volontaire au Qatar. Depuis Doha, l'homme faisait la navette avec la Turquie, l'Iran ou l'Egypte, défendant les intérêts du Hamas auprès des dirigeants de la région.

Mardi, le sexagénaire se trouvait dans la capitale iranienne pour assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président, Massoud Pezeshkian, aux côtés d'autres représentants de l'« axe de la résistance » à Israël, comme le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, Naïm Qassem, le chef du Jihad islamique, Ziyad Al-Nakhalah, et le porte-parole des rebelles houthistes du Yémen, Mohammed Abdulsalam.

Considéré comme un pragmatique par ses interlocuteurs au Moyen-Orient, Ismail Haniyeh a également joué un rôle central pour bâtir les capacités militaires

**LA MORT DU LEADER DU HAMAS POURRAIT REMETTRE EN QUESTION LES CHANCES D'UN CESSEZ-LE-FEU DANS LA BANDE DE GAZA**

du Hamas, notamment grâce aux relations qu'il a entretenues avec l'Iran. En 2018, le département d'Etat américain a placé Ismail Haniyeh sur sa liste noire des terroristes, estimant qu'il avait été un « partisan de la lutte armée, y compris contre les civils », et que les activités du Hamas avaient été responsables de la perte d'« environ dix-sept vies américaines tuées dans des attaques terroristes ». Il faisait également partie des responsables palestiniens et israéliens contre lesquels le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a demandé l'émission d'un mandat d'arrêt.

Ismail Haniyeh a certainement été tenu informé par Yahya Sinouar et Mohammed Deif du projet d'attaque du 7 octobre. Sur des images diffusées par les médias du Hamas peu après le déclenchement de l'attaque contre Israël, on peut voir M. Haniyeh discuter sur un ton jubilatoire avec d'autres chefs du Hamas, dans son bureau à Doha, devant le reportage d'une télévision arabe montrant des commandos du Hamas s'emparer de jeeps de l'armée israélienne.

Son assassinat intervient alors que de hauts responsables des Etats-Unis, d'Israël, du Qatar et de l'Egypte devaient se rencontrer pour relancer une nouvelle fois les laborieuses négociations en vue d'un cessez-le-feu à Gaza. L'administration du président américain, Joe Biden, tente de pousser le Hamas et Israël à accepter au moins un cessez-le-feu temporaire et un accord de libération des otages. Depuis octobre 2023, Ismail Haniyeh est un interlocuteur privilégié de Yahya Sinouar, qui lui a succédé dans la bande de Gaza, et dont la vision

plus radicale s'impose en dernier recours dans les discussions. Lui-même a gardé la même exigence au cours des dix mois de guerre, répétant que le groupe ne libérerait les otages que si les combats cessaient définitivement.

Trois de ses fils – Hazem, Amir et Mohammad – ont été tués dans une frappe israélienne à Gaza, le 10 avril 2023. Il a perdu quatre de ses petits-enfants, trois filles et un garçon, dans l'attaque. Le chef du Hamas avait alors déclaré que l'attaque ne changerait rien aux exigences du groupe en faveur d'un cessez-le-feu permanent et du retour des Palestiniens déplacés de leurs foyers. « Tout notre peuple et toutes les familles de Gaza ont payé un lourd tribut en sang, et je suis l'un d'entre eux », a-t-il dit.

## Combat politique

Né en 1963 dans le camp de réfugiés de Shati, dans la bande de Gaza, d'une famille originaire d'Ashkelon, Ismail Haniyeh a rejoint la branche estudiantine des Frères musulmans à l'Université islamique de Gaza, avant de devenir membre de l'Union des étudiants de l'Université islamique

**CONSIDÉRÉ COMME UN PRAGMATIQUE, HANIYEH S'EST FAIT CONNAÎTRE EN DEVENANT PREMIER MINISTRE DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE EN 2006**

en 1983 et 1984. Trois ans plus tard, il adhère au Hamas à sa création, alors qu'éclate la première Intifada. Durant cette période, Ismail Haniyeh a été emprisonné à plusieurs reprises par Israël, qui l'a expulsé en 1992 avec d'autres chefs du mouvement pour six mois au Liban Sud.

A son retour dans l'enclave palestinienne, Ismail Haniyeh se rapproche du cheikh Ahmed Yassine, le chef du Hamas assassiné par Israël en 2004. Il plaide pour engager le Hamas dans le combat politique, en parallèle à la lutte armée, et se fait connaître aux yeux du monde en 2006 en devenant le premier ministre de l'Autorité palestinienne, après la victoire surprise de son mouvement aux législatives. Après avoir pris la tête d'un gouvernement d'union, il s'était engagé à œuvrer à la création d'un Etat palestinien « en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale », allant à contre-courant du discours officiel du Hamas qui, alors, ne reconnaissait pas ces frontières.

C'est sous sa direction qu'a éclaté en 2007 la quasi-guerre civile entre le Hamas et l'Autorité palestinienne, présidée par Mahmoud Abbas. Privé de sa victoire aux législatives, le mouvement islamiste a pris le pouvoir dans la bande de Gaza au prix d'affrontements meurtriers avec son rival du Fatah. Deux ans après le retrait unilatéral d'Israël, le Hamas s'est retrouvé seul aux commandes de ce territoire côtier. Mercredi, le président Abbas a dénoncé l'assassinat du chef du Hamas comme « un acte lâche et une grave escalade ».

HÉLÈNE SALLON

## L'élimination ciblée, l'arme à double tranchant de l'Etat hébreu

DEPUIS SA CRÉATION en 1948, Israël recourt à la pratique de l'élimination ciblée avec une redoutable efficacité. Au fil des années, grâce au développement de la technologie militaire et au perfectionnement de ses agences de renseignement, dont le Mossad, l'Etat hébreu a mis au point une machine à assassiner sans équivalent dans le monde occidental. Les deux frappes qui ont visé coup sur coup Fouad Chokr, l'un des plus importants chefs militaires du Hezbollah, mardi 30 juillet à Beyrouth, et Ismail Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, quelques heures plus tard à Téhéran, en offrent une nouvelle démonstration – même si la mort du premier n'est pas encore totalement établie.

Dans la guerre par intermittence que l'Etat hébreu et le Hezbollah se livrent depuis plus de quarante ans, les liquidations de responsables politiques et militaires sont une histoire ancienne. En 1992, Abbas Moussaoui, chef charismatique du Parti de Dieu, est tué par une frappe de missile menée par des hélicoptères israéliens, alors qu'il circule en voiture avec son épouse et son fils de 6 ans, sur une route de la Bekaa, dans l'est du Liban. En 2008, Imad Moughnieh, chef militaire et cerveau de plusieurs

attentats, dont celui contre l'ambassade américaine à Beyrouth en 1983, en pleine guerre civile, est tué dans une explosion à la voiture piégée à Damas, où il résidait.

Ces attaques spectaculaires, qui mettent en lumière les failles du mouvement en matière de sécurité interne, ont eu un effet déstabilisateur à court terme. Mais elles n'ont jamais affaibli le Hezbollah en profondeur. A Abbas Moussaoui a succédé Hassan Nasrallah, un stratège de premier plan, immensément populaire parmi ses partisans. Sous sa direction, le Hezbollah a tenu tête à Israël, lors de la guerre de l'été 2006. Puis, à partir de son intervention en 2012, dans la guerre civile syrienne, au côté du régime Assad, il est devenu un acteur non étatique régional, un maillon-clé de l'« axe de la résistance » pro-iranien.

## Plusieurs cadres éliminés

Dans chaque confrontation avec Israël, le mouvement chiite voit sa base se resserrer autour de lui et retrouve sa « raison d'être », la lutte contre l'« entité sioniste ». Le parti milice est né dans le sillage de la révolution islamique à Téhéran en 1979, et de l'invasion israélienne du Liban en 1982. Il a combattu l'occupation du sud de ce

pays par l'Etat hébreu jusqu'au retrait israélien, en 2000.

Depuis le début des combats en octobre 2023 à la frontière libano-israélienne, plusieurs cadres de la branche militaire du Hezbollah ont été éliminés dans le sud du Liban, confirmant l'étendue du renseignement israélien. « Le Hezbollah est un tout petit peu affaibli par la série de frappes ciblées, mais il reste une organisation puissante, et son arsenal militaire est intact », estimait, avant l'attaque du 30 juillet dans la banlieue sud, une source diplomatique occidentale.

Dans sa confrontation avec le Hamas, Israël a également recouru aux assassinats ciblés, avec un succès, là aussi, très relatif. L'assassinat en 2004 du guide spirituel de ce mouvement, Ahmed Yassine, et de plusieurs hauts dirigeants, comme Abdelaziz Rantissi, ont contribué à l'étiollement de la seconde Intifada. Mais ces chefs de file ont été vite remplacés par des hommes encore plus déterminés qu'eux, comme Yahya Sinouar, l'actuel chef du Hamas à Gaza, cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023. Avec les assassinats ciblés, Israël désorganise ses ennemis autant qu'il les galvanise.

LAURE STEPHAN  
(BEYROUTH, CORRESPONDANCE)





## CRISE AU PROCHE-ORIENT

## En Israël, Nétanyahou passif après les émeutes de Sde Teiman et Beit Lid

La police n'a arrêté personne après l'intrusion de l'extrême droite dans ces bases militaires

La démocratie israélienne, déjà abîmée par la politique du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, et par neuf mois d'une guerre brutale dans la bande de Gaza, après l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, a subi un nouvel assaut. Militaire cette fois. Après l'arrestation de neuf réservistes accusés d'avoir violé un prisonnier palestinien, divers membres des forces armées israéliennes se sont violemment fait face.

Lundi 29 juillet au soir, des dizaines de militants d'extrême droite, accompagnés de certains députés du Likoud, comme Tally Gotliv, se sont introduits de force dans la base militaire de Sde Teiman, puis dans celle Beit Lid, où les mis en cause sont toujours en garde à vue. Parmi eux, plusieurs personnes masquées portaient un uniforme de la Force 100, une unité de l'armée déjà accusée de maltraitance envers des détenus palestiniens. Venu pour calmer la situation, le chef d'état-major de l'armée, Herzi Halevi, a été accueilli par des cris appelant à sa « démission ».

Le lendemain, malgré l'extrême gravité de ces actes, la réaction du gouvernement est restée très mesurée. Dans une lettre envoyée au premier ministre, Yoav Gallant, le ministre de la défense, a demandé l'ouverture d'une enquête sur le rôle joué par Itamar Ben Gvir, le ministre de la sécurité nationale, un suprémaciste juif. Les forces de police placées sous ses ordres ont non seulement échoué à empêcher l'intrusion des ultranationalistes dans les bases de Sde Teiman et Beit Lid, mais, deux jours après ces événements, elles n'ont procédé à aucune arrestation, en dépit du fait que la plupart des agitateurs sont identifiables sur des vidéos et sont connus de la police.

Benjamin Nétanyahou, peut-être accaparé par la préparation des frappes israéliennes sur Beyrouth et Téhéran, qui ont tué le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, et possiblement le numéro deux militaires du Hezbollah, Fouad Chokr, ne s'est pas encore exprimé publiquement sur ce coup de force de l'extrême droite. Le chef du gouvernement s'est contenté de publier un communiqué, dans lequel il appelle au « calme immédiat » et condamne l'« intrusion », sans faire mention du défi à l'Etat de droit posé par les émeutiers.

Le 30 juillet, une photographie diffusée sur les réseaux sociaux montrait le premier ministre dans son bureau, en pleine réunion du sous-comité pour « l'avance du combat contre le crime dans les secteurs arabes ». Pendant cette rencontre organisée à Jérusalem, le chef du Likoud a déclaré, sans préciser le sens de sa phrase : « Nous nous battons contre les organisations criminelles sur tous les fronts. »

Ces émeutes s'insinuent dans deux fissures centrales de la société israélienne. Pour le premier ministre Benjamin Nétanyahou, embourbé dans trois procès pour

LE PREMIER  
MINISTRE ISRAËLIEN  
S'EST CONTENTÉ  
DE PUBLIER UN  
COMMUNIQUÉ, DANS  
LEQUEL IL APPELLE AU  
« CALME IMMÉDIAT »

corruption, « tout ce qui érode l'Etat de droit peut être bénéfique », raconte Haggai Matar, le directeur de la rédaction du magazine indépendant + 972. Sa politique populiste antiélite est comparable à celle de Trump, aux Etats-Unis. Le non-respect de la loi s'y inscrit. L'autre rupture, dans la société israélienne, concerne l'armée, où deux camps s'opposent de plus en plus frontalement. D'une part, la vieille élite militaire, respectueuse de l'Etat et de ses lois ; de l'autre, de jeunes recrues, souvent liées à des mouvements de colons suprémacistes, responsables de nombreuses violences, notamment en Cisjordanie.

## Projet d'immunité des soldats

L'intrusion dans les bases de Sde Teiman et Beit Lid puise dans ces deux tendances antidémocratiques, avec des manifestants organisés en milice et soutenus par des personnalités politiques élues à la Knesset, le Parlement israélien. Bien que les preuves des tortures infligées aux détenus palestiniens à Sde Teiman soient flagrantes, l'extrême droite considère que l'enquête lancée par la police militaire contre les neuf réservistes est un geste de faiblesse, décidé sous la pression de la Cour pénale internationale. La cour de La Haye, aux Pays-Bas, a déjà qualifié les accusations visant l'armée israélienne de « crimes de guerre ».

En mars 2016, un précédent a ouvert la voie à cette remise en question violente de l'Etat de droit israélien par des militaires. A l'époque, à Hébron, en Cisjordanie occupée, le soldat franco-israélien Elor Azaria abat d'une balle dans la tête Abdel Fattah Al-Sharif, un Palestinien blessé gisant à terre, qui a attaqué des militaires au couteau. L'année suivante, des jeunes se battent avec les policiers, à l'extérieur du tribunal, en soutien au sergent de l'armée, au cours de son procès médiatisé pour homicide volontaire. Après la condamnation de ce dernier à seulement dix-huit mois de prison, dont il ne purgera que la moitié, Benjamin Nétanyahou avait publiquement demandé son amnistie.

Le chef de l'Etat a ainsi ouvert la voie à l'idée d'un projet de loi pour une immunité totale des soldats israéliens, qui sera proposé en 2022 par Itamar Ben-Gvir. Après avoir participé à la vidéo de campagne d'un ancien ministre du gouvernement Nétanyahou, pour les primaires du Likoud, en 2019, Elor Azaria vient d'être sanctionné par le département d'Etat américain, qui l'a interdit d'entrée sur le territoire des Etats-Unis.

L'ancien soldat a toujours affirmé publiquement ne pas regretter son geste. « Nous retournons à une époque où les forces politiques peuvent faire appel à leurs propres milices, mais l'Etat de droit ne sera pas la seule victime, précise Haggai Matar. Les premières cibles, ce seront toujours les Palestiniens. » ■

LUCAS MINISINI



Emmanuel Macron et le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, au G7, dans les Pouilles, en Italie, le 14 juin. ANTONIO MASIELLO/AFP

## La France affronte la colère d'Alger sur le Sahara occidental

L'Algérie a annoncé, mardi, le retrait de son ambassadeur à Paris, après la décision d'Emmanuel Macron de s'aligner sur la position de Rabat

Il faudra  
s'attendre  
à l'enlissement  
de nombre  
de projets  
bilatéraux  
en cours, entre la  
France et l'Algérie

La France rêvait d'échapper à la fatalité d'un « jeu à somme nulle » au Maghreb, ce dilemme qui veut que tout réchauffement avec le Maroc implique un refroidissement avec l'Algérie, et réciproquement. Le pari s'annonce compliqué, au vu de la réaction algérienne au changement de pied de Paris sur le dossier du Sahara occidental, même si le seuil de l'irréparable n'a pas encore été franchi. Alger a décidé, mardi 30 juillet, de « retirer » son ambassadeur en poste à Paris quelques heures après la publication de la lettre adressée par Emmanuel Macron au roi du Maroc, Mohammed VI, à l'occasion de ses vingt-cinq ans de règne, l'informant que la France reconnaissait désormais que le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental (de 2007) « sous souveraineté marocaine » était la « seule base » pour le règlement de ce conflit au cœur de la rivalité régionale entre Rabat et Alger.

Jusqu'ici, Paris considérait juste que cette perspective mise sur la table par le Maroc était une « base de discussion sérieuse et crédible », et s'était toujours bien gardé de mentionner expressément à ce sujet la « souveraineté marocaine ». Après trois ans de tensions provoquées par un Maroc de plus en plus offensif, voire agressif (conséquence de la reconnaissance de la « marocanité » du Sahara occidental, en décembre 2020, par Donald Trump, alors président des Etats-Unis), la France a cédé à la pression de Rabat. L'impatte de sa relation avec l'Algérie, où les tentatives de réconciliation – notamment mémorielle – appuyées par M. Macron n'ont pas apporté les résultats escomptés, y a grandement contribué.

La riposte d'Alger a donc pris la forme d'un « retrait » de son ambassadeur. Dans le monde très codé de la diplomatie, cette mesure va au-delà d'un simple « rappel pour consultation » auquel l'Algérie avait déjà recouru lors des deux crises les plus récentes, en octobre 2021, puis en février 2023. Elle ne signifie toutefois pas la rupture des relations diplomatiques, même si « elle renvoie à l'ultime niveau d'alerte avant la rupture pure et simple », prend bien soin de préciser le quotidien algérien *L'Expression*. « En soixante-deux ans de relations algéro-françaises, c'est bien la première fois que la crise atteint pareil sommet », ajoute le journal.

La réaction algérienne souligne avec insistance le caractère exceptionnel de l'annonce par M. Macron de la nouvelle doctrine française sur le Sahara occidental. « Ce pas qu'aucun autre gouvernement français avant lui n'avait cru devoir franchir, le gouvernement actuel l'a fait avec beaucoup de légèreté et une grande désinvolture, sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles », a dénoncé dans un communiqué le ministère des affaires étrangères algérien. Selon ce texte, l'Algérie considère que la nouvelle position française « bafoue la légalité internationale, prend fait et cause pour la négation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et se démarque de tous les efforts patients et persévérants déployés par les Nations unies à l'effet de parachever la décolonisation du Sahara occidental ».

« Nous regardons vers l'avenir »

Pour l'heure, la diplomatie française a fait le dos rond, tout en minimisant la portée de cette réaction. « La France a pris note de la décision de l'Algérie de rappeler son ambassadeur. Nous n'avons pas à commenter cette décision souveraine, exprime une source diplomatique française. Pour notre part, nous restons déterminés à poursuivre l'approfondissement de notre relation bilatérale avec l'Algérie. Nous regardons vers l'avenir, avec une ambition forte, au bénéfice de nos deux peuples. Nous continuons de travailler dans l'esprit de la déclaration d'Alger sur un partenariat renouvelé. » Cette déclaration, signée fin août 2022, lors d'une visite d'Etat d'Emmanuel Macron en Algérie, renvoie à une époque où l'espoir d'une réconciliation durable entre les deux capitales était vif. Le chef de l'Etat avait placé l'impératif de l'apaisement mémoriel, inspiré d'un rapport de l'historien Benjamin Stora, au cœur de son pari algérien.

Deux mois plus tard, en octobre 2022, Elisabeth Borne, alors première ministre, s'était déplacée

à Alger pour une réunion au sommet, en compagnie de la moitié de son gouvernement. L'idée était de lancer des coopérations aux acquis irréversibles, des sortes de cliquet antiretour, afin de s'arracher à la malédiction des rechutes permanentes qui n'en finissent pas de viciar la relation bilatérale. Depuis lors, l'Elysée espérait recevoir le président Abdelmadjid Tebboune pour une visite d'Etat en France, la précédente d'un président algérien remontant à celle d'Abdelaziz Bouteflika en... 2000. Le déplacement risque fort d'être compromis dans la nouvelle phase de turbulences qui s'ouvre, et ce d'autant que le calendrier électoral algérien – un scrutin présidentiel est prévu le 7 septembre – brouille également le scénario.

Le dépit des Algériens pourrait être d'autant plus profond qu'au moins deux membres du gouvernement français démissionnaire se sont employés, mardi, à mettre en musique la partition écrite sous l'égide de l'Elysée, dans l'ombre des Jeux olympiques de Paris. La ministre de la culture, Rachida Dati, franco-marocaine, a participé, mardi, à la Fête du trône, en présence du roi. « Honorée d'être présente au Maroc en ce jour historique pour les relations franco-marocaines », a-t-elle tweeté, aux côtés de l'ambassadeur français à Rabat, Christophe Lecourtier. Quant à Stéphane Séjourné, le ministre des affaires étrangères, très occupé ces dernières semaines par les suites de la dissolution de l'Assemblée nationale du 9 juin, il s'est rendu dans la soirée à l'ambassade du Maroc, à Paris. « Ce cap est naturel. Avec clarté et constance, la France a toujours reconnu le caractère existentiel du Sahara occidental pour le Maroc, a-t-il

déclaré lors d'un discours pour justifier le tournant de Paris. Nous nous sommes toujours tenus aux côtés du Royaume, face à cet enjeu de sécurité nationale. »

Il reste maintenant à déterminer jusqu'où pourrait aller la réplique d'Alger au-delà du « retrait » annoncé de son ambassadeur. La crise prendra-t-elle la forme des deux précédentes, en 2021 et 2023, à savoir une suspension des coopérations de quelques mois avant un retour à la normale ? En toute logique, au regard de l'affront diplomatique que le gouvernement algérien estime avoir subi, le choc devrait être, cette fois-ci, plus rude.

## Le dossier mémoriel en sourdine

Il faudra probablement s'attendre à l'enlissement de nombre de projets bilatéraux en cours, d'une mise en sourdine des travaux de la commission franco-algérienne d'historiens planchant sur le dossier mémoriel, d'un recul des réadmissions par Alger de ses ressortissants faisant l'objet de mesures d'obligation de quitter le territoire français – près de deux cents par mois actuellement –, de la rarefaction des échanges de renseignements sur l'évolution de la situation sécuritaire au Sahel, de nouvelles complications imposées aux opérateurs économiques français œuvrant en Algérie, etc. La grande question est de savoir si l'Algérie optera pour des sanctions aussi radicales que celles imposées en 2022 à l'Espagne, lorsque cette dernière avait, elle aussi, cédé à la pression du Maroc sur le dossier du Sahara occidental. Le marché algérien s'était subitement fermé aux exportateurs espagnols.

A moins que M. Macron abatte une carte inattendue sur le dossier mémoriel – intention qu'il semble avoir caressée ces derniers mois –, afin d'apaiser l'amertume des Algériens. Il faudra à l'évidence qu'il fasse un geste puissant à l'adresse d'Alger s'il veut arracher sa diplomatie au Maghreb du piège du « jeu à somme nulle ». ■

FRÉDÉRIC BOBIN  
ET PHILIPPE RICARD

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

« TOUT CE QUI ÉRODE  
L'ÉTAT DE DROIT PEUT  
ÊTRE BÉNÉFIQUE  
[À BENYAMIN  
NÉTANYAHOU] »

HAGGAI MATAR  
directeur de la rédaction  
du magazine « +972 »







# Les fortes chaleurs mettent les athlètes à l'épreuve

La canicule qui fait suffoquer le sud de la France a gagné, mardi, les sites des compétitions olympiques

PARIS  2024

Après le déluge, la fournaise et un retour des intempéries. L'épreuve supplémentaire que les organisateurs craignaient s'est bel et bien invitée aux Jeux olympiques (JO) : celle d'une météo complexe, entraînant un défi pour les athlètes. La première vague de chaleur de 2024, qui fait suffoquer le sud de la France avec des pointes à 40 °C, a gagné Paris mardi 30 juillet, où le mercure a dépassé les 36 °C. La nuit de mardi à mercredi a également été très chaude dans la région parisienne, qui concentre la majorité des sites olympiques, avec des températures minimales autour de 22 °C, empêchant la bonne récupération des organismes.

Par ailleurs, le département a été placé en vigilance orange, pour des orages pouvant perturber des compétitions à partir de la fin d'après-midi – mesure finalement levée à 1 heure dans la nuit de mardi à mercredi. Météo-France attendait « des pluies importantes, de l'ordre de 20 à 40 millimètres en peu de temps », ainsi que de la grêle et des rafales de l'ordre de 60 à 80 kilomètres-heure localement. Mercredi s'annonce comme la journée la plus chaude à l'échelle nationale en raison de températures minimales très élevées et de maximales encore très fortes sur le pays, de 30 °C à 39 °C.

Le risque de canicule avait été anticipé par le Comité d'organisation des JO de Paris 2024, les autorités et les équipes sportives. Concourir sous un soleil de plomb s'avère malgré tout difficile et dangereux pour la santé. Ce fut le cas mardi en Ile-de-France pour les épreuves d'aviron, de hockey sur gazon, de basket 3 × 3, de beach-volley, de BMX freestyle, toutes en extérieur. De même que pour le football à Bordeaux, la voile et la planche à voile à Marseille.

## Gilet réfrigérant

L'exposition à de fortes chaleurs combinée à un exercice sportif « risque de dépasser les capacités de thermorégulation de l'organisme, ce qui peut mener au coup de chaleur », explique Basile Chaix, directeur de recherche en santé et environnement à l'Inserm. La température centrale de l'organisme dépasse alors les 40 °C, ce qui déclenche différents symptômes (nausées, crampes, céphalées, malaises, difficultés respiratoires), pouvant aller jusqu'à la mort. « S'il



De l'eau pulvérisée lors d'une épreuve de hockey sur gazon des JO de Paris, à Colombes (Hauts-de-Seine), le 30 juillet. ALJAZ RAHI/AP

**Les épreuves les plus à risque sont celles qui nécessitent un effort long, comme le marathon, le cyclisme sur route, le football...**

n'est pas pris en charge en moins de trente minutes, le coup de chaleur peut être mortel », appuie l'expert.

Lors des JO de Tokyo en 2021, les plus chauds de l'histoire, une cinquantaine de coups de chaleur avaient été recensés, et l'image de la joueuse de tennis espagnole Paula Badosa, abandonnant le quart de finale en fauteuil roulant à la suite d'un malaise lié à la chaleur, avait marqué les esprits.

Pour éviter les forfaits ou les interventions médicales, les sportifs se sont donc préparés. D'abord en amont des compétitions, grâce à des protocoles d'acclimatation à la chaleur. « On expose les athlètes

une heure par jour maximum pendant deux semaines à une température élevée, autour de 36 °C, de manière à habituer leur corps, ce qui réduit la température interne et la fréquence cardiaque », explique Bertrand Daille, chef du pôle performance à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep).

L'organisme a notamment accompagné les équipes françaises de basket 3 × 3 et d'athlétisme, en fond et demi-fond, qu'il a acclimatées dans sa « Thermo Training Room », une salle qui permet de programmer une chaleur d'entraînement. Le centre d'entraînement de l'équipe nationale de rugby, à Marcoussis (Essonne), et le centre de ressources d'expertise et de performance sportive de Montpellier en sont également dotés.

Les épreuves les plus à risque sont celles qui « nécessitent un effort long », explique Bertrand Daille, comme le marathon, le 20 km marche, le cyclisme sur route, le hockey ou le football. Des disciplines dont les épreuves ont pour certaines été fixées tôt le matin ou tard le soir, comme pour le marathon, programmé les 10 et 11 août à 8 heures.

Pour s'adapter aux fortes chaleurs, envisager de décaler les épreuves durant les périodes les plus fraîches de la journée est « nécessaire », mais présente des « limites », « car les athlètes ont besoin de repos durant ces périodes fraîches, afin de réparer le stress thermique accumulé dans la journée », prévient Martin Hendel, chercheur sur l'adaptation aux canicules en milieu urbain, professeur associé à l'université Gustave-Eiffel.

## Bain froid

La nuit ou le petit matin sont les moments où l'îlot de chaleur urbain est le plus fort. A Paris, métropole dense et minérale, des écarts de température de 10 °C peuvent être observés entre les quartiers centraux et la périphérie.

Pendant les épreuves, tout est bon pour faire redescendre la chaleur. « Ça fait du bien dans le cou », savoure, mardi matin, l'avironneuse française Emma Lunatti, munie comme sa partenaire, Elodie Ravera-Scaramozzino, d'un gilet réfrigérant. « Cela permet de garder le corps dans une température moyenne correcte et favoriser la récupération », explique leur entraîneuse, Camille Ribes, au bord

du plan d'eau de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), après leur qualification pour la finale du deux de couples. « Sur l'échauffement au sol, on a joué de petites astuces pour trouver les coins les plus ombragés, comme on connaît très bien le site. Après, sur le bateau, vous êtes en plein soleil, mais c'est pareil pour tout le monde », poursuit-elle.

L'encadrement de l'équipe de France de canoë slalom a aussi réduit la durée des échauffements et le temps de présence près du bassin d'eau vive. Avant leur manche, les athlètes se sont équipés de gilets réfrigérants ou de serviettes mouillées et enroulées pour y glisser des glaçons. Le staff des Bleus a eu recours à des parapluies anti-UV et a proposé aux athlètes de se rafraîchir dans un bain froid, dans une tente près du bassin de compétition.

C'est le cas de Marjorie Delassus par exemple, partie s'immerger quelques minutes dans une eau à 10 °C après ses manches de qualification pour la finale de canoë slalom. Un dispositif auquel s'ajoutent « des règles d'hygiène de base : ne pas consommer d'alcool, avoir un bon sommeil, manger des aliments frais », énumère la méde-

cin de l'équipe de France de canoë slalom, Sabrina Vitry.

A Roland-Garros, où les matchs commencent vers midi, la Fédération internationale de tennis a quant à elle annoncé, mardi, la mise en place de sa « politique de chaleur extrême ». Cette mesure est automatiquement déclenchée lorsque la température au thermomètre-globe mouillé, un indice de température ressentie calculé à partir du rayonnement solaire et de l'humidité, dépasse les 30 °C. De quoi permettre aux joueurs qui le demandent de bénéficier d'une pause de dix minutes à la fin du deuxième set pour se rafraîchir et même prendre une douche.

## Plan canicule

Les sportifs, rodés aux canicules sur le circuit professionnel, s'adaptent, à l'image de la joueuse de tennis Canadienne Leylah Fernandez, qui s'entraîne une bonne partie de l'année en Floride. Encore suante une demi-heure après son match, la jeune femme semblait plus perturbée par sa défaite que par le four ambiant : « J'ai demandé plus de glace pendant le match pour me rafraîchir. Les dernières semaines de préparation, avant les Jeux, j'étais en Espagne, pour me préparer à la chaleur. »

« Il fait très chaud, mais le staff avait anticipé ça, notre dernier stage s'est effectué à Faro [dans le sud du Portugal], donc on s'est habituées à ce type de chaleur », soufflait également l'une des joueuses françaises du rugby à VII, Camille Grassineau, au sortir du dernier match de la phase de groupes, lundi. Comme sur le Tour de France, des poches de glaçons ont été prévues à la pause pour rafraîchir les joueuses au niveau de la nuque. Un soulagement bienvenu dans un sport consistant, pour l'essentiel, à enchaîner les sprints sans jamais s'interrompre.

La chaleur soumet également à rude épreuve les spectateurs. La région Ile-de-France et Ile-de-France Mobilités ont activé, lundi, leur plan canicule, avec une distribution inédite de 2,5 millions de briquettes d'eau dans 74 gares et stations. Plus de 1400 points de fraîcheur temporaires et permanents ont également été mis en place dans la capitale. Au village olympique, conçu sans climatisation par souci écologique, certaines délégations ont commandé 2500 climatiseurs sur un total de 7000 chambres. ■

YANN BOUCHEZ, AUDREY GARRIC, CLÉMENT MARTEL, ALEXANDRE PEDRO ET SIMON ROGER

# Qualité de l'eau : la Seine voit triompher le triathlon français

Après les incertitudes liées à la qualité de l'eau, les épreuves de triathlon se sont tenues. La Française Cassandra Beaugrand décroche l'or

Entre les gouttes. Après avoir inondé la cérémonie d'ouverture, la pluie a bien failli couler l'épreuve la plus emblématique des Jeux de Paris 2024 : le triathlon dans la Seine. Malgré les risques d'orage et les averses nocturnes, les triathlètes ont pu plonger dans le fleuve, mercredi 30 juillet. La course féminine a été remportée par la Française Cassandra Beaugrand avant que les hommes ne s'élancent à 10 h 45.

Le comité d'organisation et la Fédération internationale de triathlon ont donné leur feu vert à l'issue de leur réunion nocturne à 4 heures sur le pont Alexandre-III, point de départ de la course. « Les résultats des dernières analyses d'eau, reçus à 3 h 20, ont été jugés conformes par la World Triathlon », la fédération internationale, ont assuré les organisateurs.

A l'aune des résultats d'analyse des prélèvements de la veille, ils

ont jugé que la qualité bactériologique du fleuve s'était suffisamment améliorée pour permettre la tenue de la compétition. Après un report, mardi, de l'épreuve masculine et les annulations des entraînements de dimanche et lundi, à la suite des fortes précipitations du week-end, le spectre du fiasco planait sur les Jeux.

Deux bactéries présentes dans les matières fécales sont surveillées : *Escherichia coli* et les entérocoques. Selon le règlement de la fédération internationale, elles ne doivent pas dépasser respectivement 1 000 unités formant colonie (UFC) et 600 UFC pour 100 millilitres d'eau. Lorsqu'il pleut, une partie du trop-plein des égouts, où se mêlent eaux usées et eaux pluviales, est déversée dans l'environnement pour éviter que ce mélange inonde les rues.

Ce top départ signe la fin (provisoire) d'un feuilleton qui tient en

haleine la presse internationale – avec parfois un brin de scepticisme – depuis que Paris 2024 a placé la baignade dans la Seine et la tenue des épreuves de triathlon, natation marathon et para triathlon au cœur de son dossier de candidature. C'est un soulagement pour les organisateurs. L'Etat et les collectivités de la métropole parisienne ont engagé un programme d'investissements massifs (1,4 milliard d'euros dépensés depuis 2018) pour mener des travaux titanesques dans un temps record.

## Soulagement pour les athlètes

Une course contre la montre bouclée quelques jours avant les Jeux, avec la mise en service, dimanche 14 juillet, d'une canalisation réservoir XXL de neuf kilomètres construite entre Athis-Mons (Essonne) et Valenton (Val-de-Marne), pour 339 millions d'euros. En mai, c'est le bassin d'Austerlitz, après qua-

**La course contre la montre pour rendre la Seine baignable a été bouclée quelques jours avant les Jeux**

rante-deux mois de travaux et 90 millions d'euros investis, qui était inauguré. Un trou de trente mètres de profondeur et 20 mètres de large capable de stocker l'équivalent de vingt piscines olympiques sur lequel comptent les autorités pour absorber un orage moyen. Deux stations d'épuration ont également été modernisées. Il a fallu aussi convaincre de nombreux proprié- tai-

res en amont de Paris (23 000 logements étaient jugés prioritaires), bailleurs et hôtels compris, de corriger leurs mauvais branchements : beaucoup ignoraient que leurs eaux se déversaient directement dans le fleuve.

Une autre question était sur toutes les lèvres. Vingt-cinq ans après la promesse de l'ancien maire de Paris, Jacques Chirac, allait-on enfin pouvoir se baigner dans la Seine ? Et qui s'y jetterait en premier ? C'est Amélie Oudéa-Castéra qui a ouvert la compétition le 13 juillet. La ministre des sports et des Jeux olympiques et paralympiques a voulu enfile sa combinaison avant tout le monde, même si l'histoire retiendra surtout sa glissade inaugurale. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a suivi quatre jours plus tard, en crawl, sous le soleil et devant des journalistes du monde entier. Tony Estanguet, le président du Comité d'organisation des

JO, et le préfet de région, Marc Guillaume, l'accompagnaient.

Ce top départ est surtout un soulagement pour les athlètes qui craignaient de voir leur épreuve de nouveau reportée, voire se transformer en duathlon (course à pied et vélo). Mais le risque n'est pas entièrement levé. Il y aura, jusqu'à la fin des Jeux, des levers à l'aube et des doutes sur la tenue des épreuves. Le relais mixte du triathlon est programmé le 5 août. Place ensuite, les 8 et 9 août, à la natation marathon. Mais les organisateurs ont d'ores et déjà prévenu : si les conditions n'étaient pas réunies à deux jours de la cérémonie de clôture, les athlètes iront nager sur la base de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), là où se tiennent les compétitions de canoë, kayak et aviron. Impossible, pour eux, de les priver de la natation. ■

EMELINE CAZI ET STÉPHANE MANDARD





Emmanuel et Brigitte Macron accueillent le premier ministre indien, Narendra Modi, lors d'un dîner au Louvre, à Paris, le 14 juillet 2023. LUDOVIC MARIN/AFP

# La gestion financière de l'Elysée épinglée

Un rapport de la Cour des comptes souligne un déficit de 8,3 millions d'euros et suggère des « efforts significatifs »

Rares sont les occasions de se faufiler dans les coulisses du palais de l'Elysée et de plonger dans ses dépenses. La publication du rapport annuel de la Cour des comptes sur la gestion des services de la présidence de la République est de ces moments-là. Son dernier audit, mis en ligne le lundi 29 juillet, épingle la gestion du palais en 2023. Elle relève un montant record de charges (125 millions d'euros) insuffisamment compensé par des produits, créant un déficit tout aussi inédit – 8,3 millions d'euros.

Contacté, l'Elysée nie ce déficit. Le budget « est à l'équilibre », l'écart « ayant été [comblé] par de la trésorerie dont la présidence dispose », selon un communiqué du palais. Pour faire face à ses dépenses, l'Elysée a puisé dans ses réserves. Cette situation n'est pas tenable, alertent les magistrats financiers : « Des efforts significatifs devront être entrepris, dès 2024, afin de rétablir et pérenniser l'équilibre. » D'autant que ce dérapage est en partie lié à des choix de l'Elysée. « Si plusieurs facteurs externes expliquent ce niveau de dépenses non anticipé (...), des facteurs internes sont à prendre également en compte (...) et nécessitent une vigilance accrue », poursuit la Cour des comptes.

Les magistrats financiers se sont intéressés au service chargé des déplacements et des événements, comme l'exposition « Fabriqué en France », la Fête de la musique, les Journées européennes du patrimoine ou encore les rencontres d'Etat. « Son budget initial 2023 a ainsi été augmenté de près de 45 % en cours d'exercice et la quasi-totalité des crédits a été consommée, soit plus de 31 mil-

**Deux dîners d'Etat particulièrement fastueux ont été organisés par l'Elysée en 2023**

lions d'euros (22 millions, en 2022) », note la Cour. En cause : deux dîners d'Etat particulièrement fastueux ont été organisés par l'Elysée en 2023. Le premier s'est tenu, en juillet, au Louvre, en l'honneur du premier ministre indien, Narendra Modi, en présence de plus d'une centaine de convives, dont le député Rassemblement national (RN) de la Somme Jean-Philippe Tanguy, l'ancien footballeur professionnel Vikash Dhorasoo, et le directeur général d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal. Montant de la note pour ce dîner végétalien : 412 000 euros.

Malgré de vives tensions sociales liées à la réforme des retraites et au pouvoir d'achat en berne, deux dîners d'Etat particulièrement fastueux ont été organisés par l'Elysée en 2023. Le premier s'est tenu, en juillet, au Louvre, en l'honneur du premier ministre indien, Narendra Modi, en présence de plus d'une centaine de convives, dont le député Rassemblement national (RN) de la Somme Jean-Philippe Tanguy, l'ancien footballeur professionnel Vikash Dhorasoo, et le directeur général d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal. Montant de la note pour ce dîner végétalien : 412 000 euros.

Le second, donné à l'occasion de la visite du roi d'Angleterre, Charles III, s'est déroulé, en septembre, dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Le menu des quelque cent cinquante convives est imaginé par les plus grands chefs français – Anne-Sophie Pic, Yannick Alléno et Pierre Hermé : homard bleu, volaille de Bresse et cèpes, macaron rose, framboise, litchi. Les invités sont tout aussi prestigieux : le patron du groupe de luxe LVMH, Bernard

Arnault, l'entrepreneur des télécoms Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du Monde), l'animateur Stéphane Bern, le romancier Ken Follett, ou encore les actrices Kristin Scott Thomas et Charlotte Gainsbourg. Cette fois, l'Elysée a déboursé 475 000 euros. Le report de la visite du roi, initialement prévue en mars et annulée en raison des manifestations contre la réforme des retraites, a alourdi la facture de 80 000 euros.

Le « choix du lieu » joue un « rôle majeur dans le coût total de chaque événement », soulignent les magistrats. A l'occasion de ces dîners, il a fallu embaucher des traiteurs, mais aussi des « prestataires (...) pour aménager les lieux et assurer la scénographie ». « La présidence rappelle que la France entretient des relations diplomatiques soutenues avec de très nombreux pays qui organisent des événements équivalents lorsqu'ils reçoivent le chef de l'Etat », soutient l'Elysée.

## « 171 réceptions »

Une partie de ce recours aux traiteurs « peut s'expliquer par l'opération de rénovation des grandes cuisines en 2022 et 2023, qui ne permettait plus d'assurer autant de prestations qu'auparavant », relève la Cour. Mais « la tenue des deux dîners d'Etat en dehors du palais de l'Elysée imposait le recours à ce type de prestation », car les cuisines de l'Elysée n'étaient pas « en mesure de délivrer de telles prestations à l'extérieur ». Un mois après la venue de Charles III et alors que les travaux des grandes cuisines se poursuivaient, l'Elysée accueillait le président mongol au palais, lors d'une réception facturée 62 700 euros. En 2024, d'autres chefs d'Etat ont été invités pour

un dîner au palais de l'Elysée : l'émir du Qatar, en février, pour 90 000 euros, et le président chinois, en mai, pour 138 000 euros.

Selon les magistrats financiers, l'« accroissement significatif du recours aux prestations de traiteur » lors des dîners d'Etat, mais aussi lors des remises de décorations, peut s'expliquer par plusieurs facteurs : « Une hausse du nombre d'événements, qui dépasse désormais le niveau pré-Covid, avec 171 réceptions, en 2023 contre 146, en 2019 », mais aussi un « accroissement du nombre d'invités » ainsi qu'une « augmentation des dépenses par invité ».

Les dépenses liées aux voyages présidentiels constituent le second sujet d'intérêt pour la Cour. « Les déplacements internationaux [dont le nombre a augmenté en 2023] ont coûté 17,24 millions d'euros en 2023 (12,05 millions en 2022), soit plus du double du montant 2019 (8,44 millions). Le coût des déplacements nationaux s'élève, quant à lui, à près de 6 millions d'euros (3,8 millions en 2022), un niveau proche de celui constaté en 2019 (5,4 millions). » Là encore, l'inflation est en partie responsable d'une augmentation des dépenses de transport et d'hébergement. « Le coût dépend surtout du programme, de la destination et des choix scénographiques »,

**En avril 2023, les trois jours de voyage en Chine du chef de l'Etat ont coûté 1,8 million d'euros**

remarquent les magistrats. Le coût moyen d'un déplacement présidentiel est ainsi passé de 124 000 euros, en 2016, à 207 000 euros, en 2023 – soit + 66 %, loin des 17 % d'inflation cumulée sur la même période.

## Des pertes liées à l'actualité

Certains efforts pour limiter les coûts ont été effectués. La présidence s'efforce ainsi, lorsque c'est possible, d'apporter, lors de certains déplacements, « l'alimentation du président et de ses proches [soit une quinzaine de personnes], produite au palais et transportée sous vide », note la Cour. « Les procédures mises en place (...) pour contenir les dépenses [notamment concernant l'anticipation des voyages] traduisent une réelle attention au sujet, mais se heurtent aux aléas affectant l'agenda du président et à des problèmes d'organisation interne, poursuit-elle. Les efforts doivent être poursuivis (...) en particulier [sur] la taille des délégations [ou encore] les refacturations » aux membres des délégations non officielles, comme les intermédiaires, les chefs d'entreprise ou les médias.

En avril 2023, les trois jours de voyage en Chine du chef de l'Etat ont coûté 1,8 million d'euros à l'Elysée. A ses côtés, des ministres comme Bruno Le Maire (économie) et Catherine Colonna (affaires étrangères), mais aussi l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin et l'ancien ministre Jean-Marie Le Guen, désormais membre du conseil d'administration de Huawei France. La délégation officielle et officieuse accompagnant ce voyage était si nombreuse qu'un second avion A330, pouvant accueillir environ

soixante-dix passagers, a été affrété et que cinquante véhicules ont été loués, en plus de la voiture présidentielle.

Toujours selon les décomptes de la Cour, la délégation non officielle comptait 74 personnes lors du déplacement en marge du G20, en Inde, et 146 lors de la tournée du président de la République en Afrique. « Au vu de l'enjeu d'équilibre du budget de la présidence (...), il pourrait être nécessaire (...) de plafonner la taille des délégations officielles et non officielles (...), sur le modèle de ce qu'imposent les sommets internationaux », estime la Cour des comptes.

L'augmentation des coûts de déplacement est, enfin, liée à la « multiplication des changements de dernière minute et des annulations », qui entraînent des coûts irrécupérables. En 2023, 12 déplacements ont été annulés, contre 7 en 2022. La majeure partie des 830 000 euros perdus étaient liés à l'actualité. Après l'annulation d'un voyage en Allemagne, du fait des émeutes en France, 420 000 euros ont été perdus, ainsi que 180 150 euros après l'annulation d'un déplacement en Suède, à la suite de l'assassinat de deux Suédois à Bruxelles. Toutefois, « si les fluctuations de l'agenda présidentiel sont inévitables, de l'aveu général, l'anticipation de la prise de décision est un axe d'amélioration majeur », notent les magistrats. Le déplacement du chef de l'Etat à Marseille, sa « ville de cœur », en juin 2023, a ainsi coûté 342 828 euros pour trois jours... auxquels se sont ajoutés près de 25 000 euros liés aux deux annulations précédentes. ■

LAURA MOTET



# Finances des partis : les cartes rebattues par les législatives

Le RN va remplir ses caisses, quand la majorité sortante recevra moins d'aides publiques qu'en 2022

Sur le plan financier, c'est le nerf de la guerre. Les élections législatives sont décisives pour les partis, car elles déterminent l'attribution d'un élément crucial de leurs finances : les aides publiques de l'Etat. Un mauvais score peut entraîner un naufrage économique. A la suite des législatives de 2007, le Front national (depuis Rassemblement national, RN) avait dû mettre en vente son siège, le « Paquebot », à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Même expérience au Parti socialiste, en 2017, avec Solférino. Lors des législatives, qui se sont tenues les 30 juin et 7 juillet, se décidait la répartition des 66,43 millions d'euros d'aides publiques attribués aux partis politiques pour l'année 2024. *Le Monde* a estimé la somme que chaque parti devrait toucher à l'été 2025, une fois tous les recours contre les résultats des différents bureaux de vote épuisés. Et ce, sachant que seules les formations ayant dépassé la barre

**Le RN devrait passer de 10,1 à 18,4 millions d'euros de subventions publiques par an**

de 1 % de voix dans au moins cinquante circonscriptions devraient recevoir entre 1 euro et 2 euros par voix – 1,61 euro en 2024, selon la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Les partis recevront également 37 200 euros par sénateur et par député. Pour certains, ces législatives anticipées ont été une aubaine. A leur issue, le RN devrait passer de 10,1 millions d'euros à 18,4 millions d'euros de subventions publiques par an (+ 82 %). Cette manne permettra de stabiliser les finances du parti après des an-

nées précaires, entre difficultés à rembourser ses emprunts russes et multiplications des affaires entraînant d'importants frais judiciaires. Il reste au parti 17 millions d'euros de dette à éponger, selon son trésorier, le député de Moselle Kévin Pfeffer. Cette somme inclut une retenue de 1 million d'euros pour cause de non-respect de la parité, conformément à la loi sur l'égalité réelle de 2014. Le RN a en effet investi vingt-trois hommes de plus que le nombre de femmes. Cela n'empêchera pas le parti d'extrême droite de toucher un jackpot, au vu de ses aides antérieures : ses subventions ont quadruplé en sept ans. A noter que la quasi-absence du parti au Sénat ne lui permet pas de gonfler ses subventions, et le place quelques millions d'euros derrière le Nouveau Front populaire (NFP), qui a d'importants groupes d'élus dans les deux Chambres.

#### Nouveaux rapports de force

Les quatre partis de la coalition de gauche (La France insoumise, LFI ; le Parti socialiste, PS ; Les Ecologistes et le Parti communiste français, PCF) devraient recevoir autour de 21,5 millions d'euros de subventions, soit 3,6 millions d'euros de plus que la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) en 2022. Le reflet d'une progression dans les urnes : la coalition gagne trois millions de voix au premier tour et élit vingt-deux députés supplémentaires.

La répartition des aides reflète les nouveaux rapports de force de l'alliance. Le PS effectuerait une progression notable : ses aides passeraient de 4,7 à 7,3 millions d'euros par an (+ 55 %). Celles de LFI n'augmenteraient que modeste-ment, passant de 7,9 à 8,8 millions d'euros par an (+ 11 %). Même si ces scores sont bons, ils auraient pu

être meilleurs. Au PS, le manque de parité des investitures diminue de 14,1 % les subventions auxquelles le parti aurait pu prétendre. LFI pâtit de son absence totale de représentants au Sénat. Le Palais-Bourbon garantit, a contrario, 2,3 millions d'euros par an au PS, fort de soixante-deux sénateurs.

Les deux « petits » du NFP, les Ecologistes et le PCF, sortiraient légèrement perdants du scrutin. Les premiers passeraient de 3,2 à 2,7 millions d'euros de subventions par an (– 18,5 %). Le parti de Fabien Roussel passerait, lui, de 2,1 à 1,2 million d'euros de subventions par an (– 43 %).

Et puis, il y a le grand perdant du scrutin : le parti présidentiel. En-semble passerait de 19,5 à 13,4 mil-lions d'euros de subventions par an (– 31 %). C'est presque deux fois moins qu'en 2017, à l'époque où la coalition régnait en majorité absolue sur l'Assemblée. Le parti Re-naissance s'était offert un élégant quartier général rue du Rocher, à deux pas de l'Élysée. Une acquisition que pourrait mettre en péril la fin d'abondantes subventions.

Chez Les Républicains (LR), dis-sidences, désertions et absence de femmes vont coûter au parti. *« Eric Ciotti nous a fait perdre pas mal d'argent »*, affirme Daniel Fasquelle, le trésorier du parti de droite, à propos du président contesté de LR depuis son rallie-ment au RN, en juin.

Les tergiversations de certains candidats pendant la campagne salent l'ardoise : certains ont fait campagne sous la bannière de mi-cropartis. C'est en particulier le cas des soixante-dix candidats Nouvelle Energie, le mouvement du maire de Cannes, David Lis-nard, ou encore des trente candi-dats qui ont mené campagne avec l'étiquette Du courage, le nom du microparti du député du Lot Auré-

**« Eric Ciotti nous a fait perdre pas mal d'argent »**

DANIEL FASQUELLE  
trésorier des Républicains

lien Pradié. Les voix portées sur les candidats investis par les deux élus ne rapporteront pas un centime aux Républicains. Les sub-ventions du parti passeraient de 9,5 à 6,7 millions d'euros (– 29,5 %). Outre les désertions, LR pâtit d'une lourde pénalité pour non-respect de la parité : le parti paye-rait 2 millions d'euros par an le fait de n'avoir désigné qu'un tiers de candidates aux législatives.

Eric Ciotti, qui a investi soixante-deux candidats LR-RN sous le nom de son microparti, A droite !, de-vrait recevoir ses propres subven-tions, à hauteur de 700 000 euros par an. Une somme à laquelle ont été retranchés près de 2 millions d'euros de pénalités par an, pour cause de manque de parité de sa liste : seulement 16 % de femmes figuraient parmi les candidats.

#### D'autres rentrent bredouilles

Certains « petits » partis – pour lesquels l'argent public est sou-vent une question de survie – voient leurs subventions fondre avec ces élections législatives. C'est le cas de Reconquête ! : son score de 0,75 % au premier tour lui vaudrait 260 000 euros de sub-ventions annuelles, loin des 1,6 million d'euros annuels que son score de 4,2 % lui avait garantis aux dernières législatives, en 2022.

D'autres encore rentrent bre-douilles. Tel est le cas du Parti ani-maliste : après avoir épuisé ses finances dans la campagne des

européennes, la formation n'avait plus de quoi financer des candidatures aux législatives. Elle perd ainsi ses 437 000 euros de subventions annuelles. Ses cinq salariés font face à un avenir incertain. La coprésidente, Hélène Thouy, regrette la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée par Emmanuel Macron le 9 juin, qui a pour effet de « déstabiliser les formations politiques » et affecte plus durement les petites.

Le parti de Florian Philippot, Les Patriotes, a renoncé à se lancer dans la course, jugeant la campa-gne trop pressée. S'envolent 198 000 euros de subventions annuelles. Le Parti pirate, né en Suède en 2006 et spécialiste des questions numériques, sort démuní du scrutin. Les « pirates » ont décidé de ne pas faire campa-gne pour des « raisons politiques », selon leur porte-parole, Caroline Zorn. L'avocate précise que le parti s'est désisté au profit du NFP, *« le risque d'un gouvernement Bar-della planant tellement fort »*. C'en est fini des 20 000 euros de sub-ventions annuelles du parti.

D'autres micropartis ont sauvé leurs plumes grâce à une alliance in extremis. C'est le cas d'Equi-noxe, le parti d'écologie centriste. Il passera de 1500 euros de sub-ventions publiques à 25 000 euros par an grâce à une alliance électo-rale avec Volt. Il a financé sa cam-pagne grâce à un appel aux dons sur les réseaux sociaux.

Une certitude réunit les trésore-ries des différents partis, quelle que soit leur taille ou leur couleur politique : ces subventions seront à gérer avec précaution. La nou-velle Assemblée, profondément divisée et sans majorité claire, pourrait être à nouveau dissoute dans un an. Il y aurait alors une nouvelle campagne à financer. ■

JULIETTE GUÉRON-GABRIELLE

## Affaire Lina : une avancée dans l'enquête, les recherches piétinent

Une piste a été relancée par la découverte dans un véhicule du profil ADN de l'adolescente disparue en Alsace en septembre 2023

STRASBOURG - correspondance

Le soleil tape, mardi 30 juillet, sur la route où Lina a disparu le 23 septembre 2023. Sur un arbre qui borde la chaussée sont accrochées des photos où elle sourit, des dessins, des peluches et des messages sur des feuilles blanchies par le temps qui passe. On déchiffre difficilement les marques laissées par une écriture, qui dit : *« Ta meilleure amie, nous t'attendons et nous garderons espoir jusqu'à ce que tu sois dans nos bras. »*

Pas de traces de gendarmes, ici. Ces zones ont été déjà fouillées plusieurs fois au cours des dix mois écoulés. A Saint-Blaise-la-Roche (Bas-Rhin), où l'adolescente devait prendre le train le jour de sa disparition, des habitants ont pourtant compris, mardi matin, que l'enquête était relancée. Des colonnes de véhicules de gendarmes et des équipes cynophiles sont passées sur la route qui traverse le village, vers une direction inconnue.

L'enquête, qui piétinait depuis des mois, a connu un rebondissement la semaine passée. Un communiqué de la procureure de la République de Strasbourg indiquait, vendredi soir, qu'une voiture repé-rée le jour de la disparition de l'adolescente, faisant l'objet de recherches, avait été retrouvée dans le sud de la France. Des examens ont révélé des traces d'ADN de Lina dans ce véhicule volé.

Cela fait plus de dix mois que la jeune fille a disparu. Lina, 15 ans, a quitté sa maison près de Plaine (Bas-Rhin) pour rejoindre la gare, en direction de Strasbourg. Le tra-jet, de 3 kilomètres, emprunte la

RD 350 au milieu des bois. Le jour de sa disparition, la jeune fille a été aperçue par des témoins, dont l'ancien maire de sa commune, entre 11 h 15 et 11 h 30. A 11 h 22 son portable a cessé d'émettre. Inquiet de ce silence, son petit ami qui l'at-tendait à la gare de Strasbourg a prévenu la mère de l'adolescente.

D'abord saisi de l'enquête, le pa-rquet de Saverne s'est dessaisi au bout d'une semaine au profit de celui de Strasbourg, *« en raison de la complexité de l'affaire »*. Deux juges d'instruction ont été affectés au dossier, mais les nombreuses perquisitions menées dans le village, les prés et les communes alentour n'ont débouché sur rien. L'émotion créée par la disparition dans ce territoire de petits villages et hameaux paisibles, sur les pentes des Vosges, est forte, et elle s'accroît avec le surplace que connaissent les investigations.

Six mois après la disparition de Lina, lors d'une conférence de presse, sa mère, Fanny Groll, accompagnée de l'avocat Matthieu Airoldi, se plaignait de ne pas être tenue au courant des avancées de l'instruction. La révélation apportée par les *Dernières nouvelles d'Alsace*, début 2024, du

**Les nombreuses perquisitions menées dans le village, les prés et les communes alentour n'ont débouché sur rien**

classement sans suite d'une plainte pour viol, déposée par Lina, alors âgée de 13 ans et demi, par le parquet de Saverne, sans que les parents en soient infor-més, a accru ce désarroi. Entre-temps, le parquet de Strasbourg a également rouvert cette enquête.

#### Profil psychiatrique instable

Dans un communiqué diffusé mardi, en fin d'après-midi, le parquet de Strasbourg a confirmé que des recherches ont été menées par des enquêteurs de la gendarmerie. *« Les analyses effec-tuées quant à la géolocalisation du véhicule volé, dans lequel le profil génétique de Lina, disparue depuis septembre 2023, avait été retrouvé, ont conduit les enquêteurs, toujours mobilisés, à s'intéresser [mardi 30 juillet] à certaines zones de la région »*, a déclaré la pro-cureure de Strasbourg, Yolande Renzi, dans un communiqué publié mardi, en fin d'après-midi.

L'homme lié par l'enquête au véhicule volé se serait perdu le 10 juillet, à Besançon, selon des sources proches de l'enquête, citées par l'Agence France-Presse. Interrogé, le parquet n'a pas souhaité confirmer ou infirmer cette information. Cet homme, âgé de 43 ans, au profil psychiatri-que instable, écrit *L'Est Républi-cain*, devait comparaître le 22 juillet devant le tribunal de Besançon, pour vol à l'arraché et vol à main armée. Il fait office de principal suspect dans l'enquête.

M<sup>e</sup> Airoldi assure au *Monde* n'avoir pas plus d'informations à ce stade et rester très prudent sur ces éléments, pour éviter de nuire à l'enquête. ■

STÉPHANIE WENGER

**SPOT24**  
SPORT AND URBAN CULTURES

**BACKFLIPS AND DUNKS IN OLYMPIA**

**GET UP CLOSE TO THE OLYMPIC FLAME AND 200 OBJECTS THAT MAKE UP THE HISTORY OF THE GAMES**

**ADMISSION €10**  
**SPOT24.COM**

**101 QUAI JACQUES CHIRAC PARIS 15TH UNTIL 31.12.24**

PARIS de France  
OLYMPIC MUSEUM



## PARIS, CAPITALE OLYMPIQUE



Un café, le 23 juillet, à quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »



Dans le métro parisien, avant la cérémonie d'ouverture, le 26 juillet. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

# Fête, sécurité... Les voyants au vert

Les critiques et les inquiétudes exprimées avant les Jeux se font plus discrètes depuis l'ouverture des JO

## PARIS 2024

Le Parc des champions, dans les jardins du Trocadéro, à Paris, en liesse à l'apparition des Bleus du rugby à VII sur le podium, deux jours après leur victoire au Stade de France. La Grande Halle de La Villette, où est installé le Club France, qui ne désespère pas. Des bars et des terrasses bondés sous les écrans de retransmission télévisée. Des ateliers sportifs pour centres aérés, où les bambins s'initient aux sports rares. Les Jeux, depuis leur lancement, ont envahi le quotidien des Parisiens. Et les critiques, nombreuses lors des mois qui les ont précédés, se font plus discrètes, au profit d'une bonne humeur contagieuse. Au-delà de cette ambiance bon enfant, qui profite des bons résultats sportifs des Français, les premiers jours des Jeux olympiques (JO) ont-ils aussi répondu aux craintes exprimées sur la sécurité ou par les commerçants et autres professionnels du tourisme, qui redoutaient une activité moindre qu'espérée ? Tour d'horizon.

### Ambiance à la fête dans les stades

C'est Bob Bowman, entraîneur du nageur américain Michael Phelps, 23 fois champion olympique, qui le dit : il n'est « pas sûr d'avoir connu quelque chose » comme l'ambiance dans la piscine de Paris La Défense Arena le jour du titre olympique de Léon Marchand, son nouveau protégé, dimanche 28 juillet, au 400 m 4 nages. Le public français « met le feu », savourent Tony Estanguet, le président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) de Paris 2024, depuis le début des épreuves. La ferveur est toutefois souvent de mise aux JO, la paren-

thèse Tokyo, en 2021, confinée pour cause de pandémie de Covid-19, mise à part. A Rio, en 2016, les supporteurs brésiliens s'étaient enflammés, en particulier, en foot et en volley – leur chauvinisme exacerbé allant parfois jusqu'à huer les adversaires étrangers. Les organisateurs de Paris 2024 ont, eux, les Jeux de Londres en 2012 pour « référence », explique Romain Lachens, directeur de l'engagement à Paris 2024 : « Ils ont connu cette ferveur nationale dont on s'est inspiré. »

L'un des secrets de l'ambiance est une innovation : des carrés de supporteurs organisés dans chacune des sessions d'épreuves, avec tambours et tifo comme dans des stades de foot. Ils sont entre 50 et 1 000 selon la taille des stades, choisis parmi les détenteurs de billets. « Ça fait des images incroyables à la télé qui donnent envie d'y aller », assure Romain Lachens. A leur tête, 1 000 « leaders d'ambiance » (entre cinq et dix, selon les épreuves) repérés dans le vivier des associations de supporteurs des fédérations sportives. Beaucoup proviennent des Irrésistibles Français, l'association des supporteurs des équipes de France de foot. La formule a été testée sur des compétitions avant les JO. « On s'est aperçus qu'un petit groupe placé au bon endroit suffit à mettre l'ambiance », explique Romain Lachens. « Ça ne s'est jamais fait avant sur des Jeux », assure-t-il et, selon lui, « les équipes de Los Angeles 2028 adorent ».

D'autres équipes de Paris 2024 ont travaillé à orchestrer au millimètre, comme des soirées de spectacle – avec jeux de lumière et playlist festive –, le déroulé des sessions d'épreuves, dans le but que l'ambiance ne retombe jamais. D'où, notamment, les karaokés, qui font chanter les stades avec des tubes en français (Céline Dion, Johnny Hallyday) ou en anglais. « Ça se faisait déjà, mais on l'installe de manière évidente dans le sport », prédit Leslie Dufaux, responsable de la présentation sportive à Paris 2024.

POUR L'INSTANT,  
LA PROMESSE  
D'ACHEMINER  
TOUS LES  
SPECTATEURS  
VERS LES SITES  
D'ÉPREUVES  
EN TRANSPORTS  
EN COMMUN  
EST REMPLIE

### Dix millions de billets vendus, des places toujours disponibles

L'engouement sur la billetterie s'est renforcé depuis le début des compétitions sportives, le 24 juillet. Dix millions de billets ont été vendus pour les Jeux olympiques et paralympiques (JOP), battant le record atteint lors des Jeux d'Atlanta en 1996 (8,3 millions de billets). Etienne Thobois, directeur général du Cojop observe également un « frémissement pour la billetterie paralympique ». La forte dynamique des ventes touche autant le site officiel (plus de 40 000 billets olympiques vendus par jour) que la plate-forme de revente (plus de 30 000 billets vendus par jour). C'est naturellement l'athlétisme, discipline olympique par excellence, qui suscite l'emballement le plus marqué, avec 1 million de billets vendus.

Paris 2024 continue de remettre à la vente des billets sur la plate-forme officielle, au fil de l'eau, jusqu'au jour de l'épreuve. Lundi, il en restait encore près de 800 000, selon les organisateurs. Il y en a pour presque tous les sports concernés, à condition de se connecter régulièrement sur le site officiel afin de profiter des reventes.

### « Aucun problème » de sécurité, mais pas de chiffres

« Nous n'avons aucun problème de sécurité, qu'il s'agisse de Paris, de la banlieue parisienne ou du reste du territoire national », a indiqué le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, au quotidien *Ouest-France*, en marge d'une cérémonie organisée Place Beauvau, mardi, pour féliciter les élèves des écoles de police et de gendarmerie affectés à la sécurisation des JO.

En l'absence de données consolidées, il reste cependant extrêmement difficile de se faire une idée précise de l'état de la délinquance. Un élément interroge : alors que le

taux de présence habituel en période estivale n'excède pas 40 % à 60 % dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie, la mobilisation de 100 % des policiers et des gendarmes dans le cadre des Jeux devrait conduire à une augmentation mécanique des infractions constatées.

A Paris, la présence massive des forces de l'ordre – de 30 000 à 45 000 policiers en fonction des jours – entraîne certes un effet dissuasif. Reste que les faits de délinquance liés aux JO ne font l'objet d'aucun décompte particulier et sont simplement mentionnés dans les « synthèses » quotidiennes, au même titre que le lot habituel de vols, de dégradations, de violences ou de menaces.

Selon un commissaire en poste dans un département de la petite couronne parisienne, cette manière de procéder apparaît « assez curieuse compte tenu des comptes rendus extrêmement détaillés et que nous recevions à propos des incidents relevés chaque jour à l'occasion de la Coupe du monde de rugby », entre début septembre et fin octobre 2023. « Cette absence d'individualisation de la délinquance spécifique aux JO ne nous permet pas de nous faire une idée précise de la typologie des infractions, de leurs auteurs et des victimes », renchérit un officier.

Reste donc une accumulation de petits faits, pour un résultat impressionniste. Ainsi, la synthèse établie par la direction de la sécurité et de la proximité de l'agglomération parisienne, le 26 juillet, mentionne-t-elle parmi les affaires de vente à la sauvette et les accidents de travail sur la voie publique, l'interpellation d'un homme qui tentait de se faire remettre une accréditation d'agent de sécurité pour les JO en produisant de faux documents. Le même jour, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), une carte d'accès au village d'athlètes de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) était dérobée dans un véhicule. La veille, un journaliste britannique déposait plainte pour

## Dans les fan-zones de Paris, encouragements, apéros et transats

Ces espaces aménagés, où ont aussi lieu des spectacles et des activités sportives, ont trouvé leur public, qui fluctue en fonction de la météo

### REPORTAGE

Véronique Capresse, une Antillaise de 59 ans, se prélassait dans un transat de la fan-zone de la place Stalingrad, à Paris. « Il y a une belle ambiance ici, tout est gratuit et pas besoin de QR code. Dommage qu'on n'ait pas de goodies de sponsors », lance la retraitée. Mardi 30 juillet, les spectateurs ont mis plus de temps à venir qu'à l'accoutumée, chaleur oblige. Mais ils ont fini par arriver.

La Mairie de Paris a aménagé vingt-trois aires comme celle-ci dans la capitale, pour faire vivre la

fête olympique en dehors des stades, en retransmettant les épreuves dans des lieux publics. Lors du premier week-end, elle y a revendiqué le passage de plus de 150 000 spectateurs. « Ça marche bien », confirme Rachid Biad, coordinateur de la fan-zone du parc de Choisy, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le site – d'une capacité de 1 000 personnes – était plein lors de la cérémonie d'ouverture, malgré la pluie. La dynamique s'est poursuivie avec le « rugby à VII, [le nageur] Léon Marchand, [la judoka] Clarisse Agbégénou, énumère M. Biad. Tant qu'il y a bleu-blanc-rouge, ça marche. »

Posées sur un banc en face du grand écran, Houy Sing Hhoa, 63 ans, et Céline So, 72 ans, retraitées habitantes de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) sont venues se rafraîchir à l'ombre des arbres et avouent s'être laissées prendre par l'ambiance : « On a acheté des masques [chirurgicaux] tricolores pour soutenir la France. »

Un peu plus loin, Aristide (il n'a pas souhaité donner son nom, comme toutes les personnes citées par leur prénom) fait résonner de temps à autre sa trompette en plastique pour soutenir les bas-ketteurs français. Le jeune homme de 22 ans est venu des Deux-Sèvres

avec son frère pour assister aux épreuves de golf, tennis de table et water-polo. Ils sont arrivés dans l'après-midi pour profiter des retransmissions en plein air. L'ambiance est « famille », décrit ces « sportifs de canapé ».

#### Atmosphère de guinguette

A Stalingrad, un animateur bénévoles joue au ballon avec une poignée d'enfants sur un miniterra de foot. Le public, jeune – une majorité de 20-30 ans – et mixte, circule, de grands verres de bière ou un carton de pizza à la main. L'ambiance est moins à la fan-zone qu'à un prolongement

de Paris Plages ou d'une soirée au bord du canal Saint-Martin.

Au cœur des Arènes de Lutèce, une file de 50 personnes se forme devant une cahute qui vend des kits d'apéro et du cidre à la pression près de l'écran géant. Un groupe de quatre amies a pris place dans des transats, dans une atmosphère de guinguette. « On avait prévu de se voir pour prendre un verre, et on s'est retrouvées là », explique Clémence, journaliste de 27 ans. Les jeunes femmes n'ont pas de places – « trop chères » – pour voir des épreuves mais Pia, product designeuse, 26 ans, « a envie de passer toutes ses soirées »

dans ces lieux de festivités. Seul hic : les prix des consommations. Le verre de cidre se paie 5 euros.

Les zones de festivité programment à la fois des retransmissions, des activités sportives et culturelles, donnant lieu à des scènes cocasses. A Stalingrad, un groupe jazz-rock a pris possession de la scène, mardi soir. Cyril Noble tourne alternativement la tête vers ce spectacle et vers les JO retransmis : « Je viens depuis les débuts pour l'ambiance et la communion. C'est un moment de partage », glisse-t-il. ■

EMMA BARETS, MANON RESCAN  
ET SYLVIA ZAPPI





Une démonstration de danse au parc urbain de la Concorde, à Paris, dimanche 28 juillet. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

le vol d'un sac renfermant une caméra et un ordinateur personnel.

D'autres faits ont été révélés dans le bulletin spécial JO, émis chaque jour par le parquet de Paris, comme au moins deux agressions commises à l'issue de la cérémonie d'ouverture, des faits de menaces de mort adressées à des athlètes israéliens ou des vols, à l'instar de ceux dont ont été victimes un haut responsable de la firme Coca-Cola ou l'ancien footballeur Arthur Antunes Coimbra, dit « Zico », membre de la délégation olympique de l'ambassade brésilienne.

### Les transports au rendez-vous, des ajustements réalisés

En bras de chemise à la station La Motte-Piquet-Grenelle, Jean Castex, le PDG de la RATP, distribuait des briquettes d'eau aux côtés de ses équipes, mardi. Avec le sourire. Pour l'instant, la promesse d'acheminer tous les spectateurs vers les sites d'épreuve en transports en commun est remplie. Les touristes saluent l'effort d'information et de signalétique. Et, même s'il y a eu des bousculades devant les portillons du métro, pendant et après la cérémonie d'ouverture, l'ambiance est restée détendue. Jusqu'à présent, le PDG n'a relevé qu'un seul incident notable : une personne descendue sur les voies de la ligne 13, samedi soir, nécessitant l'arrêt du trafic et l'évacuation de trois rames bloquées dans les tunnels. Jean Castex était lui-même dans le métro en direction du Stade de France, lorsqu'il a fallu diriger les voyageurs vers un autre itinéraire. Aucun n'est arrivé en retard. Concernant la fréquentation du réseau, « tous ceux venus pour les Jeux sont là, mais il y a sans doute un peu moins d'habitants réguliers de l'Ile-de-France » qu'anticipé, a constaté Jean Castex.

Du côté du transport des 10 500 athlètes, Paris 2024, avec Ile-de-France Mobilités, a dû ajuster le tir, en demandant à Keolis d'augmenter les rotations de navettes ou de bus. Certains athlètes ont trouvé les temps d'attente trop longs. Quelques nageurs coréens ont même déménagé à l'hôtel pour se rapprocher des bassins. A la demande du Comité international olympique, l'offre a donc été renforcée. Keolis n'ayant pas suffisamment de conducteurs à mobiliser, 150 conducteurs supplémentaires de la RATP et de la société Lacroix Savac sont venus renforcer le dispositif. Au final, 1200 conducteurs et 420 bus acheminent les équipes. Ils ont beau être « olympiques » et avoir des voies réservées, ils rencontrent parfois des problèmes : samedi, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les joueurs de l'équipe de water-polo grecque – médaille d'argent à Tokyo – sont sortis de leur bus pour porter une voiture qui bloquait leur passage !

### Les restaurants parisiens sont moroses

« Nous ne faisons pas partie de la fête », lâche Alain Fontaine, propriétaire du Mesturet, un restaurant situé près de la place de la Bourse. Avant la cérémonie d'ouverture, alors que les mesures de sécurité freinaient les déplacements, il chiffrait sa baisse d'activité à 13 % depuis le début du mois de juillet. Elle est dé-

### LES COMMERÇANTS S'INTERROGENT SUR LE COMPORTEMENT D'ACHAT DES SPECTATEURS DES JEUX : LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ EST COMPOSÉE DE RÉSIDENTS FRANÇAIS

sormais de 25 %. « A midi, la situation est catastrophique, les Parisiens sont en vacances ou en télétravail, et les touristes olympiques sont dans les stades. Le soir, nous sentons un frémissement, avec une clientèle de passage mais peu de réservations », témoigne-t-il. Il précise avoir fait 65 couverts contre 110 ou 120 habituellement, lundi soir.

« Entre le 18 et le 26 juillet, Paris s'est vidé. Les restaurants situés dans les zones grises dont l'accès nécessitait un QR code ont vu leur fréquentation baisser jusqu'à 80 %. Le soir de la cérémonie a été un flop pour les établissements, à cause de la pluie, même s'ils avaient obtenu l'ouverture des terrasses toute la nuit. Samedi, le temps n'était pas beau et l'activité a été calme », raconte Franck Delvau, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie Paris-Ile-de-France, qui souligne une amélioration depuis dimanche.

Les restaurateurs mettent également en avant la concurrence des stands de restauration, installés sur les sites de compétition et dans les pavillons nationaux. « Les groupes qui ont signé des contrats pour ces espaces de restauration en tirent profit. Mais les indépendants prennent cher », affirme M. Fontaine, qui doit demander à trois de ses salariés de prendre des congés anticipés ou les mettra en activité partielle.

### Un frémissement dans les grands magasins

Au lendemain du coup d'envoi des Jeux, le quartier Haussmann, dont les grands magasins des Galeries Lafayette et du Printemps sont les piliers, s'est animé. « Mais c'est encore calme », convient le directeur commercial du Printemps, Sébastien Saint-Paul. Aux Galeries Lafayette, les touristes flânent sous la coupole Arts déco et se photographient sur le toit-terrasse. Au rez-de-chaussée, les rayons des marques de luxe attirent les clients asiatiques, comme à l'accoutumée. Sur l'avenue des Champs-Élysées, la foule semble plus dense que d'habitude. Là aussi, on croise beaucoup de familles, venues de France et de pays européens.

Les spectateurs des Jeux dépenseront-ils beaucoup lors de virées shopping dans la capitale ? « Tous les touristes n'ont pas le même pouvoir économique », rappelle Selvane Mohandas du Ménéil, directeur général de l'Association internationale des grands magasins. A Londres, en 2012, les grands magasins avaient essuyé un léger recul d'activité. Douze ans plus tard, les commerçants s'interrogent sur le comportement d'achat des spectateurs

de Paris 2024 : la très grande majorité est composée de résidents français. Malgré l'inflation, dépenseront-ils ? Et les touristes étrangers présents délieront-ils leur bourse ?

### Dans les hôtels, le luxe a la cote

Après avoir baissé leurs prix en continu, les hôtels ont fini par se remplir : le taux d'occupation moyen, pendant la période des JO, est de 82 %, selon les derniers chiffres du cabinet MKG. Un taux à peu près équivalent à celui d'un été « normal », mais qui masque une situation très disparate. D'un côté, certains hôtels sont remplis à 100 % – notamment ceux qui avaient signé avec le Cojop, avec des institutions ou ceux qui visent une clientèle haut de gamme. De l'autre, certains établissements sont très peu remplis – en particulier ceux qui ont fait flamber leurs prix sans fournir des prestations de luxe. Avec la baisse des prix, des clients ont annulé des réservations pour se rabattre sur des offres moins chères.

« Le problème, c'est qu'il n'y a pas de clientèle de dernière minute. Pendant cette période, il n'y a pas de voyageurs d'affaires et pas de touristes ordinaires. Les hôtels qui sont partis avec des tarifs déliants, et qui ont fini par les baisser, peinent à trouver des clients », remarque Olivier Petit, consultant en hôtellerie pour le cabinet In Extenso. Dans ses établissements parisiens, Julie Marang, copropriétaire du groupe familial Paristory, observe que ses deux cinq-étoiles, qui visent une clientèle étrangère fortunée, sont quasi pleins, mais que, dans ses quatre-étoiles, une chambre sur deux est vide. « On avait tenté de doubler les prix, mais on a fini par les baisser. Malgré cela, ça ne s'est pas rempli », remarque-t-elle. Il faut dire que, parmi les 11 millions de personnes attendues pour l'événement, une écrasante majorité (87 %) est française. Et parmi ces Français, la moitié est francilienne. Autant de personnes qui n'ont pas besoin de logement, qui peuvent faire des allers-retours sur la journée ou avoir recours au système D.

### Airbnb satisfait, les loueurs pas toujours

Les JO s'annoncent excellents pour l'entreprise américaine Airbnb, qui devrait enregistrer 133 % de réservations en plus par rapport à l'été 2023, selon le cabinet d'analyse de données AirDNA. L'événement a surtout permis à Airbnb de « convertir » de nouveaux hôtes : à Paris, le nombre d'appartements disponibles sur la plate-forme a plus que doublé en l'espace d'une année. Toutefois, l'offre a surpassé la demande et les propriétaires qui n'ont pas baissé suffisamment leurs prix n'ont pas réussi à louer – le taux d'occupation est de 46 % pour la période des JO, selon AirDNA, avec un tarif moyen de 310 euros par nuit. Ceux qui ont fait les meilleures affaires sont ceux qui ont suscité des réservations très tôt – dès 2023 – et qui disposaient de conditions « strictes », ne permettant pas d'annuler sans perdre les sommes avancées. ■

ANTOINE ALBERTINI, SOPHIE FAX, JULIETTE GARNIER, LAURENCE GIRARD, JESSICA GOURDON, MANON RESCAN ET SYLVIA ZAPPI

## Ces « petites mains » qui œuvrent à la bonne marche des JO

Cuisinier, prévisionniste météo, volontaire au service des athlètes... La grosse machine olympique ne pourrait tourner sans eux

Des Jeux olympiques (JO), il ne verra pas grand-chose. Pas plus qu'il ne croquera d'athlètes. C'est pourtant pour ces sportifs engagés dans les épreuves de Paris 2024 que, tous les jours, Olivier Padovan s'active dès 5 heures du matin dans les immenses ateliers de cuisine de Lenôtre, à Plaisir (Yvelines). La filiale prestigieuse de Sodexo a mis à disposition son armée de cuisiniers pour la confection des quelque quarante mille repas quotidiens à destination de la cantine de la Cité du cinéma, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), au cœur du village olympique. Mais aussi pour tous les événements VIP et espaces de restauration des stades accueillant des épreuves.

A son arrivée dans l'atelier, Olivier Padovan enfille son costume de chef de partie – veste blanche, pantalon noir – et vérifie avec sa brigade les commandes prises la veille au soir. Lui, son rayon, ce sont les légumes et les pâtes. Il commence par contrôler le volume et la taille des carottes, pommes de terre et autres choux. Vendredi 26 juillet, le cuisinier a transformé 50 kilos d'aubergines en caviar avant de le mettre sous vide. Le reste fut affaire de dressage, cuisson en cocotte et confection de canapés végétariens.

Au milieu de la troupe, les actions doivent s'enchaîner rapidement. « Ce sont des périodes avec beaucoup de contraintes. On a des oublis ou des erreurs de commande, mais aussi des arrivées de groupes non prévues. En ce moment, certains produits partent plus vite que d'autres, comme les pâtes thaïlandaises ou japonaises. Il faut savoir gérer son stress », raconte le cuisinier. La machine tourne à une vitesse folle avec ses quatre cents extras embauchés pour l'occasion. « Au final, c'est le mental qui joue. Un peu comme pour les athlètes », s'amuse-t-il.

### Ajustements de dernière minute

A Vaires-sur-Marne, en Seine-et-Marne, changement d'ambiance. Loin des ateliers, Pierre-Emmanuel Gallerand scrute le grand air. La cérémonie d'ouverture des Jeux et les épreuves de natation prévues dans la Seine ont mis en avant le rôle crucial de la météo dans l'alchimie sportive.

Pierre-Emmanuel Gallerand, l'un des « MM. Météo » de Paris 2024, est installé dans une petite tour de contrôle, au bord du bassin où se tiennent les épreuves d'aviron et de canoë-kayak en ligne. Il scrute, sur ses quatre écrans d'ordinateur, des petits indices qui font la différence.

A 7 heures, son premier bulletin de prévisions de la journée est affiché près des garages à bateaux. Le sens du vent peut donner lieu à des ajustements de dernière minute sur les embarcations. Les prévisions de température ressentie sont aussi étudiées, pour s'assurer qu'elles ne nuiront pas aux sportifs. Les orages constituent le plus gros danger et le plus difficile à prévoir. Personne ne doit être sur l'eau si la foudre tombe. Or, l'évacuation du bassin prend vingt minutes. « On a évalué qu'il fallait que l'organisation soit prévenue avant que l'orage arrive dans un rayon de 10 kilomètres », explique l'ingénieur météo. Les prévisionnistes gardent en continu un œil sur leurs écrans pour y veiller.

Au total, une vingtaine de salariés de Météo-France travaillent

directement au contact des organisateurs des JO : au centre de commandement de Paris 2024, mais aussi au Trocadéro, à Roland-Garros et à Marseille. Un fonctionnement organisé depuis 2021, et rodé lors d'événements tests et de simulations de crises.

Fethiye Fourès, elle, côtoie d'autres bassins. Ceux de la natation. Dans la vie de tous les jours, elle est professeure de français pour les élèves allophones d'un petit collège de la Meuse, mais depuis le début des Jeux, elle fréquente les plus grandes stars de la natation mondiale. « C'est incroyable, c'est comme un rêve éveillé », confie-t-elle. Elle fait partie des 45 000 volontaires des Jeux olympiques de Paris 2024. Elle a été affectée sur trois sites olympiques, de compétition ou d'entraînement, comme « équiper service aux athlètes », six jours sur sept pendant presque deux semaines.

### Position stratégique

Elle raconte avec les yeux qui brillent le calme de la piscine Georges-Vallerey, dans le nord-est de Paris, lors de son arrivée, jeudi, à 6h30, puis, « tout d'un coup, l'arrivage massif de tous les nageurs australiens ». Dans cette piscine construite pour les JO de 1924 et fraîchement rénovée, moins d'une dizaine de bénévoles accompagnent les nageurs et les triathlètes venus s'entraîner : ils répondent à leurs besoins, les orientent, s'assurent qu'ils ne loupent pas la navette pour le village olympique...

A Paris La Défense Arena, dans l'ouest de la capitale, les missions bénévoles de service aux athlètes sont plus diverses : filtrer les accès aux bassins, approvisionner le lounge en boissons et snacks, ou remplir de glaçons les piscines de récupération... « On était une trentaine de volontaires mercredi [24 juillet] pour mon premier jour, on tourne sur les postes », explique Fethiye Fourès.

La Meusienne a eu la chance d'être à une position stratégique, à l'entrée du « warm-up », où s'échauffent les athlètes, et « tous les plus grands nageurs du monde sont passés devant [elle] ». La bénévole n'a eu à gérer qu'un seul incident, une incompréhension entre un coach étranger et un vigile qui parlait mal l'anglais. « On est surtout là pour tempérer si besoin. » Trilingue, la professeure a pu accueillir et saluer les délégations d'Irlande (« un pays de cœur ») et de Turquie (son pays de naissance) dans leur langue, ce qui a fait son petit effet !

« J'ai vu [le nageur français] Léon Marchand, mais je n'ai même pas osé lui demander s'il était bien allé faire la photo officielle, alors que c'était à moi de le faire », plaisante la quinquagénnaire. Ici, les consignes sont claires : les volontaires ont interdiction de demander des selfies ou des autographes. « J'avais peur que ça soit trop strict, mais il y a une bonne ambiance et tout se passe bien. »

« On utilise une application qui nous permet de communiquer entre nous », explique la bénévole, qui est géolocalisée dès son arrivée sur site. Pour réduire les coûts, elle est logée par une amie à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). « On a une place privilégiée, je ne pouvais pas rêver mieux. Je n'aurais pas voulu être sous la pluie ou le cagnard », conclut-elle. ■

JULIE BIENVENU, MA. RE. ET S. Z.



# L'Allemagne s'enfonce dans la crise

Au deuxième trimestre, l'activité de la première économie européenne a reflué plus fortement que prévu

BERLIN - correspondant

Le moteur allemand continue de tourner au ralenti. Au deuxième trimestre, l'activité de la première économie européenne a reflué plus fortement que prévu. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, publiés mardi 30 juillet, le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a reculé de 0,1 % entre avril et juin. Parmi les vingt-sept États membres de l'Union européenne, seules la Hongrie, la Lettonie et la Suède ont vu leur PIB régresser davantage sur la même période.

Outre-Rhin, on n'imaginait pas une telle contre-performance. Après la légère croissance de 0,2 % enregistrée entre janvier et mars, les prévisionnistes s'attendaient à ce que le deuxième trimestre s'inscrive dans la continuité, à l'instar des experts de la plate-forme financière Factset, qui tablaient sur une hausse du PIB allemand de 0,1 % entre avril et juin. Finalement, celui-ci a reculé de 0,1 % alors qu'au même moment, ceux de la France, de l'Espagne et de l'Italie ont respectivement progressé de 0,3 %, 0,8 % et 0,2 %.

## « Plus sombres »

« La façon dont l'économie allemande a évolué au cours des six premiers mois de cette année est décevante. La production industrielle n'a pas redémarré, les exportations ont flanché et les commandes dans le secteur manufacturier sont restées au point mort », a réagi, mardi, le président de la Chambre de commerce et d'industrie allemande, Martin Wansleben.

« L'économie allemande s'enfonce dans la crise. (...) Les indicateurs conjoncturels sont à leur niveau le plus bas depuis septembre 2020, et les perspectives pour les prochains mois sont plus sombres qu'elles n'étaient jusqu'alors », lui a fait écho Klaus

**Le chancelier allemand, Olaf Scholz (à droite), à Berlin, le 5 juillet.**

KAY NIETFFELD/DPA



Wohlrabe, de l'Institut de recherche économique de Munich. Au début de l'année, l'économie allemande avait bénéficié d'un fort ralentissement de l'inflation. Mais celle-ci est repartie à la hausse au deuxième semestre, ce qui a plombé la croissance du pays. L'essoufflement économique de la Chine, client essentiel de l'Allemagne, a également pesé. En mai, la production industrielle allemande a ainsi chuté de 2,5 % par rapport au mois précé-

dent, les exportations, quant à elles, ayant reculé de 3,6 %.

Ces mauvais chiffres risquent d'accentuer les différends, déjà importants, qui opposent les trois formations membres de la coalition gouvernementale d'Olaf Scholz : les sociaux-démocrates, le parti du chancelier, les Verts et les libéraux-démocrates du FDP. Pour augmenter son PIB, Berlin a adopté, début juillet, un plan de soutien à l'économie comprenant d'importants allègements fiscaux, afin d'obtenir « un demi-point de pourcentage de croissance en plus », comme s'y est engagé le gouvernement fédéral.

## Assouplir ses principes

Reste que la politique économique de l'Allemagne demeure arriérée au « frein à l'endettement », ce dispositif constitutionnel qui limite le déficit structurel annuel à 0,35 % du PIB et est accusé par beaucoup d'économistes d'étouffer la croissance du pays. Malgré l'insistance du SPD et des Verts, le gouvernement s'est résolu, sous

la pression du ministre des finances, le libéral Christian Lindner (FDP), à respecter cette règle dans le cadre du projet de loi de finances 2025.

Soutenu par le chancelier Scholz, M. Lindner s'oppose à toute modification des règles sur l'endettement, en dépit des demandes formulées par des institutions comme l'Organisation de coopération et de développement économique ou le Fonds monétaire international, qui appellent depuis longtemps Berlin à assouplir ses principes en la matière.

Au vu de ces chiffres, le gouvernement d'Olaf Scholz subit une extrême pression. A un peu plus d'un an des prochaines élections législatives, prévues en septembre 2025, le chancelier social-démocrate, qui fut ministre des finances dans la dernière coalition d'Angela Merkel (2018-2021), va devoir démontrer qu'il est capable de redresser l'économie allemande. Dans l'industrie et la construction, secteurs-clés de l'économie du pays, l'activité

## L'essoufflement économique de la Chine, client essentiel de l'Allemagne, a également pesé

reste atone. « Nous ne sommes pas l'homme malade, mais l'homme vieillissant de l'Europe », observait l'économiste Ulrike Malmendier, membre du « conseil des sages », groupe de cinq économistes conseillant le gouvernement, dans un entretien au quotidien économique *Handelsblatt*, au mois de mai.

Le conseil avait déjà utilisé cette expression dans son rapport de l'automne 2023, notant que la croissance potentielle de l'Allemagne, autrement dit sa capacité à dégager de la richesse compte tenu de ses facteurs de produc-

tion, était durablement affaiblie. Le vieillissement de la population réduit le nombre d'heures travaillées, tandis que le stock de capital (infrastructures publiques, machines) s'use, en raison de la faiblesse des investissements susceptibles d'augmenter la productivité, faisaient observer ces économistes.

Un peu moins d'un an plus tard, leurs observations sont toujours valides. Locomotive de la zone euro dans les années 2010, l'Allemagne est aujourd'hui l'une de ses lanternes rouges. Les chiffres publiés mardi le confirment. Après avoir enregistré une baisse de son PIB de 0,3 % en 2023, la République fédérale est de plus en plus en passe de redevenir l'« homme malade » de l'Union européenne, pour reprendre le surnom que lui avait donné l'hebdomadaire britannique *The Economist* en 1999 et que nombre d'observateurs, vingt-cinq ans plus tard, reprennent désormais à leur compte. ■

THOMAS WIEDER

# + 0,3 %

C'est, en pourcentage, le taux de la croissance économique de la zone euro entre avril et juin, par rapport aux trois mois précédents, a annoncé Eurostat, mardi 30 juillet. Au premier trimestre, la zone euro avait déjà affiché une progression du produit intérieur brut de 0,3 %, s'extirpant de la stagnation dans laquelle elle s'était embourbée en 2023. L'Europe a ainsi confirmé le rebond de son économie au deuxième trimestre, résistant à la faiblesse de l'Allemagne, mais l'inquiétude grandit malgré un effet positif attendu des Jeux olympiques organisés en France.

## En Italie, la croissance se maintient malgré les incertitudes

Le PIB a augmenté de 0,2 % au deuxième trimestre, notamment grâce à la résilience du marché du travail, qui soutient la consommation

ROME - correspondant

La croissance modérée de l'Italie se confirme. Mardi 30 juillet, l'Institut national des statistiques (Istat) a annoncé une augmentation de 0,2 % du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre 2024 par rapport au précédent. La progression est inférieure à la moyenne de la zone euro (0,3 %), mais considérée comme relativement satisfaisante par les observateurs.

La croissance prévue sur l'année pourrait ensuite atteindre 0,7 % selon le Fonds monétaire international ou 0,9 % selon la Commission européenne, dont les estimations sont proches de l'objectif de 1 % fixé par le gouvernement italien. Après un léger retrait au deuxième trimestre 2023, la croissance ita-

lienne se maintient donc pour la quatrième échéance d'affilée.

« Les résultats correspondent à ce qui était attendu. L'objectif gouvernemental pourrait même être atteint si le tourisme se porte suffisamment bien », estime Stefano Manzocchi, professeur d'économie à l'université Luiss-Guido Carli, à Rome. « Pour un pays dont la dette représentait 137,3 % du PIB en 2023, il s'agit forcément d'une bonne nouvelle. » Le 12 juillet, la Banque d'Italie a en effet attribué la poursuite de la croissance à la bonne santé du secteur des services, avec l'augmentation du nombre de visiteurs étrangers. L'agriculture ainsi que l'industrie sont cependant en recul.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, les résultats économiques enregistrés à Rome

sont observés avec un certain optimisme. Le rétablissement post-Covid y a été plus concluant qu'ailleurs, avec 4,2 % de croissance entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2023. L'Italie bénéficie aussi de la comparaison avec une Allemagne moins performante. « L'Italie, par rapport à ses voisins, s'en sort plutôt bien. Le gouvernement Meloni n'a peut-être pas fait grand-chose pour l'économie, mais il n'a en tout cas rien fait qui soit susceptible de rendre la situation moins bonne », explique Federico Santi, de la société de conseil en protection des risques politiques Eurasia Group.

Pour l'analyste, l'Italie a bénéficié d'un recul de l'inflation, de la résilience du marché du travail avec ses conséquences positives sur la consommation des ménages.

La croissance post-Covid est cependant liée à un autre facteur majeur : l'introduction en 2020 de crédits d'impôts sur la modernisation énergétique des bâtiments. Baptisée « superbonus », cette mesure incitative très généreuse permettait initialement de couvrir jusqu'à 110 % des investissements engagés. « Le redressement de l'économie italienne a d'abord été le fruit du soutien de la politique fiscale au secteur de la construction », indique M. Santi.

## « Une dépense énorme »

L'ensemble des crédits d'impôts à la construction accordés entre octobre 2020 et avril 2024 a été évalué à près de 219 milliards d'euros par les autorités italiennes. Les effets positifs du « superbonus » ont cependant déjà commencé à

se contracter. L'exécutif de la présidente du conseil, Giorgia Meloni, héritier malgré lui de la mesure voulue par un gouvernement précédent, a organisé son retrait progressif, abaissant le taux qui lui est associé à 70 % cette année et prévoyant la disparition du mécanisme en 2025. « Le superbonus s'est traduit par une dépense énorme pour une croissance à court terme, portée par un secteur qui ne génère pas de croissance potentielle », explique Lorenzo Codogno, ancien directeur général du Trésor italien.

La croissance italienne doit aussi être stimulée par le plan de relance européen NextGeneration EU. L'Italie en est la première bénéficiaire, à hauteur de 194 milliards d'euros, la seule à avoir obtenu le déblocage de cinq tranches de fi-

nancement et à en avoir demandé la sixième. Fin juin, le pays avait reçu 113,5 milliards d'euros de Bruxelles. Elle n'en a cependant dépensé que 51,4 milliards. « L'impact n'est pas encore probant mais devrait être plus net à partir de 2025 avec l'accélération des investissements », indique M. Codogno. L'expansion durable de l'économie dépendra tout de même, selon l'économiste, de l'application des réformes prévues par le plan, notamment en matière de procédure judiciaire et de simplification administrative, censées libérer une croissance structurellement faible. Sans cela, selon Federico Santi, l'injection des fonds européens reviendrait à « mettre de l'essence dans un moteur cassé », lesté par le fardeau de la dette. ■

ALLAN KAVAL



# Des hausses de salaire supérieures à l’inflation

Selon le groupe WTW, les rémunérations devraient progresser de 3,6 % en 2025, après 3,8 % en 2024

Des budgets d’augmentations de salaire à un niveau relativement haut, mais qui se stabilisent : c’est le constat de l’enquête sur les rémunérations publiée par le groupe WTW mercredi 31 juillet. Les salaires en France pourraient connaître une hausse médiane de 3,6 % en 2025, après 3,8 % en 2024, et 4,4 % en 2023, selon les réponses données par leur panel de mille entreprises en France (33 000 dans le monde) de différents secteurs et de différentes tailles (peu de TPE figurent cependant parmi les répondants) interrogées deux fois par an.

« C’est plus haut que ce qu’on constatait entre 2010 et 2020 avant la crise liée au Covid puis les niveaux inédits d’inflation : les budgets moyens d’augmentation étaient alors autour de + 2,5 %. Et c’est également plus haut que les prévisions d’inflation », souligne Khalil Ait-Mouloud, directeur de l’activité en

quête de rémunération chez WTW en France. Selon la Banque de France, après avoir atteint 5,7 % en moyenne annuelle en 2023, l’inflation pourrait en effet reculer à 2,5 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025 et 2026.

« Il y a un phénomène de rattrapage : en 2023, l’inflation était telle que dans les discussions que nous avions avec les DRH, ils savaient qu’ils ne pourraient pas assumer des hausses de salaire à la même hauteur, au risque de mettre l’équilibre de leur entreprise en danger, explique M. Ait-Mouloud. Il leur fallait donc penser la compensation des pertes de pouvoir d’achat de leurs salariés à moyen terme plutôt qu’à court terme. »

L’évolution est globalement comparable dans les quinze principales économies mondiales, souligne l’enquête : la France compte, certes, parmi les budgets d’augmentation (c’est-à-dire le budget annuel consacré par l’entreprise à l’augmentation

globale de sa masse salariale) les plus faibles, mais elle est aussi l’un des pays où l’inflation a été la plus contenue.

## « S’adapter »

Par ailleurs, si le marché du travail reste tendu, les entreprises sont moins nombreuses à rencontrer des difficultés pour attirer les salariés et les retenir. C’est encore le cas de 41 % d’entre elles, mais en recul de 7 points depuis l’été 2022.

« Là encore, il a fallu le temps aux entreprises de s’adapter, estime Khalil Ait-Mouloud. Elles ont été surprises par les changements provoqués par la crise du Covid chez les salariés : de nouvelles attentes, des départs, des reconversions, qui se sont cumulés avec une situation de quasi-plein-emploi sur les métiers de cadres. » Si la rémunération reste le « facteur numéro un » pour rester dans une entreprise, d’autres éléments non monétaires se sont imposés dans les critères de choix des sa-

## L’évolution est comparable dans les quinze principales économies mondiales

lariés, comme la flexibilité sur les horaires, mais surtout la possibilité de télétravail. « Ce dernier est vraiment entré dans les mœurs, c’est devenu une attente très importante formulée dès l’entretien d’embauche », insiste M. Ait-Mouloud. Plus de la moitié des entreprises interrogées disent ainsi avoir déjà pris des mesures en ce sens. Et 41 % d’entre elles n’imposent même plus une présence régulière au bureau.

Les salariés demandent également plus de visibilité dans la construction de leur carrière, observe M. Ait-Mouloud. « Com-

ment mon entreprise investit sur moi, en développant mes compétences, en me faisant évoluer : les gens ne se voient plus dix ans dans le même poste. Cela demande des efforts en termes de construction de parcours de carrière. Des sujets qui peuvent être lourds et longs à mettre en place, surtout dans les très grandes entreprises. » Plus d’un tiers des entreprises interrogées rapportent ainsi avoir déjà pris des mesures pour « augmenter ou cibler les opportunités de formation » et près d’un tiers le prévoient. Enfin, 32 % ont déjà pris des mesures pour renforcer les avantages en matière de santé, en améliorant par exemple les taux de remboursement de leur mutuelle.

En juin, la direction des statistiques du ministère du travail (Dares) avait publié les résultats définitifs de son enquête trimestrielle menée sur l’ensemble des entreprises de dix salariés ou

plus du secteur privé (hors agriculture et particuliers employeurs). Selon ces données, l’indice du salaire mensuel de base de l’ensemble des salariés (hors primes) a progressé de 1,3 % sur la période dans les entreprises de dix salariés ou plus. A la fin mars, il avait ainsi augmenté de 3,3 % sur un an, après + 3,9 % au quatrième trimestre 2023.

Dans le même temps, l’indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés a progressé de 1,4 % (1,7 % dans l’industrie, 1,3 % dans la construction), portant sa progression sur un an, à + 3,7 % après + 4,1 % en décembre. Soit plus vite que sur l’inflation sur la période (+ 2,1 % entre fin mars 2023 et fin mars 2024).

En euros constants, le salaire horaire de base des ouvriers et des employés a donc augmenté de 1,5 % sur un an et le salaire mensuel de base de l’ensemble des salariés de 1,2 %. ■

ALINE LECLERC

## Les démêlés judiciaires de l’ex-gourou de la tech

Une cour de Londres a sanctionné Oussama Ammar, accusé de détournement de fonds par ses associés de l’incubateur The Family

La famille se déchire toujours. Accusé de détournement de fonds par ses anciens associés au sein de l’incubateur The Family, l’ex-gourou de la tech Oussama Ammar est poursuivi depuis 2022 par plusieurs juridictions dans le monde. En décembre 2023, un tribunal des Caïmans avait condamné l’homme d’affaires et deux de ses sociétés à verser 7,3 millions d’euros d’indemnités. Selon nos informations, une cour britannique vient à son tour d’ouvrir la voie à une addition supplémentaire pour M. Ammar, pouvant aller jusqu’à 11 millions d’euros. Soit un risque total jusqu’à 20 millions d’euros, y compris les frais d’avocats.

Créée en 2013 par Alice Zagury, Oussama Ammar et Nicolas Colin, The Family avait été l’une des principales couveuses d’entreprises innovantes en France. Roi des formules à l’emporte-pièce, M. Ammar était la figure de proue de la plate-forme qui a fait éclore des succès entrepreneuriaux comme PayFit, Algolia ou Doctrine. Mais, en novembre 2021, le projet dérailla : M<sup>me</sup> Zagury et M. Colin débarquent M. Ammar. Ils accusent leur ex-associé d’avoir détourné 4,5 millions d’euros, en piochant dans les caisses de The Family, mais surtout en trompant des investisseurs qui lui avaient confié des capitaux à travers des *special purpose vehicles* (en français, des fonds communs de créances) afin d’acheter des actions d’Airbnb ou de SpaceX, jamais livrées.

### Sans passer par un procès

Les sociétés lésées étant enregistrées aux Caïmans et au Royaume-Uni, des poursuites ont été engagées contre M. Ammar dans ces juridictions. Or, le 12 juillet, la Haute Cour de justice londonienne a radié l’entrepreneur franco-libanais et ses holdings personnelles de la procédure pour ne pas avoir versé en temps et en heure un acompte dont elle avait ordonné le paiement. Une spécificité du droit britannique qui autorise désormais les plaignants à exiger réparation, sans passer par un procès. « Oussama Ammar a usé de tous les artifices depuis 2022 pour entraver et retarder la procédure en Angleterre, mais la justice

a maintenant sanctionné ses multiples manquements et tranché sur sa responsabilité. Il reste à quantifier le préjudice, ce qui sera fait en octobre », souligne M. Colin.

L’accusation demande 9,6 millions d’euros de dédommagement : ce chiffre tient compte de la « perte de chance » pour les investisseurs à qui M. Ammar avait promis l’acquisition de titres dont le cours a fortement grimpé depuis. C’est sur cette base d’ailleurs que la cour des Caïmans avait fixé le préjudice subi du fait des agissements de M. Ammar. S’y ajoutent les frais d’avocats et de justice que l’entrepreneur est sommé de payer. Déjà près de 1,3 million de livres (1,5 million d’euros) pour la seule procédure britannique.

Dans des posts sur LinkedIn, M. Ammar incrimine le gel de ses actifs, ordonné d’abord par le tribunal des Caïmans puis par celui de Londres, qui l’aurait privé de sa capacité à se défendre. A propos de la décision de la cour londonienne, « l’ordonnance est due au fait que je n’ai pas pu payer mes avocats car j’ai concentré ma défense sur les Caïmans », indique l’homme d’affaires, dans un courriel envoyé au Monde. Il a, toutefois, choisi d’assurer sa défense lui-même – avec une intelligence artificielle – alors qu’il avait droit à un avocat commis d’office.

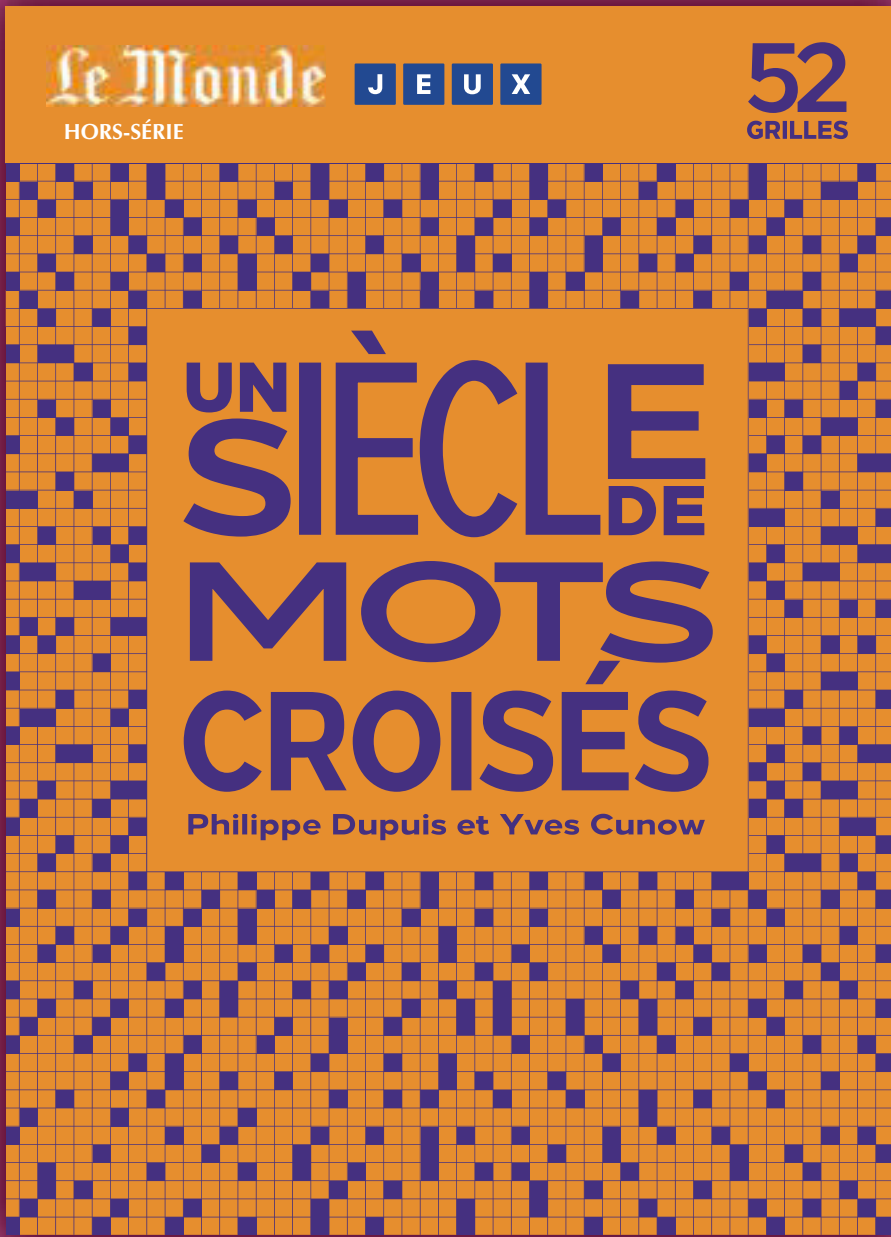
La cour des Caïmans avait plafonné ses frais d’avocats, souligne souvent l’entrepreneur résidant à Dubaï. « Oussama Ammar n’a jamais demandé l’augmentation de son plafond de frais d’avocats pour se défendre aux Îles Caïmans. Au contraire, il a systématiquement ignoré puis dénigré cette procédure », rétorque M. Colin.

The Family souhaitait faire saisir des actifs de M. Ammar, mais ce dernier ayant contesté la compétence de la cour des Caïmans, une décision doit être rendue pour déterminer si le jugement de décembre peut être exécuté. « Si le procès est annulé aux Caïmans, alors je me ferai un plaisir de porter plainte pour escroquerie au jugement en France et réclamer des millions d’euros d’intérêts. Cela permettra de payer plein de nouveaux avocats », prévient M. Ammar. ■

ISABELLE CHAPERON

UN HORS-SÉRIE

Le Monde



## L’HISTOIRE D’UN SIÈCLE DE MOTS CROISÉS

Philippe Dupuis et Yves Cunow racontent comment les grilles, d’abord apparues sous la forme de « puzzles », ont traversé l’Atlantique. Face au succès foudroyant de ce jeu de lettres dans la presse, presque tout le monde veut faire des mots croisés : les artistes, les écrivains, les hommes politiques. Encore aujourd’hui, les lecteurs du journal *Le Monde*, cruciverbistes sagaces, témoignent de leur attachement à ce jeu.

Découvrez cette histoire passionnante, et prenez plaisir, vous aussi, à remplir les 52 grilles de ce hors-série.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR **LEMONDE.FR/BOUTIQUE** - 100 PAGES - 10,99 €





Misia respecte l'orthodoxie de ce « *chant de l'âme* » du Portugal, mais elle appartient également à ces esprits libres qui veulent en renouveler l'expression, lui apporter une touche plus contemporaine. Elle ajoute aux guitares, fondamentales alliées de la poésie et des voix du fado, dont l'émblématique guitare portugaise (douze cordes, une sonorité en-

PATRICK LABESSE

77cohen57@gmail.com

Sa voix nous accompagnera par  
dessus les temps.



Vos  
signatures  
projections-  
débats  
expositions  
colloques  
conférences  
concerts  
Cours

**Le Monde**  
Le Carnet

Pour toute information :  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)  
Prix à la ligne : 33,60 € TTC.



# Le Musée Rodin met le cap sur la Chine

Une collectionneuse chinoise doit ouvrir, en septembre, un lieu consacré au sculpteur français, en lien avec l'établissement parisien

Après l'ouverture, en 2019, d'une antenne du Centre Pompidou à Shanghai, c'est au tour du Musée Rodin d'y battre pavillon. Le 27 septembre, la collectionneuse chinoise Wu Jing inaugure un « centre d'art Rodin » en partenariat avec l'établissement parisien. « *Ce n'est pas une filiale, et le centre privé qui l'exploitera ne dépend pas du musée* », précise Amélie Simier, directrice de l'établissement parisien, qui a signé, en avril 2023, un accord avec la femme d'affaires.

Le projet devait originellement voir le jour à Shenzhen. Mais les complexités locales ont conduit Wu Jing, à l'origine d'un premier musée d'art européen à Hangzhou, à se déplacer sur Shanghai. Et c'est un bâtiment iconique qu'elle a choisi, l'ancien pavillon français de l'Exposition universelle de 2010, construit par l'architecte Jacques Ferrier, qui avait par la suite abrité la collection de la banque chinoise Minsheng.

La collection d'une quarantaine de pièces qui y sera exposée provient pour partie de commandes de bronzes passées par Wu Jing au musée français, négociées pour un montant de 20 millions d'euros. La collectionneuse a acheté ses premières œuvres d'Auguste Rodin il y a une vingtaine d'années, parmi lesquelles *Dosia* et *La Petite Suzanne*. Suivant les conseils de Catherine Chevillot, l'ancienne directrice du Musée Rodin, cette amatrice de sculpture du XIX<sup>e</sup> siècle s'est davantage plongée dans l'œuvre foisonnante du sculpteur.

Pourquoi ouvrir un lieu pour les rassembler ? « *Il y a de plus en plus d'expositions temporaires en Chine, mais pour le jeune public et pour les artistes chinois, il faut des durées de présentation plus longues pour apprendre et comprendre, et, pour cela, il faut une institution artistique* », explique-t-elle au Monde, espérant attirer quelque 700 000 visiteurs par an.

Pourquoi les Chinois s'intéresseraient-ils au plus célèbre des sculpteurs français, alors qu'ils ne constituent que 1 % des visiteurs du musée parisien ? « *C'est un cer-*

**L'exposition inaugurale réunira également une trentaine de sculptures d'autres artistes liés à Rodin**

cle vertueux », veut croire M<sup>me</sup> Simier. A la suite de la grande exposition Rodin organisée en 2014 au Musée national de Chine, à Pékin, des témoignages ont prouvé « *l'importance de ce rayonnement* », ajoute-t-elle. Pour faire du musée un « *point de repère artistique et culturel de Shanghai* » et attirer le public local, Wu Jing capitalise sur la collection d'art chinois du sculpteur français prêtée par le musée parisien, notamment une statue de Guanyin que le sculpteur français chérissait, des figurines en terre cuite des dynasties Tang et Sui, ainsi que des objets en porcelaine des dynasties Ming et Qing.

#### « Un travail au long cours »

L'exposition inaugurale, qui restera en place pendant deux ans, réunira également une trentaine de sculptures d'autres artistes liés à Rodin comme Albert-Ernest Carrier-Belleuse, qui fut son professeur, ainsi qu'Aristide Maillol et Antoine Bourdelle, ses anciens étudiants. Pour faire vivre le lieu, son conservateur, Xianhe D. Kong, prévoit d'engager des dialogues avec des œuvres contemporaines et d'organiser des forums.

Depuis qu'Amélie Simier a pris la direction du Musée Rodin, en mai 2021, mieux faire connaître l'œuvre du sculpteur à l'international reste l'une de ses priorités. Plus de soixante musées dans le monde possèdent des sculptures de Rodin dans leurs collections. Faire vivre les musées Rodin qui existent déjà hors de l'Hexagone passe dorénavant par des échanges scientifiques, comme des projets de recherche ou des publications croisées avec celui de Phi-

ladelphie, ouvert en 1929 grâce au magnat du cinéma Jules Ephraïm Mastbaum et sa femme, qui ont donné à la ville leur collection. Au Musée de la Légion d'honneur, à San Francisco, un *Penseur* accueille les visiteurs, qui peuvent découvrir un ensemble de bronzes et de plâtres de l'artiste français. Ce dernier, bien représenté au Norton Simon Museum, à Pasadena, figurera aussi en bonne place dans le jardin des sculptures au Los Angeles County Museum of Art. « *Rodin n'est pas regardé de la même façon dans les différents pays* », explique Amélie Simier. Varier les regards, susciter de nouvelles envies sur l'artiste, tel est l'objectif.

Après la Chine, le Musée Rodin pourrait viser la Corée du Sud, où un collectionneur privé envisage d'ouvrir au public un jardin de sculptures. Tout ne marche pas à chaque fois. L'ébauche d'un Musée Rodin, à Tenerife, aux Canaries, a échoué en 2023 « *pour des raisons politiques* », justifie M<sup>me</sup> Simier.

S'exporter est une nécessité pour le musée parisien, qui reste une exception absolue dans l'écosystème français puisque, sous la tutelle du ministère de la culture, il s'autofinance à 100 %, y compris sa masse salariale. Un statut rendu possible parce que le sculpteur a donné ses biens et ses œuvres à l'Etat en 1916. Détenteur du droit moral, le musée peut éditer et vendre des éditions originales de bronzes produites à partir des moules et des modèles originaux. En 2023, trente-trois œuvres ont ainsi été fondues chez Susse ou de Coubertin, le fruit de leur vente ayant rapporté 10,4 millions au musée.

Pour autant, ce droit de tirage n'est pas inépuisable. Ayant atteint le nombre maximum de douze exemplaires, *Le Penseur* ou *Le Baiser*, deux stars de la collection, ou encore *Les Bourgeois de Calais* ne pourront plus faire l'objet de nouvelles reproductions. Seules quatre nouvelles *La Porte de l'Enfer* pourront voir le jour. Il faut désormais rendre d'autres sujets désirables.

En 2023, la billetterie représentait 56 % des recettes en 2023, loin



L'Homme qui marche » (1907), d'Auguste Rodin. JÉRÔME MANOUKIAN/AGENCE PHOTOGRAPHIQUE DU MUSÉE RODIN

**Au Musée de la Légion d'honneur de San Francisco, un « Penseur » accueille les visiteurs**

devant les activités commerciales et la location d'espaces. Après le succès des billets jumelés avec le Musée d'Orsay, cette stratégie de commercialisation couplée sera poursuivie cet automne avec les Invalides et le Musée du quai Branly-Jacques-Chirac. Le musée engagera des travaux, financés à hauteur de 7,8 millions d'euros par l'Etat, pour améliorer le confort de visite et accueillir davantage de visiteurs.

En 2023, le Musée Rodin avait comptabilisé 600 000 entrées à

Paris et plus de 12 000 dans l'ancienne résidence de l'artiste à Meudon (Hauts-de-Seine). Il n'est pas sûr d'atteindre le même niveau en 2024. Effet indirect de l'organisation des Jeux olympiques, l'établissement constate, depuis juin, une baisse de 13 % à 20 % des entrées par rapport à la même période en 2023. Un petit trou d'air, alors que la majeure partie des visiteurs vient au printemps et à l'automne. ■

ROXANA AZIMI  
ET NICOLE VULSER

## Aux JO, pianos, violons, altos... sous la pluie et sous escorte policière

Pour la cérémonie d'ouverture, l'Orchestre de Paris a prêté en urgence à l'Orchestre national de France des instruments à cordes bas de gamme

### PARIS 2024

Des musiciens bâchés sous des ponchos en plastique, un chef d'orchestre tel un capitaine de vaisseau dans la tempête, des instruments battus par la pluie : ces quelques images de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, le 26 juillet, ont suscité moult réactions sur les réseaux sociaux, beaucoup s'inquiétant du traitement infligé aux instruments à cordes (pianos, violons, altos, violoncelles et contrebasses), lesquels n'ont jamais été conçus, à la différence originelle des vents et percussions, pour le plein air.

« *Quand on nous a annoncé qu'on jouerait à 20 heures en plein air, on s'est aussitôt demandé s'il y aurait un couvert*, raconte François Lesage, directeur technique de l'Orchestre de Paris en résidence à la Philharmonie de Paris.

Quand il a été établi qu'il n'y en aurait pas, nous avons aussitôt choisi de remplacer les instruments par des personnels des musiciens *ment du bas de gamme*. » Les morceaux de musique ayant en effet tous été enregistrés au préalable pour une diffusion en play-back, la qualité sonore du concert acoustique, bien que les musiciens aient vraiment joué, n'a plus qu'une importance très relative. C'est ainsi qu'après avoir réquisitionné l'instrumentarium déclassé (en fin de vie) du département Education et ressources de la Philharmonie, ainsi qu'une partie de celui de l'Orchestre de jeunes Démos, François Lesage s'est attelé à louer des contrebasses.

« *Aucun de nos soixante et onze musiciens n'a refusé de jouer sous la pluie* », précise François Lesage. Protégés dans les embrasures des fenêtres de la Cour de cassation, bois, cuivres et percussions ont pu souffler sans dommage, lais-

sant aux cordes, nichées sur un podium le long du quai et de la façade du bâtiment, le privilège de vingt longues minutes de baptême olympique.

De son côté, l'Orchestre national de France avait juste prévenu que s'il pleuvait, il ne jouerait pas. C'est d'ailleurs ce qu'il s'est passé pendant *La Marseillaise*. Pas question de mettre en péril des instruments dont les prix oscillent entre 60 000 euros et plusieurs millions. « *Quand on a su que l'Orchestre de Paris avait des instruments de secours, nous nous sommes aussitôt mis en communication avec eux* », déclare Michel Orier, directeur de la musique et de la création culturelle à Radio France. S'est alors déroulée dans Paris une véritable course contre la montre.

A peine les partitions fermées à la Conciergerie, un camion flanqué de deux motards a embarqué toutes sirènes hurlantes jusqu'au

Trocadéro le précieux chargement des quarante instruments. A 20 h 30, tout était à l'Aquarium de Chaillot. Tout ? Non, une caisse contenant les archets des contrebasses avait été oubliée. C'est un coursier à vélo qui se chargera de son acheminement, dix minutes avant le début du show autour de l'hymne officiel des Jeux.

#### Aucune image

Et c'est ainsi que l'Orchestre de Paris, après avoir embrasé l'espace avec le révolutionnaire « *Ça ira !* » en compagnie de Marina Viotti et du groupe de metal Gojira, se porta à la rescousse de l'Orchestre national de France. « *Les deux phalanges se sont épaulées, les équipes aussi* », se réjouit encore Michel Orier, qui a découvert la veille au soir, comme les musiciens du National, que ce serait bien Céline Dion qu'ils accompagneraient dans *L'Hymne à l'amour*, d'Edith Piaf.

La violoniste solo de l'Orchestre national de France, Sarah Nemtanu, s'amuse de l'aventure, et de ces deux violons auxquels il manquait une corde. Le public a-t-il vraiment entendu autre chose que des bribes de musique, alors que des haut-parleurs géants diffusaient les bandes enregistrées ? Lestés d'oreillettes, les musiciens se sont surtout employés à respecter les clics et les tops afin que tout soit bien synchronisé à l'image. « *Je sais bien qu'ils étaient en fin de vie, mais j'ai quand même une petite culpabilité vis-à-vis de ces instruments sacrifiés* », glisse la musicienne, heureuse d'avoir pu, avec ses collègues, « *transformer ce moment de galère en souvenir inoubliable* ».

Un souvenir inoubliable, dont il ne restera hélas quasi aucune image. « *J'aimerais comprendre pourquoi les caméras ont disparu au moment du direct à la télévision*, interroge-t-elle. *Déjà, nous*

*avons été choqués qu'on ne voie ni ne mentionne l'Orchestre de Paris et son chef d'orchestre, Klaus Makela, durant le tableau de "La Liberté". Cela montre la place de la musique classique dans notre société.* »

Même son de cloche du côté de la Philharmonie de Paris, où l'on déplore que l'ampleur de l'investissement – répétitions, enregistrements, scénographie, consignes sécuritaires, séances de maquillage et longue présence sur place – n'ait pas trouvé d'écho visuel. « *On avait travaillé toute une scénographie*, insiste François Lesage, *tout ça pour ne pas apparaître à l'image. Le soir, on s'est quittés déprimés.* » Certains ont dû jeter leur paire de chaussures détrempée, tandis que les habits de concert filaient au pressing. Mais tous savent que la fête était belle et ils sont heureux d'y avoir participé. ■

MARIE-AUDE ROUX



Chaque jour, des personnalités parlent des airs qui les ont marquées

**Origine du papier :** UK, France.  
**Taux de fibres recyclées :** 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
**Eutrophisation :**  $P_{Tot} = 0,0083$  kg/tonne de papier





XAVIER LISSILLOUR

# Le Zingaro, un paradis sicilien

**Plages d'Italie – 3/6** – Chaque année, 250 000 visiteurs se rendent dans les criques idylliques de cette réserve naturelle de l'ouest de la Sicile, classée de haute lutte en 1981, en dépit d'une bétonnisation galopante dans l'ombre de la Mafia

SICILE (ITALIE) - envoyés spéciaux

L'horizon est vertigineux. La mer, d'un bleu confondant. Des dizaines de baigneurs se pressent sur l'arc de la Cala Tonnarella dell'Uzzo, plage de poche taillée dans un sublime fragment de la côte sicilienne. Nul parasol : nous sommes en zone protégée. Les responsables les ont bannis, laissant le soleil réguler l'affluence, 250 000 visiteurs par an, dont près de la moitié en juillet et août. Parmi eux, combien savent à qui ils doivent ce paradis, élu en 2023 dixième plus belle plage du continent par le site European Best Destinations ? La réserve du Zingaro est le fruit d'une lutte, remportée en 1981 contre de puissants intérêts dans une Sicile livrée, sous l'ombre de la Mafia, à la bétonnisation. Cette victoire inespérée a évité la construction d'une route et permis la préservation de sept kilomètres de côtes et de 1 600 hectares de maquis.

« J'ignore comment ils l'ont emporté, mais tant mieux ! », se félicite Marta Alessi, 33 ans. Cette anesthésiste a respecté le rituel informel qui régit les lieux : arriver tôt le matin, laisser son véhicule à l'entrée, s'acquitter des 5 euros réglementaires, dévaler le sentier d'accès à l'une des sept criques, prier la Madone pour qu'il reste un coin de galets où poser sa serviette... Derrière les plages domine un relief planté d'arbustes et de cactus, le royaume d'un rapace rare, l'aigle de Bonelli. Le Zingaro, « gitan » en italien, abrite aussi le palmier nain : une espèce endémique capable de résister aux incendies de l'été.

Les causes de ces feux estivaux, aggravés par le réchauffement climatique, sont couvertes par un voile de rumeurs. Même le directeur de la réserve, Pietro Miceli, n'est pas très volubile sur le sujet, ni sur d'autres d'ailleurs. L'origine des incendies ? « Je ne saurais les expliquer. » Le budget du Zingaro, concentré sur le paiement des salaires de la cinquantaine d'employés ? « Environ un million d'euros par an, mais ça varie. » On ressort de son bureau, décoré par le portrait du président de la République, Sergio

Mattarella, un enfant du pays, avec un sentiment d'incomplétude.

C'est une spécialité de l'île : « l'incompiuto siciliano » (« l'inachevé sicilien »), ainsi que les habitants désignent la difficulté à terminer les choses – des conversations aux constructions. Comme cette route, dont la progression fut stoppée net, le 18 mai 1980, à l'orée du Zingaro, par une marche de 3 000 manifestants. Leur mobilisation a empêché que ne soient reliées les deux villes voisines de la réserve, Castellammare del Golfo au sud et San Vito Lo Capo au nord, où vivent respectivement 15 000 et 5 000 habitants.

## Un bain comme une « prière »

On retrouve l'un des participants de la marche, Paolo Arena, 73 ans, dans le tunnel creusé autrefois en prévision de la route. « J'avais 11 ans quand j'ai vu les premiers bulldozers arriver, dans les années 1960. J'avais envie de provoquer un éboulement pour détruire cette route qui menaçait mon eden », raconte ce professeur de lettres à la retraite. Sa famille possédait un lopin de terre à l'intérieur de l'actuelle réserve. « On fabriquait des cordages à partir des frênes et des palmiers, on cultivait un peu d'amandes, de blé, se rappelle-t-il. La récolte transitait à dos de mule ou par barque. L'agriculture moderne a entraîné l'abandon des exploitations. Beaucoup ont émigré aux États-Unis, comme mon père. Les derniers paysans étaient presque tous en faveur de la route. »

Dans les années 1970, Paolo adhère à Lotta continua, une organisation d'extrême gauche. Dans l'effervescence militante, il rencontre ses futurs compagnons de marche. Des écologistes, des gauchistes, quelques bourgeois palermitains. Le Zingaro serait la « première lutte post-idéologique d'Italie », comme le répètent plusieurs de ses participants. La première, aussi, à jouer le jeu des médias de masse, les journaux télévisés braquant l'attention du pays sur la petite bande de littoral.

« Ceux qui ont fait la marche sont des modèles », relève l'artiste de bande dessinée Cammamoro dans une galerie de Trapani, une ville côtière proche de la réserve, associée à un

imaginaire nourri de mystères et de silences. Ce jour-là, le dessinateur présente l'album *Il Giorno perduto* (« le jour perdu »), où il est question de terres vierges et lointaines. « Le Zingaro représente ce que la Sicile aurait pu être sans la spéculation immobilière », affirme l'artiste, pour lequel un bain dans ces eaux limpides s'apparente à une « prière ».

Dans la région, l'esprit de 1980 alimente de nouvelles luttes. « Ma mère était à la marche, c'est une source d'inspiration ! », assure ainsi Maria Laura Geraci, hôtelière à San Vito Lo Capo, la ville située au nord de la réserve. M<sup>me</sup> Geraci a pris la tête d'un comité contre la construction d'une marina menaçant, selon elle, l'écosystème touristique.

En Italie, il n'est pas rare que les opérations de cette ampleur soient liées au crime organisé. « Qui mettra réellement l'argent ? Nous avons pensé à la Mafia, oui », se souvient M<sup>me</sup> Geraci. Cette région de l'ouest de la Sicile est un fief historique de Cosa Nostra. Les anecdotes racontées à voix basse y mènent toujours. Les anciens évoquent la contrebande de cigarettes, active jusqu'aux années 1970, sur le territoire actuel de la réserve. Il y a une quinzaine d'années, le comédien Vincent Macaigne a séjourné chez un certain Gianfranco Becchina, non loin du Zingaro, alors qu'il préparait une adaptation de *L'Idiot*, de Dostoïevski. Très vite, il a deviné le profil particulier de ses hôtes. « Il se passait des choses étranges : un rat tué au cure-dent, un porc éviscéré sous mes yeux, des conversations en japonais... J'avais la trouille, mais j'ai fini par prononcer le mot "mafia". "C'est une entreprise comme une autre, certains font bien leur boulot, d'autres non", m'a répondu une des filles de Becchina. »

« Becchina ? C'est mon voisin ! », indique Giuseppe Cimarosa, un éleveur de chevaux. Il était copain avec mon cousin. » Ce cousin, Matteo Messina Denaro, un fugitif mafieux, a été arrêté en 2022 après des décennies de cavale et mort d'un cancer, moins d'un an plus tard. « Ici, hélas, rien ne se fait sans l'aval de Cosa Nostra », insiste le trentenaire, engagé dans un combat contre la frange criminelle de sa propre famille. La réserve ne fait pas exception. »

« ICI, HÉLAS, RIEN NE SE FAIT SANS L'AVAL DE COSA NOSTRA. LA RÉSERVE NE FAIT PAS EXCEPTION »

GIUSEPPE CIMAROSA  
éleveur de chevaux

Au tournant des années 1980, la lutte pour la préservation du Zingaro et l'abandon du projet de route coïncident avec une guerre entre les pouvoirs siciliens. Le clan des Corleonais défie celui des Palermitains, les homicides politiques se succèdent. Le président démocrate-chrétien de la région, Piersanti Mattarella, est assassiné en janvier 1980. Frère de l'actuel président de la République, il était favorable au dialogue avec le Parti communiste, dont le chef de file en Sicile, Pio La Torre, est abattu en 1982. La même année, la Mafia tue le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, dépêché pour rétablir l'autorité de l'Etat. Pour Salvatore Lupo, professeur à l'université de Palerme et spécialiste de la Mafia, « la violence a encouragé un engagement civique dont le mouvement du Zingaro est une manifestation ».

La mobilisation éclôt dans cette Palerme transformée en champ de bataille. « C'était une période dure, mafieuse », témoigne Giovanni Spatola, 85 ans, un des organisateurs de la marche de 1980. Comme beaucoup, il appartenait à une gauche épuisée dans la violence des années 1970 et qui a trouvé un débouché dans l'écologie. Un jour, le meneur de la lutte Franco Russo lance un nouveau mot d'ordre : concentrer les efforts sur le Zingaro, tout faire pour que cette zone reste vierge de toute construction. Un an seulement après la marche, la réserve est instituée.

## « Un alignement des planètes »

Comment expliquer un succès aussi rapide ? « C'est un mystère pour nous aussi ! », s'exclame M. Spatola. « Dans une île où commandait la construction mafieuse, le Zingaro est une exception heureuse, indique le journaliste Giacomo Di Girolamo, spécialiste de la Mafia locale, mais si mafieux, entrepreneurs et politiques avaient été sur la même longueur d'onde, la route se serait faite. »

« La Sicile est le pays des apparences trompeuses », glisse Nicola Biondo, journaliste et écrivain. Du jardin de la ferme qu'il a restaurée avec sa compagne, Nicoletta Schio, on voit la mer azur combler le croissant du golfe de Macari jusqu'au mont Cofano. Nicola se sert un verre de vin. Nous lui demandons pourquoi in fine la route n'a pas vu le jour. Sa réponse commence par une citation de l'écrivain Italo Calvino : « Il faut chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer. » Il poursuit : « En Sicile, le paradis et l'enfer se touchent. On y trouve des démons qui se changent en saints, des saints qui deviennent des démons. »

Nicola Biondo se lance dans une histoire de ce paysage : « Au début des années 1970, il y a eu le projet de construire une usine pétrochimique ici même. Les écologistes s'étaient mobilisés. Le maire de San Vito Lo Capo, opposé à l'usine, était un cadre de la Démocratie chrétienne, proche du plus célèbre parrain de Castellammare, son cousin. Il y a eu un alignement des planètes. » Le paysage est resté intact. Le rapport avec le Zingaro ? « La réserve n'a pas le même nom, mais l'histoire est la même. »

Selon Nicola Biondo, la région de San Vito Lo Capo est une « île fortunée ». C'est en tout cas une terre de confins. A San Vito, on regarde vers Trapani. A Castellammare, vers Palerme. A San Vito, on se dit peu concerné par les histoires de Mafia. A Castellammare, on vit avec la réputation d'être l'un de ses berceaux. « L'esprit de la marche est moins vif ici qu'à San Vito, regrette Chiara Billitteri, 34 ans, gérante d'un hôtel près de Castellammare. Les visiteurs des débuts étaient des hippies et des écologistes. Aujourd'hui, les algorithmes drainent des instagrameurs attirés par les images du yacht de Jay-Z, qui a mouillé dans les parages. »

L'abandon de la route qui devait relier les deux mondes a permis que la frontière se maintienne et que San Vito reste une « zone franche », selon l'expression de Nicola Biondo. Il assure que le mytique juge anti-Mafia Giovanni Falcone y avait ses habitudes, avant d'être assassiné, en 1992. « Les fuyitifs comme Toto Riina et Bernardo Provenzano venaient se baigner avec leurs familles. Ici, on ne se tirait pas dessus, on ne délaît pas. » En contrebas de la maison de Nicola Biondo, se trouve un lieu-dit au nom évocateur : Purgatorio.

A l'été 2023, la fournaise des incendies est arrivée à deux pas des citronniers de Nicola et de Nicoletta. « Cela m'a donné envie de quitter ce paradis, de partir plus au nord... », confie cette exilée du Trentin-Haut-Adige, plein nord. « Qui a intérêt à mettre le feu ? C'est la grande question. Il y a un business avec les Canadair privés payés 5 000 euros de l'heure, les gardes forestiers rémunérés lors des incendies, et les pyromanes... », énumère-t-elle.

Autant de causalités aux racines voilées, que tous avancent comme des évidences et qui permettent de tout comprendre sans rien vraiment savoir. Reste, au moins, une certitude : quelle que soit la main qui en fera naître la première flamme, le palmier nain du Zingaro survivra au prochain incendie. ■

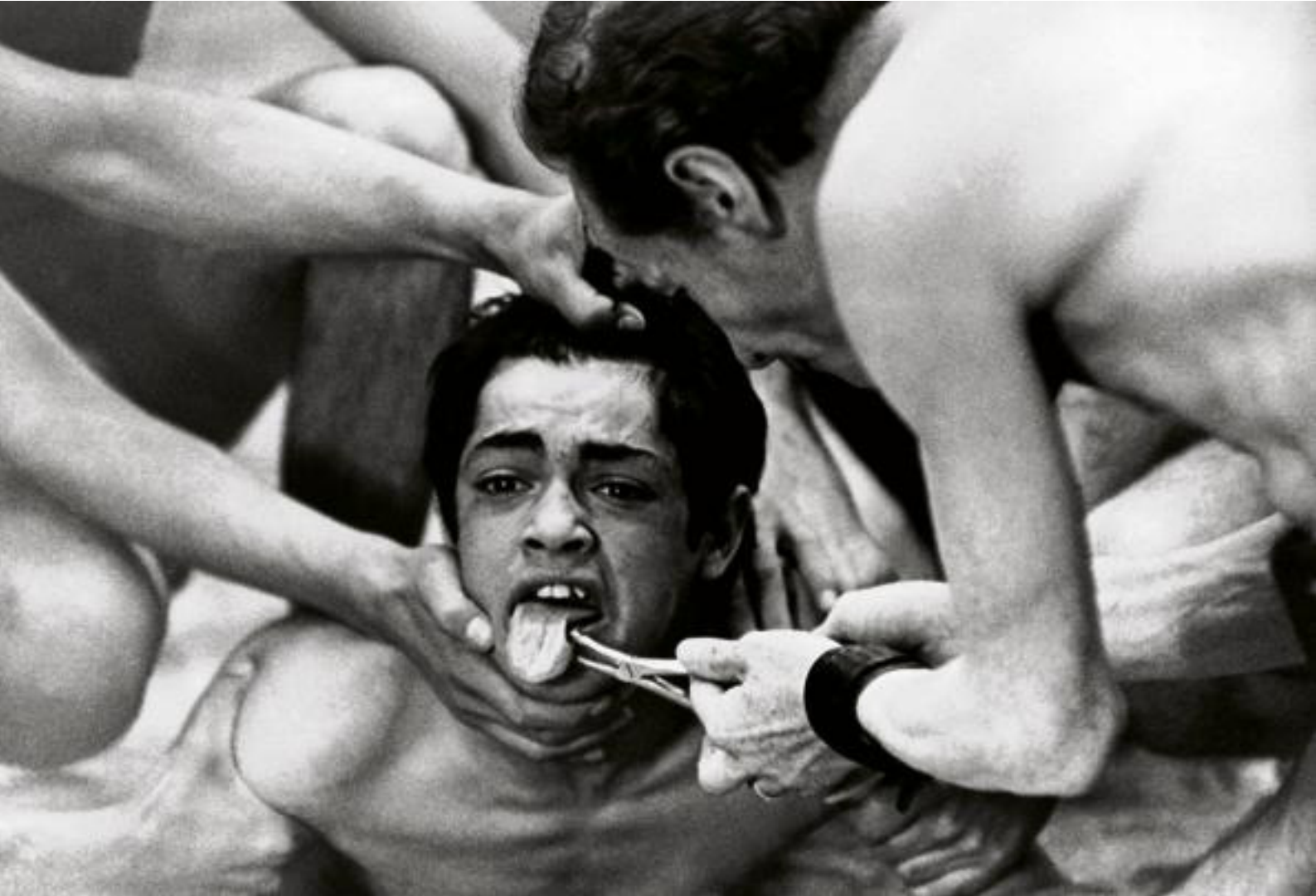
ALLAN KAVAL  
ET AURELIANO TONET

Prochain épisode Lampedusa, l'île entre deux mondes



# «Salo ou les 120 journées de Sodome», allégorie pasolinienne

Des films très politiques – 3/6 – En 1975, le cinéaste italien Pier Paolo Pasolini déplaçait au cœur de la république fasciste de Salo le récit du marquis de Sade



Franco Merli, dans «Salo ou les 120 journées de Sodome» (1975), de Pier Paolo Pasolini. PROD DB ©PEA – ARTISTES ASSOCIÉS

À u début des années 1970, Pier Paolo Pasolini (1922-1975) s’attelle à adapter au cinéma des œuvres du patrimoine mondial. *Le Décaméron* (1971), *Les Contes de Canterbury* (1972) et *Les Mille et Une Nuits* (1974) forment un ensemble qu’il baptise «Trilogie de la vie» et perçoit comme un geste de protestation face au retour en force de la censure bourgeoise. Avec sa troupe d’acteurs amateurs, le cinéaste exalte la nudité des corps, dont il célèbre la pureté et l’innocence, le sexe comme élan vital. Il y livre sa vision du peuple, notion qui le hante et qu’il oppose à celle de «masse». La trilogie célèbre «un monde populaire, ni barbare ni tragique, au contraire : vivace, gai, comblé de joie de vivre, de faire l’amour», déclarait le réalisateur dans *Pier Paolo Pasolini. Entretiens* (1949-1975) (Delga, 2019). Pour le cinéaste marxiste, il s’agit de célébrer la seule chose

qui résiste encore aux griffes du capitalisme triomphant : «*Le corps : voilà une terre qui n’est pas encore colonisée par le pouvoir.*» La «Trilogie de la vie» est un triomphe public et critique. Un succès forcément suspect pour cet homme tant habitué aux scandales, obstiné à penser contre son pays et son époque. Il s’agira de tout défaire. Surtout qu’en quelques années sa vision des corps, de la jeunesse et de la sexualité a eu le temps de basculer – le prochain film rectifiera sa pensée.

**Horreur permanente**  
Pour ce faire, Pasolini décide d’adapter *Les Cent Vingt Journées de Sodome* (1785, publié en 1904), du marquis de Sade, auteur réputé inadaptable et que, par ailleurs, il n’aimait pas : à de nombreux égards, ce film est donc un défi. Il en déplace l’intrigue au cœur de la république fasciste de Salo (1943-1945) proclamée par Mussolini. Là, quatre riches notables (le Duc, l’Evêque, le Juge et le Président),

aidés de miliciens italiens et de soldats allemands, enlèvent neuf jeunes garçons et autant de jeunes filles de la région pour les emprisonner dans un somptueux palais italien. Durant quatre jours, ils seront soumis à la jouissance sadique de leurs geôliers. Froid comme la mort, fidèle au texte sadien, *Salo ou les 120 journées de Sodome* (1975) se découpe en quatre parties : le Vestibule de l’enfer, le Cercle des passions, le Cercle de la merde et celui du sang. Pasolini y dépeint une violence qui n’a rien d’improvisé : elle y est bureaucratique, parfaitement organisée selon un infrangible mode opératoire. Des Narratrices vont raconter des histoires de sévices qu’elles ont vécues, excitant ainsi l’imagination des Seigneurs, qui vont les faire subir à leurs esclaves. Les différentes scansions des tableaux laissent deviner une montée en puissance dans la violence : sévices sexuels ; festin de matière fécale ; sentence de mort générale. Seul le dernier cercle n’est pas nommé. La

violence y culmine, la mise en scène bascule : le Duc s’installe à sa fenêtre et observe, avec des jumelles, les Seigneurs torturer les victimes dans la cour en contrebass, bientôt relayé par l’Evêque. La violence y est observée à distance, filmée à travers la jumelle : l’œil du bourreau et celui du spectateur ne font plus qu’un, tous deux se font voyeurs. L’horreur permanente se pondère par la grande intellectualité du geste. Entre deux supplices, *Salo...* est un maelstrom de références et de citations à déchiffrer, d’Ezra Pound à Paul Vecchiali, jusqu’au carton introductif, exposant une bibliographie d’exégèses de Sade : Klossowski, Barthes, Beauvoir, Sollers. Tout concourt à nous rappeler que nous sommes au cœur d’un espace bien particulier : le film d’un intellectuel étalant devant nous le chantier de sa pensée. Pasolini élabore une forme qui excède le cinéma et ouvre sur l’art contemporain, le jeu vidéo et même, pour certains, la télé-réalité. Et, jusqu’à aujourd’hui, le film continue d’innover tout un pan de l’auteurisme contemporain, de Michael Haneke à Yorgos Lanthimos, cinéastes moralistes qui aiment à sadiser leurs personnages dans des films-laboratoires.

**Le sexe, métaphore du pouvoir**  
*Salo...* n’est pas un film que l’on revoit pour le plaisir tant, par-delà l’horreur, il mobilise toute notre énergie de spectateur. Qu’y voir ? Qu’y comprendre ? Peut-on l’aimer ou déborde-t-il la catégorie même du goût ? Et, surtout, quelle époque filme Pasolini ? Dans *Le Grand Chant. Pasolini poète et cinéaste* (Macula, 2022), sa passionnante somme sur le cinéaste, le fervent pasolinien Hervé Joubert-Laurencin nous guide : «*Tout ce que nous voyons dans le film se passe en 1945, mais il faut y percevoir l’univers d’aliénation et de réification de 1975.*» *Salo...* invoque le fascisme historique pour procéder à une allégorie de ce que Pasolini appelle le «nouveau fascisme», soit le néocapitalisme qui, en remodelant les corps et les consciences, est allé bien plus loin que n’importe quel pouvoir totalitaire. L’artiste livre le mode d’emploi de *Salo...* dans un texte splendide intitulé «Abjuration de la Trilogie de la vie», publié en novembre 1975 dans le *Corriere della Sera* : «*La réalité des corps innocents a été elle-même violée, manipulée, dénaturée par le pouvoir consumériste. (...) Même si je voulais continuer à faire des films semblables à ceux de la Trilogie de la vie, je ne le pourrais pas, parce que, désormais, je hais les corps et les organes sexuels.*» Après avoir filmé le sexe comme un rempart au pouvoir, il affirme l’inverse : le sexe est la métaphore même du pouvoir. *Salo...*, ou la tentative de faire un film à la hauteur de son époque, c’est-à-dire aussi déshumanisé qu’elle, «*voilà Salo, on pourrait même dire “salaud”*». Vingt jours avant la sortie du film, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre 1975, Pasolini est assassiné, son corps est retrouvé sur une plage d’Ostie, battu à mort et achevé par une automobile qui lui roula dessus. Il avait 53 ans. Bien que Giuseppe Pelosi, un jeune prostitué de 17 ans, reste officiellement son assassin, on ne sait toujours pas qui a commandité ce meurtre. Cette mort tragique, qui hante encore les consciences, ne peut être perçue que comme la pièce manquante qui ordonne ce film aux allures de terminus cinématographique. Elle le prolonge, l’éclaire douloureusement, réunit, en un point terrible, vie et œuvre, existence et politique. «*Pasolini, écrit Hervé Joubert-Laurencin, aura peut-être parlé jusqu’à en mourir le langage de l’horreur néocapitaliste.*» ■

MURIELLE JOUDET

Prochain épisode «*Invasion Los Angeles*» (1988), de John Carpenter.

## La «Samba de Verao», des frères Valle, un coup de foudre à sens unique

L’Eté en chansons – 9/12 – En 1965, Marcos et Paulo Sergio signent un titre devenu l’un des classiques de la bossa brésilienne

Quelque temps avant le coup d’Etat militaire (31 mars-1<sup>er</sup> avril 1964) et le début de la dictature au Brésil, dans un quartier chic de Rio de Janeiro, Marcos Valle et son frère Paulo Sergio Valle, de trois ans son aîné, renoncent au surf et à la mer. Programme du jour : rester à la maison et écrire des chansons. Le soleil règne, les oiseaux sèment de la joie, les filles font tourner la tête des garçons. C’est le temps de l’insouciance, des amours et de la drague. Une atmosphère inspirante pour les deux jeunes musiciens, propice à créer une petite bossa-nova, l’un de ces airs doux au balancement sensuel qui fait la marque de ce style inventé par Joao Gilberto (1931-2019)

avec Antonio Carlos «Tom» Jobim (1927-1994) et Vinicius de Moraes (1913-1980). Un son qui va rayonner dans beaucoup d’endroits du monde. Ainsi naît *Samba de Verao* («samba d’été»). Une mélodie tendre débutant avec voix et guitare, puis s’étouffant d’autres instruments (orgue, batterie, percussions, solo de trompette...). Cette bossa-nova va devenir l’un des grands classiques du genre. Un tube énorme, comme l’est *Garota de Ipanema* (*The Girl From Ipanema*), créé en 1962 par Antonio Carlos Jobim (musique) et Vinicius de Moraes (texte). *Samba de Verao* est une bossa-nova du meilleur cru – les gens de la bossa ont toujours dit que la base de leur style,

c’était la samba, déconstruite rythmiquement. Marcos Valle est à la composition et au chant, Paulo Sergio Valle aux paroles. **«Portrait romantique» de Rio** Elles racontent un coup de foudre, l’émoi d’un garçon devant une beauté fatale qui passe devant lui. Elle lui jette un regard sans s’arrêter. Ebloui par ses yeux dans lesquels il voit la mer, il la regarde partir. Va-t-elle se retourner ? Elle ne se retourne pas. Aurait-il dû la rattraper ? Lui dire qu’il avait des flots d’amour à lui offrir ? Doubtes et confusion assaillent le garçon. Il ne dort plus, implore le ciel pour qu’elle revienne. En vain.

Dans un entretien accordé, en 2017, au journaliste américain Marc Myers, publié sur son blog «JazzWax», Marcos Valle raconte qu’il était âgé de 21 ans quand il a écrit *Samba de Verao* avec son frère Paulo. «*Ce que j’écoutais à ce moment-là, c’était beaucoup de bossa-nova. Antonio Carlos Jobim, Roberto Menescal, Carlos Lyra. Samba de Verao reflète l’atmosphère de Rio à l’époque. Nous habitions près de la plage, mon frère et moi étions surfeurs. L’émotion que procure le surf, les filles, tout cela se retrouve dans notre portrait romantique de Rio.*» *Samba de Verao* paraît en 1965 sur son deuxième album, *O compositor e o cantor* (Odeon), douze chansons co-signées par les frères. Elle existera aussi

la même année sous le titre de *So Nice* (*Summer Samba*), texte en anglais par l’Américain Norman Gimbel (1927-2018). Et sera maintes fois reprise ou adaptée, y compris en français (Marcel Amont). Soixante ans après sa création, Marcos Valle se réjouit de voir la belle vie qu’a connue cette bossa-nova. «*C’est une chanson très spéciale pour moi, j’aime toujours autant la chanter*», nous a-t-il confié, dimanche 14 juillet, sur WhatsApp. Rappelant qu’il lui a écrit plusieurs fois des arrangements différents. Y apportant ainsi de nouvelles saveurs. ■

PATRICK LABESSE

Prochain épisode «*Feels Like Summer*», par Childish Gambino.



# « La question métaphysique se pose même lorsqu'on la nie »

**Le Monde des religions** Le philosophe Mohamed Amer Meziane élabore une critique de l'anthropologie actuelle, qui conduit, selon lui, « à une valorisation floue de l'animisme »

## ENTRETIEN

**V**ers une anthropologie métaphysique : si la couverture d'*Au bord des mondes* (Vues de l'esprit, 2023) a de quoi intimider, il ne faut pas se laisser impressionner par son sous-titre. Le programme que propose le philosophe Mohamed Amer Meziane est beaucoup plus concret qu'il ne laisse paraître.

Après avoir relié l'histoire écologique et raciale de la modernité à la sécularisation dans *Des empires sous la terre* (La Découverte, 2021), ce maître de conférences à la Brown University (Etats-Unis) formule ici une critique essentielle de l'anthropologie, actuellement dominante, engagée par Philippe Descola et Bruno Latour (1947-2022). En questionnant la notion d'« ontologie » (littéralement, la « science de l'être ») au cœur de ce courant, il invite à franchir un nouveau pas décisif dans la déconstruction de l'eurocentrisme de cette science sociale née en contexte colonial.

### Dans votre critique de l'anthropologie dominante, quels courants ciblez-vous précisément ?

Dans mon livre, j'analyse l'anthropologie en tant que philosophie. Depuis cette perspective, je questionne deux courants aujourd'hui centraux. Le premier, appelé « tournant ontologique de l'anthropologie », est impulsé et représenté en France par des figures comme Bruno Latour et Philippe Descola.

Si ce courant est pluriel, sa diffusion conduit à une valorisation floue de l'animisme, appréhendé comme une sorte d'antithèse à une modernité qui aurait désenchanté le monde. Ce discours, qui nourrit de nombreuses pensées écologistes, repose sur la mise en avant des manières de vivre de peuples autochtones – souvent amazoniens – présentés comme des contre-modèles à notre rapport au monde fondé sur l'extractivisme.

Mon livre s'insère aussi dans un autre débat, moins connu en France et davantage présent dans le monde anglophone, ouvert par les travaux de l'anthropologue Talal Asad. Ses disciples directs tels que Saba Mahmood ou d'autres, comme Tanya Luhmann, ont tendance à réduire la culture et la religion à des techniques du corps, sans nécessairement prendre au sérieux les réalités invisibles – ce que je nomme le « métaphysique » – dont témoignent les formes de vie qu'ils étudient.

Ces deux courants en anthropologie s'ignorent, mais ils ont en commun de ne pas tenir un discours sur l'ensemble des réalités métaphysiques dont témoignent les autochtones ou les fidèles. Or, si l'on veut parler avec ces derniers et pas seulement les prendre pour objet, il sera nécessaire de faire de la métaphysique et pas seulement de l'anthropologie. Je soutiens donc qu'une pratique renouvelée de la philosophie, au contact des sciences humaines et du terrain, peut contribuer à faire ce pas.

### Pourquoi l'anthropologie devrait-elle en revenir à la philosophie ?

Il convient d'établir une distinction entre deux notions : l'ontologie et la métaphysique. Dans *Par-delà nature et culture* (Gallimard, 2005), livre de référence de l'anthropologie contemporaine, Philippe Descola divise le monde en différentes « ontologies », distinguant notamment le naturalisme, qui caractérise une certaine vision occidentale « moderne » (où l'humain et le non-humain sont radicalement séparés) de l'animisme (attribuant une âme aux entités non humaines).

Utiliser cette notion comme si elle allait de soi m'interpelle, puisque l'ontologie est une catégorie classique de la philosophie renvoyant au « discours sur l'être ». Or, certaines réalités dont témoignent des fidèles, comme le divin et les esprits, dépassent l'ordre du visible et de l'être. Il n'y a pas seulement des mondes, mais aussi ce qui se trouve à leurs bords : des sur-mondes – comme les dieux ou

les anges – et des réalités intermédiaires, comme les lieux des rêves.

Dire que ces dimensions existent ou n'existent pas est absurde et hors de propos puisque leur réalité est conçue, par les traditions autochtones elles-mêmes, comme relevant d'autre chose que l'opposition entre l'être et le non-être. Un pluralisme qui affirme seulement la pluralité des mondes ou des « modes d'existence » (selon le concept de Bruno Latour) peut donc conduire à occulter le « bord des mondes » qui fait le titre de mon livre, c'est-à-dire cet excès qui relève de la réflexion métaphysique.

Prenez l'exemple, bien connu, de la loi néo-zélandaise de 2017, qui attribue au fleuve Whanganui des droits dans la mesure où ses propriétés physiques et métaphysiques sont reconnues. Le texte de cette loi spécifie que la réalité à laquelle appartient le fleuve est vivante et spirituelle : c'est à ce prix qu'on attribue des droits au fleuve, pas en tant que réalité appartenant à la nature ou au visible.

### Le rapport de l'Occident aux autres cultures ne serait donc pas seulement anthropologique, mais métaphysique ?

La question métaphysique se pose même lorsqu'on la nie. Une archive que j'ai croisée lors de mes recherches pour *Des empires sous la terre* illustre ce conflit des sur-mondes. Il s'agit d'une lettre du chargé d'affaires du gouverneur français de la Cochinchine (dans le sud de l'actuel Vietnam) datant du 10 février 1882. Ce document rapporte l'alerte d'un mandarin local soutenant qu'un dragon habite dans une mine de charbon qu'entendait exploiter l'autorité coloniale, rendant cette perspective sacrilège.

Comment analyser une telle archive en tant qu'anthropologue ? Présupposer que le dragon n'existe pas revient à épouser le point de vue colonial, pour qui ce dragon n'est qu'une superstition. Pour autant, la position inverse – affirmer que le dragon existe – est tout aussi arbitraire, et déroge également à la neutralité scientifique. Un conflit métaphysique est donc à l'œuvre, et ne peut être réduit à une ontologie ou une vision du monde parmi d'autres : dans la perspective de ce mandarin, la réalité invisible n'est pas une parmi d'autres, comme le sous-entend le pluralisme porté par l'anthropologie actuelle.

### Dans « Au bord des mondes », vous prenez l'exemple du rêve pour montrer en quoi l'anthropologie actuelle est inopérante à analyser certaines expériences sans les trahir...

Je suis frappé par le fait que le cadre de référence posé par Descola dans son tableau des quatre ontologies [*naturaliste, animiste, totémiste, analogiste*] occulte tout un pan du monde. L'absence de traditions telles que le bouddhisme, le judaïsme ou l'islam est pour le moins étrange. Cette omission est peut-être la condition de possibilité de ce tableau, car la notion d'ontologie ne saurait être opératoire lorsqu'il s'agit d'analyser ces traditions.

Pour ma part, je creuse l'exemple du *barzakh*, considéré entre autres comme le lieu du rêve dans la tradition musulmane soufie. Les millions de personnes imprégnées par cette conception ne considèrent pas que leurs rêves sont les leurs, comme en Occident, mais qu'ils viennent d'ailleurs. Le *barzakh* fait imploser la division entre l'être et le non-être, ce qui existe et ce qui n'existe pas : le cadre moderne de l'anthropologie se révèle inopérant pour saisir cette expérience.



Des indigènes de la tribu Shanenawa, lors d'un festival célébrant la nature, dans le village de Morada Nova près de Feijo, dans l'Etat d'Acre, au Brésil, le 1<sup>er</sup> septembre 2019. UESLEI MARCELINO/REUTERS

Loin de rejeter le rationalisme au nom de l'invisible, je défends l'idée qu'il existe plusieurs rationalités. La raison n'est pas seulement la technoscience aujourd'hui dominante : un autre modèle de rationalité est possible, sans lequel aucune « décolonisation du savoir » n'aura lieu.

### Votre critique introduit un paradoxe : l'anthropologie portée par Philippe Descola et Bruno Latour, alors qu'elle se présente comme une critique de l'universalisme occidental, serait en réalité eurocentrée ?

Leur anthropologie critique à juste titre la catégorie de « nature » [*vue comme extérieure aux actions humaines qui relèveraient, elles, de la « culture »*], mais celle d'animisme, par exemple, fait de leur part l'objet d'une confiance excessive. Il faut rappeler qu'il s'agit initialement d'une notion inventée par un anthropologue évolutionniste, Edward Tylor (1832-1917), pour décrire ce qu'il qualifiait de « religion primitive » : on se situe dans un dispositif colonial qui devrait d'emblée inspirer la méfiance.

Or, en valorisant l'animisme, la pensée contemporaine semble rejouer un fantasme du lointain passant par l'importation de traditions étiquetées ainsi. L'Occident se parle donc à lui-même, d'autant que la grille de lecture par l'« ontologie » a aussi une histoire liée à la colonisation. Sa matrice se situe dans la pensée du missionnaire belge Placide Tempels (1906-1977) : dans son livre *La Philosophie bantoue* (1945), il promeut l'intérêt d'une compréhension des indigènes comme un moyen de mieux adapter le christianisme missionnaire.

Ce livre s'inscrit plus largement dans une séquence de développement de l'anthropologie correspondant à une phase de colonialisme tardif, postérieure à la conférence de Berlin de 1884-1885 [*lors de laquelle furent actés le partage et la division de l'Afrique par les Européens*], où domine l'idée selon laquelle il faudrait comprendre les cultures autochtones pour mieux les coloniser ou, selon les contextes, mieux les convertir au christianisme.

La constitution de l'anthropologie comme « science » date de cette séquence. Là où la rigueur scientifique réclamerait de penser avec les peuples autochtones en considérant par exemple un fleuve comme une réalité physique et métaphysique, le qualificatif d'ontologie le ramène sur terre en niant cette seconde dimension irréductible.

### La valorisation de l'animisme entretient-elle une symétrie avec le rejet des monothéismes ?

Oui, c'est une des thèses sous-jacentes du livre – que je développerai dans un travail à venir. La certitude que le monothéisme est violent est un mythe très enraciné chez certains penseurs « modernes » d'Occident. Si l'animisme fait figure de religion acceptable ou de spiritualité appropriable pour le

public européen, c'est aussi en vertu de ce mythe souvent inconscient ou impensé.

L'animisme, pour les anthropologues qui ont inventé cette catégorie, était la religion la plus proche de la nature. De ce point de vue, le monothéisme serait censé rompre avec cette sacralisation de la nature. Ce préjugé associant les monothéismes à une foi dogmatique et violente remonte au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, c'est en réitérant cette vieille thèse associant monothéisme et violence que l'égyptologue allemand Jan Assmann, auteur de *Violence et monothéisme*, a notamment fait sa notoriété.

Quant à Claude Lévi-Strauss (1908-2009), c'est à travers ce partage que l'on peut saisir les virulentes saillies contre l'islam et les Arabes clôturant *Tristes tropiques* (1955). Son argument est déroutant : Claude Lévi-Strauss justifie son dédain de l'islam en raison de la proximité qu'il lui attribue avec l'Occident, rejoignant la pyramide évolutionniste, mais à l'envers : en distinguant la bonne culture indigène de la mauvaise religion monothéiste, Claude Lévi-Strauss recrée un mythe du bon sauvage.

Il me semble que certains penseurs de l'animisme reproduisent ce fantasme d'une culture immunisée contre toute forme d'intervention extérieure, altérité radicale qui serait l'objet par excellence de l'anthropologue.

### Dans quelle mesure votre critique de l'anthropologie de Philippe Descola tient-elle à cet arrière-plan marqué par Claude Lévi-Strauss, qui fut son directeur de thèse ?

Le structuralisme de Claude Lévi-Strauss suppose que les peuples agissent en obéissant à des structures (sociales, rituelles...) dont ils ne seraient pas conscients. Que les peuples n'explicitent pas toujours les normes auxquelles ils obéissent ne signifie pourtant pas qu'il existe une structure agissant pour ainsi dire derrière leur dos. Cet « inconscient structural », comme l'appelait Claude Lévi-Strauss, rattache sa pensée aux écrits ethnographiques des premiers missionnaires, lesquels expliquaient cette inconscience comme l'œuvre du diable.

L'anthropologie structurale a conservé ce présupposé qui la place plutôt du côté de la théologie chrétienne que de la science. Pourquoi l'Europe et ses anthropologues seraient-ils capables de décrypter des structures demeurées inconscientes chez les peuples indigènes, si ce n'est en s'attribuant une position de surplomb intenable ?

Je doute que l'on ait pleinement abandonné cette posture lorsque l'on parle d'ontologie chez certains anthropologues, même lorsqu'il s'agit, comme le fait Bruno Latour, de dire que les « modernes » européens non plus ne seraient pas pleinement conscients de ce qu'ils font. Cette approche n'a pas plus d'intérêt parce qu'elle s'appliquerait à l'Occident : il ne s'agit pas d'inverser cette anthropologie, mais de la transformer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR YOUNESS BOUSSENA

« LOIN DE REJETER LE RATIONALISME AU NOM DE L'INVISIBLE, JE DÉFENDS L'IDÉE QU'IL EXISTE PLUSIEURS RATIONALITÉS »



# Mgr Pascal Gollnisch

## Le peuple palestinien est devenu un peuple oublié

Il est temps de s’engager dans le soutien des chrétiens de Terre sainte, dont l’histoire se confond avec celle des Palestiniens, affirme le directeur de l’Œuvre d’Orient

L e temps est venu. Celui de nous engager résolument dans le soutien des chrétiens de Terre sainte. Nous les aidons depuis 1856 [date de fondation de l’Œuvre d’Orient], mais nous devions attendre le bon moment pour intensifier notre aide face à la crise actuelle. Historiquement, les chrétiens sont d’origine palestinienne, même si aujourd’hui il y a de nombreux chrétiens d’origines diverses venus travailler en Israël.

L’histoire des chrétiens palestiniens est l’histoire du peuple palestinien, une histoire bouleversée en 1948, marquée par de nombreux conflits, par l’exode de centaines de milliers de réfugiés, par une absence de perspectives, puisque aucun avenir ne leur a été proposé à ce jour. Surgissent alors les attaques du 7 octobre 2023, qui replacent brutalement le peuple d’Israël devant des situations datant de la seconde guerre mondiale, celles-là même qu’on ne voulait plus revoir en créant l’Etat d’Israël. Des attaques terroristes et criminelles, avec une prise massive et inacceptable d’otages.

Nous mesurons avec gravité l’horreur que cela représente pour les familles israéliennes, mais aussi l’impasse dans laquelle cela conduit les Palestiniens de Gaza et d’ailleurs. La réplique terrible de l’armée israélienne ne s’est pas fait attendre, une explosion de colère contre le Hamas, avec ses morts, ses blessés, et les terribles combats sur la bande de Gaza et la frontière libanaise, mais peu de perspectives politiques à moyen terme : après dix mois de guerre, au moment d’écrire ces lignes, de nombreux otages ne sont pas libérés, le Hamas existe toujours, mais la bande de Gaza est largement détruite, il y a des dizaines de milliers de morts, plus de 80 000 blessés, des maisons, des villes détruites, de la haine de part et d’autre.

### La parole est refusée

Le peuple palestinien est devenu un peuple oublié. Les politiques et les diplomates ont parfois la tentation de résoudre les problèmes d’un peuple par l’oubli. Cependant, l’oubli est une violence. La haine est encore un rapport, dégradé, à l’autre ; l’oubli en est l’effacement. La communauté internationale a pensé résoudre la question palestinienne en l’oubliant. C’est aussi une bombe à retardement, car l’oubli ferme des possibilités de solutions qui permettraient la paix.

Nous avons vécu une période de sidération où toute parole était devenue impossible car inaudible, le degré de haine et de victimisation de part et d’autre ayant atteint un niveau de paroxysme. La parole est refusée, le silence surinterprété comme une dissimulation pour nier les souffrances ressenties. Il nous a sem-



IL FAUT QUE CHACUN SE DONNE LES MOYENS DE REMETTRE EN CAUSE LA BANALISATION DES POUVOIRS EXTRÉMISTES

blé, à tort ou à raison, que toute parole serait incomprise, que toute action était impossible.

Il nous semble que ce temps est révolu. Face à ces drames, les chrétiens de Terre sainte ont besoin de nous. Ceux qui sont à Gaza pour qu’ils viennent en aide, s’ils le peuvent, aux populations les plus éprouvées. Ceux d’Israël et de Cisjordanie pour qu’ils trouvent des moyens de vivre tandis que les pèlerinages, qui leur permettaient de subsister, se sont arrêtés. Je suis par ailleurs étonné du peu d’écho donné aux déclarations et aux gestes du patriarche latin de Jérusalem lors de son déplacement à Gaza.

Les religions ne peuvent donc éviter de s’interroger : ont-elles failli à leur tâche en étant incapables d’empêcher ces massacres ? Deux dangers les visent. Le premier consisterait à se limiter à un service du « sacré » qui ne s’impliquerait pas dans un vrai service de l’humanité. Le second consisterait à se laisser manipuler par les pouvoirs politiques locaux. Ni en dehors ni soumises, les autorités religieuses doivent conquérir leur liberté de parole si elles veulent remplir leur mission.

Il appartient aux chrétiens locaux de déterminer, en Eglise, avec leurs pasteurs, le contour de leur mission aujourd’hui. Il nous appartient de leur dire qu’ils ne sont pas seuls. L’Eglise ne pourra jamais être absente de Terre sainte, cette terre ne peut être un musée mais celle d’une Eglise vivante, forte de sa foi dans sa fragilité humaine imposée par les circonstances des temps présents. Il faut distinguer le conflit israélo-palestinien et les relations entre juifs, chrétiens, et musulmans. Il faut que chaque camp se donne les moyens de remettre en cause la banalisation des pouvoirs extrémistes. Il faut rappeler que la paix, dans la sécurité et la justice, répond au désir des peuples.

Nous devons soutenir leurs lieux de prière et de mémoire, d’accueil et de rencontre, leurs écoles et leurs hôpitaux. Nous devons leur donner les moyens de l’approfondissement de la foi, la possibilité d’être des artisans de paix dans un lieu où la haine croit triompher, d’être une lueur d’espérance pour tous les découragés, une consolation pour tous les affligés : bref, de vivre les béatitudes au milieu de deux peuples qui souffrent et qui ont peur. ■

LA FRANCE AU DÉFI DU DILEMME MAGHRÉBIN

## ÉDITORIAL

A u bout du compte, le réalisme l’a emporté. En annonçant, mardi 30 juillet, son ralliement à la position du Maroc sur la question du territoire du Sahara occidental et en s’exposant de ce fait à l’ire de l’Algérie, la France a pris acte de l’absence totale de résultat de sa politique de réconciliation avec Alger.

La réaction algérienne à ce tournant majeur de la diplomatie française dans le Maghreb ne s’est pas fait attendre : quelques heures après la publication des communiqués français et marocain, Alger – qui avait été prévenu de cette initiative plusieurs jours plus tôt par le gouvernement français – a retiré son ambassadeur à Paris, accusant la France de « *bafoyer la légalité internationale* ». L’Algérie soutient, dans ce

différend, le Front Polisario, qui revendique l’indépendance du Sahara occidental.

L’Elysée a saisi, mardi, l’occasion du vingt-cinquième anniversaire de l’accession au trône du roi Mohammed VI pour rendre publique une lettre adressée au souverain par le chef de l’Etat dans laquelle la France considère le plan marocain d’autonomie du Sahara occidental de 2007 comme « *la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée* ». Jusqu’ici, Paris estimait que le plan marocain n’était qu’« *une base de discussion* ».

Ce changement de pied de la France, qui reconnaît désormais la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, va plus loin que le revirement historique précédemment opéré par le gouvernement espagnol. En mars 2022, Madrid avait déclaré considérer le plan marocain comme « *la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend* » sur le Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, mettant fin à près d’un an de brouille avec Rabat, qui n’avait pas hésité à user de la pression migratoire pour faire céder l’Espagne.

L’évolution de la position française intervient aussi au terme d’une période de graves tensions entre Paris et Rabat, notamment à propos de l’utilisation du logiciel espion Pegasus par le Maroc pour surveiller, entre autres, des responsables politiques français, dont le président de la République,

d’une campagne de presse marocaine contre Emmanuel Macron, et de résolutions du Parlement européen parrainées par la France pour dénoncer les excès de la stratégie d’influence du Maroc dans cette enceinte. Face à la dégradation de ses relations à la fois avec le Maroc et avec l’Algérie, qui n’a répondu à aucun des gestes de Paris depuis sept ans, notamment dans le cadre de la réconciliation mémorielle, la France risquait de perdre sur les deux tableaux. La balance a fini par pencher en faveur du Maroc.

Le contexte international y a contribué. Puissance moyenne montante sur le continent africain, le Maroc a bénéficié d’une politique économique dynamique et de l’opération diplomatique du président américain d’alors, Donald Trump, qui, en 2020, a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en échange de l’établissement de relations diplomatiques entre Rabat et Israël.

Il reste que ce règlement de comptes entre ex-puissances coloniales et ex-colonisés, sous le couvert de contorsions juridiques d’un « *plan d’autonomie sous souveraineté marocaine* », se fait sans le moindre égard pour le peuple concerné et le principe d’autodétermination. Les populations sahraouies n’ont en effet jamais été consultées sur leur sort, qui ne pèse guère dans ce nouvel épisode de realpolitik au Maghreb. ■

# Tedros Adhanom Ghebreyesus A Gaza, les enfants sont exposés au poliovirus

Le directeur de l’Organisation mondiale de la santé craint un risque d’épidémie de poliomyélite. Un cessez-le-feu et la circulation fluide de l’aide pourraient garantir la protection de la population

L e poliovirus a été détecté dans des échantillons d’eaux usées à Gaza, un événement alarmant mais peu surprenant compte tenu de l’état de démantèlement du système de santé du territoire, après neuf mois de guerre ininterrompue. Dans l’ensemble de la bande de Gaza, plus de 39 000 personnes ont été tuées, 89 000 blessées et plus de 10 000 sont portées disparues.

La plupart des hôpitaux ne sont plus en état de fonctionner. Déjà, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires et l’hépatite A, entre autres, y font des ravages. Tous les habitants de Gaza, ou presque, sont confrontés à l’insécurité alimentaire aiguë et à la faim de manière catastrophique, et des milliers d’enfants souffrent de malnutrition, ce qui les rend encore plus vulnérables aux maladies.

La population d’environ 2,3 millions de personnes qui vit sur les 365 kilomètres carrés de la bande de Gaza est de plus en plus concentrée, en raison de l’accès limité à l’eau potable et de la détérioration des conditions sanitaires. Depuis le début du mois de mai, près d’un million de Gazaouis ont été déplacés de Rafah à Khan Younés et Deir Al-Balah, où les échantillons contenant le poliovirus ont été prélevés.

Aucun cas de poliomyélite n’a encore été enregistré. Mais, faute d’action immédiate, ce n’est qu’une question de temps avant que la maladie n’atteigne

les milliers d’enfants qui sont dépourvus de toute protection. Les enfants de moins de 5 ans sont exposés au risque, et en particulier les plus jeunes, de moins de 2 ans, car beaucoup n’ont pas été vaccinés au cours des neuf mois de conflit.

C’est pourquoi l’Organisation mondiale de la santé envoie à Gaza plus d’un million de vaccins contre la poliomyélite qui seront administrés dans les prochaines semaines pour éviter que les enfants ne soient frappés par la maladie. Cependant, en l’absence d’un cessez-le-feu immédiat et d’une accélération considérable de l’aide humanitaire, notamment une campagne de vaccination ciblant les jeunes enfants, des personnes continueront de mourir de maladies évitables et de traumatismes pouvant être soignés.

### Système de santé dévasté

A maintes reprises, nous avons vu la poliomyélite prospérer dans des endroits touchés par les conflits et l’instabilité. En 2017, dans la Syrie déchirée par la guerre, une épidémie de variant du poliovirus – une forme mutée du virus sauvage qui peut se propager dans les populations insuffisamment immunisées – a conduit à la paralysie de soixante-quatorze enfants. En Afghanistan et au Pakistan, les deux derniers pays où le poliovirus sauvage paralyse encore les enfants, les crises humanitaires et l’insécurité persistante ont empêché que le virus soit définitivement éradiqué dans le monde entier.

Aujourd’hui, les enfants pris au piège à Gaza sont confrontés à la même menace et n’ont nulle part où aller. Avant le conflit, la couverture vaccinale était de 99 %. Aujourd’hui, ce taux est tombé à 86 %, un niveau dangereux car il existe des poches de population où les enfants ne sont pas vaccinés, et où le virus peut circuler. La dévastation du système de santé, l’insécurité, la destruction des infrastructures, les déplacements massifs de population et la pénurie de fournitures médicales ont empêché les enfants de recevoir de nombreux vaccins vitaux.

Seuls 16 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnent – avec des services réduits – et moins de la moitié des établissements de soins de santé primaires sont opérationnels. Parallèlement, 70 % de toutes les pompes à eaux usées de Gaza ont été détruites et pas une seule station d’épu-

ration des eaux usées ne fonctionne. Ces conditions constituent un terrain idéal pour la propagation des maladies.

Dans ce contexte désastreux, les agents de santé risquent leur vie pour soigner les gens, qu’il s’agisse de travailler sans électricité ou d’analyser des échantillons d’eaux usées pour détecter des maladies mortelles. Le fait que la poliomyélite ait été détectée à Gaza avant qu’une épidémie de poliomyélite paralytique ne se déclare à grande échelle témoigne de leurs efforts incroyables, étant donné que le système de surveillance de la maladie a été considérablement réduit en raison de l’insécurité.

Depuis plus de trois décennies, l’Initiative mondiale pour l’éradication de la poliomyélite – composée du Rotary International, des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des Etats-Unis d’Amérique, de l’OMS, de l’Unicef, de l’Alliance Gavi et de la Fondation Bill et Melinda Gates – a aidé les autorités sanitaires du monde entier à mettre en place et à maintenir des systèmes de surveillance des maladies efficaces, capables de détecter le virus, ainsi que d’autres menaces sanitaires émergentes, quelles que soient les circonstances.

Aujourd’hui, la détection de la poliomyélite à Gaza est un nouveau rappel qui donne à réfléchir sur les conditions désastreuses auxquelles les gens sont confrontés. Non seulement la poursuite du conflit ne fera qu’aggraver le nombre de morts sur le territoire, mais elle entravera aussi les efforts visant à identifier les menaces sanitaires évitables comme la poliomyélite, et à y répondre. Alors que des efforts sont immédiatement mis en œuvre pour vacciner chaque enfant contre la poliomyélite, un cessez-le-feu et la circulation fluide de l’aide sont en fin de compte les seuls moyens concrets de protéger les populations et de prévenir l’explosion d’une épidémie.

La grande question est : quand le monde va-t-il agir ? ■

**Tedros Adhanom Ghebreyesus**  
est directeur général de l’Organisation mondiale de la santé

**Monseigneur Pascal Gollnisch**  
est directeur général de l’Œuvre d’Orient



# SIMONE BILES LA MAGICIENNE

Grâce à la victoire des gymnastes américaines au concours par équipes, mardi, Simone Biles a décroché la cinquième médaille d'or olympique de sa carrière  
PAGE 2

Simone Biles, lors de la finale par équipes, à l'Arena Bercy, à Paris, le 30 juillet.  
REUTERS/HANNAH MCKAY



PAGE 4  
**JUDO**  
**LA DÉCEPTION**  
**DE CLARISSE**  
**AGBÉGNÉNOU**  
SEULEMENT  
EN BRONZE

PAGE 4  
**ESCRIME**  
DE L'ARGENT  
AU GOÛT  
AMER POUR  
**LES ÉPÉISTES**  
**FRANÇAISES**

PAGE 5  
**VOLLEY-BALL**  
**PAOLA EGONU**  
FIGURE  
DE PROUE DE  
L'ANTIRACISME  
ITALIEN

PAGE 6  
**DÉCATHLON**  
**LA COURSE**  
**CONTRE**  
**LE TEMPS**  
ET LA DOULEUR  
DE KEVIN MAYER



# L'ARENA BERCY, TEMPLE DE SIMONE BILES

**GYMNASTIQUE ARTISTIQUE** Avec ses coéquipières, l'Américaine a survolé l'épreuve du concours par équipes

Les gymnastes américaines l'avaient promis. Paris 2024 serait leur «Redemption Tour». Une tournée de la rédemption, rien de moins, pour reconquérir le titre olympique concédé à la Russie, à Tokyo, en 2021. En l'absence de cette nation, privée de compétition depuis qu'elle a envahi l'Ukraine, Simone Biles, Jade Carey, Jordan Chiles, Sunisa Lee et la jeune Hezly Rivera (16 ans) ont accompli leur mission avec panache, mardi 30 juillet, à l'Arena Bercy. Elles ont totalisé 171,296 points pour décrocher l'or, avec près de six points d'avance sur l'Italie (165,494 points), tandis que le Brésil (164,497 points) s'adjugeait le bronze, première médaille olympique par équipes de son histoire.

Simone Biles et Sunisa Lee, respectivement championne olympique du concours général individuel à Rio, en 2016, et à Tokyo, en 2021, ont dominé les débats, en obtenant les meilleurs résultats à chaque agrès. Au sommet de son art, à l'âge de 27 ans, Biles devient ainsi la gymnaste américaine la plus décorée de l'histoire olympique avec huit médailles, dont cinq titres.

C'est vers elle que tous les regards étaient tournés, mardi. Car la rédemption a aussi, pour Simone Biles, un parfum de revanche, trois ans après ses déboires aux Jeux de Tokyo. Victime de «twisties» – une brutale et dangereuse perte de repères dans l'espace –, elle avait dû renoncer à l'épreuve par équipes et déclarer forfait pour toutes les autres finales, à l'exception de la poutre, où elle avait remporté la médaille de bronze.

## Tempo infernal

Vouée à l'accueil de compétitions sportives de haut niveau comme à celui de concerts d'artistes pop, avec sa capacité de 20 000 places, l'Arena Bercy a vu ses deux activités fusionner grâce à la présence de la championne américaine. Dans une allée de l'enceinte envahie par les fans arborant des tee-shirts à l'effigie de Simone Biles, un portrait suspendu de Madonna a même été ôté, comme pour céder la place à la gymnaste texane au format de poche (1,42 m).

Son palmarès a fait d'elle une célébrité qui en aimante d'autres. Les actrices Nicole Kidman et Natalie Portman, le réalisateur Spike Lee, la rappeuse Queen Latifah, le milliardaire Bill Gates, la tennismoman Serena Williams et la légendaire gymnaste des Jeux de Montréal 1976, Nadia Comaneci, s'étaient déplacés pour la voir concourir à Bercy. Tout comme le joueur de football américain des Chicago Bears et époux de la gymnaste, Jonathan Owens, débarqué à Paris mardi matin, entre deux entraînements, pour l'encourager.

Dans les tribunes constellées de bannières étoilées et de pancartes affichant l'acronyme «The GOAT», pour «The Greatest of All Time», «la meilleure de tous les temps», où un fan, coiffé du haut-de-forme de l'Oncle Sam, brandissait des portraits de Simone Biles et de Sunisa Lee, on a même repéré un écriteau revendiquant «Simone Présidente».



Simone Biles et ses compatriotes, après leur victoire au concours général par équipes, à l'Arena Bercy, à Paris, mardi 30 juillet. LOÏC VENANCE/AFP

A la présentation des équipes, le volume sonore saluant les Américaines équivalait à la somme des sept autres. Biles et ses coéquipières arboraient des justaucorps au design blanc-rouge-bleu, inspirés de ceux de leurs compatriotes des Jeux d'Atlanta 1996, premières médaillées d'or par équipes pour les Etats-Unis. Par superstition? «J'ai toujours eu une très bonne intuition, affirme Simone Biles dans la série *Simone Biles Rising* actuellement diffusée par Netflix. C'en est même flippant. Je ne le dis jamais aux gens, mais je peux sentir beaucoup de choses avant qu'elles ne se produisent. Et, malheureusement, ça a été le cas aux Jeux de Tokyo, en 2021.»

A l'issue des impitoyables sélections américaines, début juillet, son instinct était tout autre. «Je pense qu'on va faire un carton [à Paris]», a-t-elle hardiment lancé en conférence de presse. Cette prophétie semble en passe de se réaliser. Dans la continuité de qualifications littéralement survolées deux jours auparavant, les Américaines ont imposé d'entrée un tempo infernal à leurs concurrentes lors de la finale, mardi. Jordan Chiles, au saut de cheval, a ouvert la soirée avec un Yurchenko double vrille impeccable. A la fin de la première rotation, les Etats-Unis avaient déjà pris le large, et lorsque

**POUR LA GYMNASTE  
TEXANE, CE SACRE  
OLYMPIQUE A UN PARFUM  
DE REVANCHE, TROIS ANS  
APRÈS SES DÉBOIRES  
AUX JEUX DE TOKYO, OÙ  
ELLE AVAIT ÉTÉ VICTIME  
DE PERTES DE REPÈRES  
DANS L'ESPACE**

Biles, dernière concurrente de la soirée à l'exercice au sol, a lancé son enchaînement, le titre était d'ores et déjà acquis.

Présentées comme leurs plus sérieuses rivales, les Brésiliennes ont, en revanche, souffert. Avant d'accrocher la troisième place grâce, notamment, à un saut à 15,100 points de Rebeca Andrade, derrière les étincelantes Italiennes. Avec leur médaille d'argent, celles-ci sont les autres grandes gagnantes de l'épreuve: leur équipe n'avait plus connu pareil succès depuis les Jeux d'Amsterdam en 1928, première édition à accueillir des gymnastes artistiques féminines. En accourant pour les étreindre avant la remise des médailles, les Américaines ne s'y sont d'ailleurs pas trompées.

## «Obligation de résultat»

La suite de la soirée s'est déroulée selon les prévisions de la Fédération américaine de gymnastique qui, dans un communiqué envoyé aux journalistes à la mi-journée, avait anticipé la victoire de ses athlètes et déroulé en conséquence un protocole médiatique à la minute près. «On savait que si [les Américaines] pratiquaient leur gym normale, ça devait suffire, a déclaré l'ancienne gymnaste française Cécile Landi, aujourd'hui

entraîneuse en cheffe de l'équipe américaine et coach personnelle de Simone Biles et Jordan Chiles. C'est ce sur quoi on s'est vraiment concentrés: ne pas essayer de faire quelque chose de spécial ni d'être parfaites puisque personne ne l'est.»

«Je me suis sentie très soulagée après mon saut [son fameux Biles II], et je suis fière de chacune de nous», a dit Simone Biles en conférence de presse, tout en se défendant d'être un exemple pour ses coéquipières. «Nous avons fait exactement ce qu'on attendait de nous», a renchéri Sunisa Lee. De toute évidence, les Américaines se régalaient à Paris, sauf à l'heure des repas. «Je ne trouve pas ça très bon, mais ça fait l'affaire», a déclaré Hezly Rivera, la benjamine de l'équipe, au sujet de la cantine du village olympique. «Ce n'est pas de la vraie cuisine française, c'est un peu plus sain», a tempéré Simone Biles, en connaissance.

Sur ses réseaux sociaux, la désormais quintuple championne olympique fait part de sa dernière découverte gastronomique dans la capitale: le pain au chocolat industriel, qu'elle adore. «Nous pouvons montrer nos personnalités respectives et nous en amuser, mais quand nous sommes sur le praticable, nous avons une obligation de résultat», a-t-elle ajouté, plus sérieusement.

Simone Biles et Sunisa Lee ont toutes deux en ligne de mire le concours général individuel du jeudi 1<sup>er</sup> août. «On va reposer les corps et les esprits, regarder des films, papoter et nous entraîner pour améliorer quelques petites choses ici et là», a confié Cécile Landi. La technicienne a donné des nouvelles rassurantes du mollet gauche de Biles, qui la gêne depuis plusieurs jours: «Elle le strappe, mais ça va; par rapport aux qualifications, c'est le jour et la nuit.» Elle admet néanmoins avoir connu une petite frayeur. «Quand c'est arrivé on s'est dit: "Zut! Qu'est-ce qu'on va faire?" mais ça n'a jamais été un sujet, Simone qui connaît son corps mieux que quiconque nous a dit: "Je peux le faire".»

Simone Biles n'a pas encore dévoilé sa nouvelle figure aux barres asymétriques. Si elle la réussit en compétition, elle deviendra le sixième élément inscrit sous son nom dans le code de pointage international. Elle pourrait décider de la présenter lors du concours général individuel. Le meilleur est sans doute à venir. ■

PATRICIA JOLLY  
ET BRUNO LESPRIIT

## La débâcle des Françaises, éliminées dès les qualifications

**DANS LA MATINÉE** du mardi 30 juillet, l'équipe de France féminine de gymnastique artistique – à l'exception de sa capitaine, Marine Boyer, au repos – devait se retrouver à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance pour une «séance de fitness» assortie d'un «temps de débriefing». «L'objectif est de maintenir le groupe en situation de cohésion, a expliqué le directeur technique national, Kévin Rabaud, au Monde, ce même jour. Ma préoccupation, c'est que les gymnastes quittent le village olympique, à la fin des Jeux, en capacité de se relancer sur le plan sportif pour celles qui continuent; et d'avancer dans leur vie pour celles qui ont décidé d'arrêter.»

Conséquence d'une invraisemblable série de chutes et d'erreurs lors des qualifications aux Jeux olympiques (JO), les Bleues – pourtant médaillées de bronze aux championnats du monde d'Anvers (Belgique) en octobre 2023 – ont été sé-

chement éliminées des Jeux de Paris, dès leur entrée en lice, le 28 juillet, finissant onzième sur douze.

Plus incompréhensible encore: le soir de ce fiasco, l'encadrement de la Fédération française de gymnastique a abandonné ses gymnastes, hébétées, face aux questions pressantes des médias. Jusqu'à l'intervention de Kévin Rabaud, lequel a évoqué, sans guère de précisions, un «scénario catastrophe inimaginable» survenu à quelques minutes de l'entrée dans la compétition: un «problème technique ayant débouché sur du médical».

## Une chute à l'échauffement

On a appris depuis que Marine Boyer, 24 ans, a violemment chuté des barres asymétriques, sur le dos, dans la salle d'échauffement, une quinzaine de minutes avant d'entrer en lice. Un incident qui a provoqué l'«effroi» et la «sidération» dans les rangs français, affirme

M. Rabaud. Selon ses réseaux sociaux, la capitaine des Bleues – qui disputait à Paris ses quatrièmes et derniers JO, et qui a finalement concouru honorablement sur les quatre agrès – récupère bien. La batterie d'exams, imagerie médicale incluse, qu'elle a passée s'est révélée «rassurante».

Pourquoi, alors, ce défaut de communication? «Il n'y a pas eu de volonté de taire l'information. Mais quand on m'a demandé d'intervenir en zone mixte [lieu d'échange avec les médias], je n'avais pas revu le médecin qui a évalué l'état de Marine avant de décider avec elle qu'elle matcherait. J'étais donc dans l'incapacité d'être précis sur des éléments médicaux qui ne sont, en principe, pas de mon ressort», plaide le directeur technique, témoin de la chute.

Selon lui, le naufrage des Françaises est principalement imputable au «timing» de l'incident et à l'urgence dans laquelle il a fallu le gérer» face à la «pres-

sion» d'un protocole de compétition immuable et rigoureusement minuté. Ce dernier a contraint l'équipe à entrer dans l'Arena Bercy sans qu'une décision soit encore arrêtée.

«Les accréditations pour le plateau de compétition sont réservées aux entraîneurs et au kinésithérapeute, et le règlement interdit toute communication, explique Kévin Rabaud. J'ai donc pris place en tribune. Les entraîneurs ont ignoré quasiment jusqu'au dernier moment si Marine pourrait concourir ou si elle devait être remplacée. Dans un contexte déjà naturellement stressant, c'était complètement fou.» Alors que l'équipe nationale masculine a échoué à se qualifier pour ces JO à domicile, la Fédération place désormais tous ses espoirs dans l'obtention d'une médaille par Samir Aït Saïd, lors de la finale individuelle des anneaux, dimanche 4 août. Avant d'envisager l'avenir. ■

P. J.



# AU BRÉSIL, « L'EFFET REBECA ANDRADE » CRÉE DES VOCATIONS

**GYMNASTIQUE** Dans le club d'enfance de la star, les inscriptions ont doublé depuis sa médaille aux Jeux de Tokyo

SAO PAULO (BRÉSIL) - *correspondance*

C'est un petit îlot bleu au milieu d'un océan de gris. Dans la jungle urbaine de Guarulhos, banlieue de Sao Paulo, surtout connue pour son aéroport et sa brasserie Brahma, la bière nationale, les parois azur du gymnase Bonifacio-Cardoso offrent une respiration courte, mais bienvenue. A l'intérieur, sur des tapis de la même couleur, roues, rondades et saltos s'enchaînent, tandis que sur les étagères, les trophées régionaux, nationaux, obtenus en individuel ou par équipes, s'alignent par centaines.

Le plus prestigieux d'entre eux n'est ni une coupe ni une médaille. Sur un pan de mur, une fresque géante de Rebeca Andrade vient rappeler que c'est là, entre ces murs, que la double médaillée olympique de gymnastique artistique (or en saut, argent au concours complet aux Jeux de Tokyo en 2021) a exécuté ses premiers enchaînements.

Véritable star au Brésil, la championne de 25 ans est aussi à l'origine d'un engouement pour la pratique de la discipline – « *l'effet Rebeca* », comme l'appellent les médias locaux. « *Je l'ai vue à la télé aux Jeux olympiques [JO], et j'ai demandé à ma mère de m'inscrire* », raconte Estela Leal, tout juste 10 ans, qui s'entraîne désormais six fois par semaine sous le regard figé de son idole. « *Elle est trop forte!* », résume Lara Vicente Santana, 12 ans. Toutes se souviennent du jour où, en 2023, elles ont pu rencontrer leur vedette : « *Rebeca était trop mignonne. Elle nous a dit de continuer, de poursuivre nos rêves* », se remémore Manuela Kriegel, 14 ans, les yeux bleus remplis d'étoiles.

## Investissement maximal

L'« effet Rebeca », c'est sûrement Monica Barroso dos Anjos qui en parle le mieux. Entraîneuse depuis trente-deux ans, elle se rappelle du 29 juillet 2021, date à laquelle la jeune femme a remporté l'argent au concours général, devenant la première gymnaste brésilienne médaillée aux Jeux olympiques. « *Le téléphone a sonné toute la journée, tout le monde voulait s'inscrire ici* », relate la quinquagénaire, survêtement du club sur les épaules.

Au point qu'elle a dû changer sa méthode de sélection. « *Avant, on faisait venir environ deux cents enfants pour passer des tests. Ceux qui réussissaient restaient un mois, et on sélectionnait les meilleurs. Maintenant, on fait venir tout le monde en une fois et on essaye de les repérer tout de suite* », détaille-t-elle.

Au total, le nombre d'enfants accueillis a doublé, atteignant désormais le total de 600. Sur les douze jeunes de son équipe de compétition, sept arrivées après la pandémie de Covid-19 « *sont un reflet de la performance de Rebeca* », constate la coach. *En parlant avec des collègues d'autres villes, je me suis rendu compte que c'est la même chose dans tout le pays.* » Ce que confirment les chiffres de la Confédération brésilienne de gymnastique, qui recensait 1 047 participantes à ses tournois en 2023, soit deux fois plus qu'en 2021.

L'histoire a débuté en 2004 quand Monica Barroso dos Anjos a reçu la fillette, alors âgée de 5 ans, pour un essai. « *J'étais dans la salle des professeurs et sa tante, qui travaillait dans la cuisine, est*

## « JE L'AI VUE À LA TÉLÉ AUX JO, ET J'AI DEMANDÉ À MA MÈRE DE M'INSCRIRE »

**ESTELA LEAL**  
gymnaste de 10 ans

*venue me trouver, me disant : "Monica, j'ai ramené ma nièce pour que tu y jettes un œil. Je trouve qu'elle a du potentiel." Rien qu'en la voyant, j'étais déjà contente! Elle était déjà toute forte, avec des bras et des jambes bien dessinés»,* raconte l'entraîneuse. « *Ensuite, je lui ai demandé de faire des sauts au tapis. Il y avait une autre professeuse à côté de moi, et je me rappelle lui avoir dit: "Je crois qu'on est tombées sur une future Daiane dos Santos"* [la première Brésilienne sacrée championne du monde de gymnastique, en 2003, idole de Rebeca Andrade]. »

Monica Barroso dos Anjos a visé dans le mille, et compte bien réitérer avec ses nouvelles recrues. Elle croit déjà déceler de futures championnes en centaines. Dont Lavinia Freire, 11 ans. La jeune fille a fait partie des quatre gymnastes choisies pour aller disputer un tournoi amical à Orlando (Floride), aux Etats-Unis, en janvier. Elle y a fini première.

Même sa mentor a du mal à cacher son admiration. « *Elle a beaucoup de facilités. Je crois qu'elle peut être une nouvelle Rebeca*, décrit la professeure, à moitié fascinée, avant de se reprendre. *Mais beaucoup de facteurs entrent en jeu. Elle est encore toute jeune.* »

Pour mettre toutes les chances du côté de ses protégées, la dénicheuse de talents mise sur un programme intensif. Renforcement musculaire, barres parallèles, poutre, saut à cheval, entraînement au sol pendant quatre heures, le tout six fois par semaine. Programme auquel il faut ajouter deux heures de cours de ballet hebdomadaires, « *pour travailler la grâce* ». « *Toutes les gymnastes font du ballet* », explique Monica Barros dos Anjos sur le ton de l'évidence.

Avec des résultats au rendez-vous : en 2023, les plus de 12 ans se sont offert le titre de championnes nationales par équipes, alors que les plus jeunes ont fini deuxième. En moyenne, les gymnastes en herbe disputent entre sept et huit compétitions par an. Pour tenir la distance, Monica Barros dos Anjos exige l'implication des familles entières. « *Je fais souvent des réunions avec les parents pour leur expliquer qu'ils doivent amener leurs enfants au gymnase tous les jours, s'occuper d'eux quand ils sont malades, les pousser à ne pas abandonner lorsqu'ils sont blessés* », énumère la coach.

Car « l'effet Rebeca », c'est aussi une formidable *success story*, racontée par les médias. L'histoire de la seule fille d'une fratrie de huit, élevée par une maman divorcée peinant à joindre les deux bouts, amenée au gymnase tous les jours par son grand frère. Le tout sur une vieille bicyclette rachetée pièce par pièce en échange de canettes en métal consignées. Mardi 30 juillet, gageons que les jeunes pensionnaires du Bonifacio-Cardoso étaient devant leur télévision pour voir leur idole permettre aux Brésiliennes de s'inviter en extrêmes sur le podium du concours par équipes. Rebeca Andrade, elle, a encore rendez-vous jeudi 1<sup>er</sup> août pour la finale olympique du concours général individuel. ■

RAPHAËL BERNARD

# LA RÉSISTANCE DISCRÈTE DE L'UKRAINIENNE MARTA KOSTYUK

**TENNIS** Très impliquée à propos du conflit qui sévit dans son pays depuis février 2022, la joueuse de 22 ans fait preuve désormais de retenue sur le sujet. Elle s'est qualifiée, mardi, pour les quarts de finale du simple femmes

*core plus pour ça, sourit la jeune spectatrice. Elle a des positions claires, contrairement à certains de nos alliés. On ne peut pas dire que le sport n'est pas politique. On ne peut pas fermer les yeux.* »

Voilà des mots que ne renierait certainement pas Marta Kostyuk. Au début de l'année 2022, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la jeune joueuse, dont une partie de la famille vit encore à Kiev, critique le manque de réaction des pontes de la WTA, le circuit professionnel féminin. Avec d'autres sportifs de son pays, elle partage un communiqué sur Facebook. Le texte reprend la citation de la militante des droits humains d'origine italienne Ginetta Sagan : « *Le silence face à l'injustice est une complicité avec l'oppresseur.* »

## Bulle d'oxygène essentielle

A l'US Open, en septembre 2022, elle refuse une poignée de mains avec la Biélorusse Victoria Azarenka. Premier épisode en date d'une politique de la main non tendue. En mars 2023, après avoir remporté le tournoi d'Austin (Etats-Unis), elle dédie sa victoire « *à tous les gens qui se battent et meurent* » dans son pays. Prendre la parole ne l'effraye pas. En 2016 déjà, à l'invitation du député et ex-nageur Denys Sylantsev, elle avait demandé aux législateurs du Parlement ukrainien d'aider fiscalement les mécènes du sport. Elle avait 13 ans.

Surdouée, précoce, cette fille d'une joueuse professionnelle et d'un directeur de tournoi veut toutefois éviter un costume de passionaria trop lourd à porter. Au printemps 2022, elle avait prévenu : « *Chacun se bat comme il*

## LA GUERRE A DÉJÀ TUÉ 450 ATHLÈTES ET ENTRAÎNEURS UKRAINIENS, SELON LE MINISTÈRE DES SPORTS

*peut. Mon job est de jouer au tennis. C'est comme ça que je peux apporter mon aide.* » A Roland-Garros, elle n'est qu'une joueuse parmi d'autres, et n'a pour l'instant pas attiré l'attention. Elle ne se dit pas portée par l'attente de sa nation, pourtant bien réelle. Elle ne parle pas de la guerre. Tout juste confie-t-elle se sentir « *bien, avec moins de pression que sur le circuit le reste de l'année, car ici il n'y a pas de ranking ou d'argent...* »

Ses résultats pourraient changer la donne. Ces derniers jours, elle a d'abord écarté la Néo-Zélandaise Lulu Sun, puis la Française Clara Burel. Au troisième tour, mardi, elle affrontait la Grecque Maria Sakkari. Face à la 8<sup>e</sup> joueuse mondiale, en manque de confiance, le match fut souvent brouillon. L'Ukrainienne, comme écrasée par la chaleur, ne concéda pas moins de 13 doubles fautes et dix breaks. Mais, au terme d'une bataille indécise de 2 heures et 47 minutes, elle l'emporta (4-6, 7-6, 6-4).

Exténuée, les mains levées vers le ciel, elle jeta alors sa raquette et tomba sur la terre battue. Parmi les spectateurs, Olha Zhuk savourait « *ce grand huit permanent* » qu'avait été le match. A quelques rangées de là, Vlad Loboda, un grand blond de 29 ans, venu de

Pologne, décrivait sa présence comme une évidence : « *Il y a beaucoup d'hommes qui combattent et n'ont pas pu venir ici. C'est mon devoir de venir l'encourager.* »

Il le sait, les épopées ukrainiennes seront peut-être plus rares cette année. Avec 140 sportifs à Paris, la délégation de Kiev n'a jamais été aussi maigre. La guerre a déjà tué 450 athlètes et entraîneurs, selon le ministère des sports. Si dérisoires, mais bulle d'oxygène essentielle, les Jeux n'ont attiré qu'une douzaine de journalistes venus d'Ukraine. « *Et la moitié sont ici, à Roland-Garros!* », s'amuse Leonid Veselkov, un sympathique colosse. Pendant le match, nous avions pris ce journaliste d'agence pour un supporter, peut-être parce que, loin de la tribune de presse, il ne cessait d'encourager Marta Kostyuk.

Signe de la vitalité des joueuses de ce pays, Marta Kostyuk et sa compatriote Dayana Yastremska, 24 ans, étaient encore engagées mardi soir, en double femmes. Mais la plus jeune, épuisée par sa rude victoire en simple, a préféré déclarer forfait. Elle a tout de même prévenu, sans trop s'étendre : « *Cela représente tout pour moi d'être ici. Je donnerais tout pour une médaille, pour entendre l'hymne national.* »

Le chemin semble encore long, et passera par un quart de finale, mercredi soir, face à la Croate Donna Vekic. L'Ukrainienne est d'ores et déjà assurée de ne rencontrer aucune Russe sur son parcours : les deux seules engagées, sous bannière neutre, ont perdu dès le premier tour. ■

YANN BOUCHEZ

# LA PERCÉE DES INCONNUS NORD-CORÉENS

**TENNIS DE TABLE** Kim Kum-yong et Ri Jong-sik se sont offert la médaille d'argent dans l'épreuve du double mixte, mardi 30 à l'Arena Paris Sud

## LEUR MÉDAILLE EST LA 55<sup>E</sup> REMPORTÉE PAR LE RÉGIME COMMUNISTE EN ONZE PARTICIPATIONS AUX JO DEPUIS 1972

Deux catégories de sportifs, très différentes l'une de l'autre, s'autorisent le droit de traverser en courant une zone mixte, cet espace balisé de barrières derrière lesquelles les athlètes s'arrêtent pour répondre aux questions des journalistes. La première est remplie de stars du football n'ayant guère envie de s'épancher après une défaite cuisante. La seconde est composée de compétiteurs nord-coréens anonymes.

Mardi 30 juillet, les pistigistes Kim Kum-yong et Ri Jong-sik ont offert une belle démonstration de dérobadie médiatique. Escortés par un entraîneur et un dirigeant en survêtement, c'est à grands pas d'arpenteur qu'ils ont parcouru la zone mixte du hall 4 de l'Arena Paris Sud après le gain de leur médaille d'argent dans le double mixte, snobant micros et caméras.

Il aurait été surprenant qu'il en aille autrement. Encadrés de près dès qu'ils sortent de leur pays, les sportifs nord-coréens sont connus pour ne jouir d'aucune liberté de mouvement pendant les grandes compétitions internationales. A condition d'y participer. La présence de Kim Kum-yong (22 ans) et Ri Jong-sik (24 ans) en finale des Jeux de Paris a surpris au-delà

des initiés : cette gauchère et ce droitier, adeptes de la prise de raquette orthodoxe, sont en effet totalement inconnus des spécialistes de la petite balle blanche qui ne les ont jamais croisés sur le circuit professionnel. Tout juste les a-t-on aperçus aux Jeux asiatiques de Gongshu (Chine), en 2022, ainsi que lors d'un tournoi de qualification olympique il y a trois mois.

Selon un classement de la Fédération internationale de tennis de table, Kim Kum-yong et Ri Jong-sik pointaient, il y a deux ans, aux alentours des 300<sup>e</sup> et 500<sup>e</sup> places mondiales, loin, très loin de leurs adversaires du jour, les Chinois Wang Chuqin et Sun Yingsha, les deux meilleurs joueur et joueuse du monde actuellement.

Ces derniers ont dû s'employer pour battre ces mystérieux outsiders par 4 manches à 2 (11-6, 7-11, 11-8, 11-5, 7-11, 11-8) devant un public très majoritairement rempli

de spectateurs chinois. Les encouragements discrets de cinq officiels de la délégation nord-coréenne – jogging de marque inconnue sur le dos, montre en simili-plaqué or au poignet, drapau à étoile rouge à la main – n'ont pas suffi à transcender ces champions soupçonnés de s'entraîner chez le voisin chinois, à la manière d'athlètes satellites.

## Courroux de Séoul

Faux, « *nous nous entraînons dans notre pays* », a réfuté le mutique Ri Jong-sik au cours d'une conférence de presse à laquelle lui et sa partenaire ont bien été obligés d'assister, mardi. Etonnante séquence de langue de bois au demeurant, au début de laquelle le modérateur bienveillant s'est vu recommander *mezza voce*, par un émissaire de Pyongyang, de ne pas parler de « Corée du Nord » mais de République populaire démocratique de Corée (RPDC) – son nom officiel. Dans un contexte de relation glaciale avec la Corée du Sud, chaque mot compte. En témoigne le vif courroux de Séoul après la cérémonie d'ouverture des Jeux où le pays du Matin-Calme a été appelé RPDC par le speaker officiel. Une gaffe olympique.

Loin d'être imméritée au regard de leurs quatre matchs disputés à

Paris, la médaille de Kim Kum-yong et Ri Jong-sik est la 55<sup>e</sup> remportée par le régime communiste en onze participations aux JO depuis 1972. Le « royaume ermite » en espère d'autres, trois ans après avoir boycotté les Jeux de Tokyo en prétextant des raisons sanitaires. Issus de cinq disciplines (boxe, judo, lutte, gymnastique et tennis de table), seize athlètes (douze hommes, quatre femmes) ont été envoyés en France, en compagnie du ministre de la culture physique et des sports, également président du Comité national olympique, Kim Il-guk.

Ce dernier saura-t-il mobiliser ses troupes ? Peut-être trouvera-t-il les mots qu'il faut dans l'exemplaire du livre à succès de Donald Trump, *The Art of the Deal* (traduit en *Trump par Trump* par les éditions de l'Archipel), que lui avait offert, en 2017, l'ancien basketteur américain Dennis Rodman au cours d'une tournée diplomatique particulièrement rocambolesque en Corée du Nord.

Dans cette méthode de motivation personnelle en onze chapitres, l'ancien président américain livre de précieux conseils, dont celui-ci, resté fameux, à méditer face aux attaques adverses : « *Soyez brutal, soyez féroce* ». Et ne pipez pas mot. ■

FRÉDÉRIC POTET



# CLARISSE AGBÉGNÉNOU, LE REGARD VERS LOS ANGELES

A-t-on encore des choses à prouver quand on s'appelle Clarisse Agbégénou et que l'on a dominé outrageusement ses adversaires pendant une décennie ? Certainement pas à ceux qui guettent la moindre défaillance ou, à l'inverse, vous portent au pinacle lorsque tout se passe comme prévu. Mais le carburant des grands champions réside certainement dans l'envie inépuisable de se prouver des choses à soi. Comme de partir à la conquête d'un doublé olympique, deux ans après avoir donné naissance à son premier enfant.

Pour la judoka Catherine Beauchemin-Pinard, une de ses rivales chez les moins de 63 kilos, le débat était tranché. « Demander à Clarisse de revenir au niveau qu'elle avait [avant sa maternité], c'est beaucoup », insistait la Québécoise, cinq mois avant les Jeux de Paris. Elle a tellement accompli. Elle n'a rien d'autre à prouver. » Mardi 30 juillet, la Française n'est peut-être pas remontée sur la plus haute marche du podium, mais elle a conquis l'amour du public, de même qu'une médaille de bronze, sa troisième récompense individuelle en trois participations aux JO (or à Tokyo en 2021, argent à Rio en 2016). Et c'est déjà « une chose remarquable », résume son entraîneur, Ludovic Delacotte.

Une erreur tactique, une gourmandise de trop sur une attaque alors qu'elle aurait dû contrôler, voilà ce qui a brisé le rêve de sacre à domicile de Clarisse Agbégénou. Lorsque les juges ont validé, à la vidéo, sa défaite en demi-finale, face à la Slovène Andreja Leski (future championne olympique), à quelques secondes de la fin du temps réglementaire, la stupeur a saisi l'Arena Champs-de-Mars.

## « Regard noir »

La Tricolore ne risque pas de s'aventurer dans les montagnes du petit pays des Balkans, ni de se baigner dans ses lacs aux eaux turquoise. Certains détails vous poursuivent : au Brésil, déjà, c'est une combattante slovène, Tina Trstenjak, qui avait mis un terme à ses rêves d'or. Ce mardi, il fallait passer outre la déception. Se remobiliser pour la suite. La Française a pu compter sur les encouragements de la foule qui, sonnée comme elle, a vite repris ses esprits pour l'aider à aller chercher cette médaille faite d'un métal, qui, de l'aveu de l'intéressée, « ne lui sied pas au teint ». Gageons qu'avec le temps elle saura tout de même en apprécier la valeur.

Quand, au cours du combat pour la troisième place, Clarisse Agbégénou envoie valdinguer l'Autrichienne Lubjana Piovesana, l'émotion submerge l'Arena Champ-de-Mars, prouvant

**JUDO** La Française n'a pas réalisé son rêve de doublé olympique en moins de 63 kilos et doit se contenter de la médaille de bronze



A Paris, mardi 30 juillet. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

qu'une championne populaire vaut aussi bien par ses succès que par ses défaites. « Je remercie Ludo [Ludovic Delacotte], je n'étais pas du tout dedans, quand j'ai vu son regard noir et que le public en a rajouté derrière, je ne pouvais pas lâcher », a-t-elle expliqué. « Il y a des gens qui l'aiment dans les tribunes, notam-

ment un petit bout », a abondé son coach. Le podium assuré, la Française prend son temps pour descendre du tapis, formant un cœur avec ses doigts à l'adresse d'une Arena Champs-de-Mars comble, qui l'ovationne comme si elle avait décroché le sacre. Puis vient le temps des excuses, à l'adresse de Ludovic Delacotte, entre autres. « Pardon à lui et à tout le monde, j'aurais dû gagner à la maison. »

Lorsqu'elle enjambe la rambarde afin de soulever sa petite Athéna, 2 ans, qui agite un drapeau tricolore, un cri d'attendrissement jaillit des gorges des spectateurs. En bande-son de cette scène digne d'un film, *Que je t'aime*, de Johnny Hallyday, auquel succède le tube plus festif de Dalida *Laissez moi danser*. Manière de dire que, finalement, tout ça n'est pas si grave ? « Toutes les émotions se bousculent : je suis déçue, énervée, contente..., livre Clarisse Agbégénou. J'ai raté le coche car j'étais au-dessus, mais je prendrai le temps de savourer cette médaille, surtout avec ma fille. Le chemin était long avec la grossesse et l'allaitement. Ce n'est pas simple. »

## « Je ne vais pas finir comme ça »

Cette quête de l'excellence, presque de la perfection, est le fardeau des sportives extraordinaires. Depuis le premier de ses titres mondiaux, acquis il y a dix ans – une éternité en judo –, la Française n'a cessé de repousser ses limites mentales et physiques. Prouvant année après année sa force de caractère. « Une championne, c'est tout sauf un mouton de Panurge », rappelle à son propos son ancien entraîneur Larbi Benboudaoud.

« On attend toujours énormément de Clarisse », souligne Ludovic Delacotte. Il ne faut pas oublier qu'elle revient d'une grossesse et que, depuis, elle a gagné un titre mondial, une médaille de bronze mondiale et une autre olympique. »

A l'Arena Champ-de-Mars, la Tricolore a dû batailler pour éliminer des adversaires plus coriaces que prévu, l'Israélienne Gili Sharir, puis la Brésilienne Ketleyn Quadros. Paradoxalement, c'est face à la Kosovare Laura Fazliu, numéro 3 mondiale et l'une de ses principales rivales, qu'elle a retrouvé sa puissance, expédiant la combattante de 23 ans en une trentaine de secondes. Avant de faire un mauvais choix stratégique, donc, aux portes d'une troisième finale olympique.

Clarisse Agbégénou ne rejoint pas le cénacle des six femmes sacrées en individuel lors de deux éditions consécuti-

ves des Jeux – de la première, la Japonaise Ryoko Tani, en 2000 et 2004, à la dernière, l'Américaine Kayla Harrison, en 2012 et 2016. Mais, même si elle n'a pas atteint le sommet qu'elle s'était fixé, elle complète, avec sa médaille de bronze, un palmarès qui a de quoi faire rougir l'immense majorité des judokas. L'armoire à trophées déborde de cadeaux qu'elle se fait à elle-même avec la régularité du Père Noël chaque année : six titres mondiaux, cinq titres européens et désormais quatre médailles – dont l'or par équipes à Tokyo – aux JO.

Et elle ne renonce pas à un ultime défi. Dans trois mois, elle fêtera son 32<sup>e</sup> anniversaire et veut rééditer le même schéma qu'entre Tokyo et Paris, avec le confort d'une année supplémentaire entre les JO parisiens et ceux de Los Angeles (Californie) en 2028. Clarisse Agbégénou a le projet de donner un frère ou une sœur à sa première-née. « Je ne vais pas finir comme ça, affirme la championne. Je connais la potion magique, je sais que je peux revenir avec plusieurs enfants. Avec ma forme et ce que j'ai montré aujourd'hui, je n'ai pas de limite. »

**UNE ERREUR TACTIQUE, UNE GOURMANDISE DE TROP SUR UNE ATTAQUE ALORS QU'ELLE AURAIT DÛ CONTRÔLER, VOILÀ CE QUI A BRISÉ LES AMBITIONS DE SACRE À DOMICILE DE LA JUDOKA**

Repartir pour des quatrièmes Jeux ? « Je n'ai pas gagné à la maison, alors on va gagner aux Etats-Unis », lance-t-elle, dans un air de défi. Le mental de gagnante de sa protégée arrache un sourire à sa manager, Nadia Benabdelouahed. « Le public qu'on a eu... Venez à L.A. s'il vous plaît. Sans lui, beaucoup de judokas de l'équipe de France n'auraient pas eu le même parcours », remercie Clarisse Agbégénou.

Avant de se projeter sur les collines d'Hollywood, la Tricolore mettra en scène le quatrième opus de son incroyable carrière olympique à Paris, avec la compétition par équipes mixtes qui se déroule samedi 3 août, où les Bleus défendent leur titre : « Je prends le temps demain [mercredi] de sortir toutes mes émotions et je m'y remets pour aller chercher cette belle médaille. » Clarisse Agbégénou et le judo, c'est une histoire sans fin. ■

ANTHONY HERNANDEZ

# POUR LES ÉPÉISTES TRICOLORS, DE L'ARGENT RAGEANT

**ESCRIME** A la mort subite, l'équipe de France s'est inclinée face à l'Italie au terme d'une finale au suspense étouffant

C'en était trop pour Auriane Mallo-Breton. Battue à la mort subite lors de la finale de l'épée individuelle, trois jours plus tôt, la Française avait cru avoir fait le plus dur, à vingt secondes de l'issue de la finale par équipes, en prenant l'avantage sur son adversaire italienne, la vice-championne du monde Alberta Santuccio, mardi 30 juillet au Grand Palais. Mais l'Italienne touchait à son tour, obtenant que le titre olympique se joue dans la minute de prolongation.

Bien qu'ayant obtenu la priorité – décidée par tirage au sort et qui offre la victoire si aucune touche n'est inscrite dans ce laps de temps –, ce qui lui permettait de se placer dans sa position favorite, défensive, la Française se laissait surprendre par son opposant et voyait une seconde fois l'or lui échapper (30-29). L'épéiste formée à Lyon ne pou-

vait retenir ses larmes, ne retrouvant le sourire que pour la cérémonie de remise des médailles, aux côtés de Marie-Florence Candassamy, Coraline Vitalis et Alexandra Louis-Marie, la remplaçante entrée en piste pour prendre l'avant-dernier relais.

Auriane Mallo-Breton a pourtant de quoi être fière de ses Jeux olympiques, elle qui « se trouvait au fond du trou il y a trois mois », après un début de saison décevant et une entorse à la cheville survenue en mars, comme le rappelle Hervé Faget, l'entraîneur national de l'épée féminine. Classée aujourd'hui au deuxième rang mondial dans son arme, elle connaît un avènement relativement tardif, à 30 ans, mais s'est affirmée comme la leader de l'équipe de France, faisant preuve d'une belle autorité lors de cette finale par équipes.

Cette médaille d'argent, la quatrième pour l'escrime française

depuis le début des Jeux de Paris (la cinquième, en or, a été remportée par la sabreuse Manon Apithy-Brunet), met un terme à une longue disette de l'épée féminine française, qui n'avait plus goûté à un podium olympique par équipes depuis les Jeux d'Athènes, en 2004, quand Laura Flessel et ses partenaires avaient remporté la médaille de bronze. L'équipe de France n'a par ailleurs plus obtenu le moindre podium collectif aux championnats du monde depuis 2008.

## Dynamique collective

Autant dire que quand l'ancien épéiste international Hervé Faget s'est vu proposer de prendre les rênes de l'équipe de France féminine, en 2021, le défi était de taille. « Il y avait des clans un peu partout, qui ne se parlaient pas entre eux, raconte-t-il. Pour constituer un collectif à partir d'un groupe fragmenté comme cela,

j'ai pensé qu'il me fallait faire appel à quelqu'un d'extérieur. » Hervé Faget se tourne alors vers un spécialiste des sports collectifs, Thierry Dumaine, venu de l'univers du rugby à XIII.

Le premier objectif est d'établir la communication entre des épéistes qui peinent à se comprendre et fonctionnent sur des registres totalement différents. Dotée d'une escrime intuitive et parfois géniale, Marie-Florence Candassamy, la championne du monde 2023, a ainsi tendance à s'isoler dans son monde, alors qu'Auriane Mallo-Breton a au contraire besoin d'échanger, de comprendre, de rationaliser... « Les filles ont fait des efforts pour comprendre Marie-Florence et celle-ci pour que les autres puissent la comprendre, confie l'entraîneur national. Mais ça n'a pas été facile. »

La construction du collectif s'est récemment poursuivie

avec l'apport d'Anaëlle Malherbe, psychologue et préparatrice mentale à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance. « Nous avons continué de travailler sur la dynamique collective en organisant des ateliers avant et pendant le stage terminal pour s'accorder sur le rôle de chacune et le travail de communication avec les entraîneurs, explique la praticienne. Il est primordial de déterminer quels sont les canaux de communication préférentiels pour que chacun et chacune puisse s'exprimer et être entendu. »

Hervé Faget, qui a entraîné Laura Flessel pendant une décennie, fait partie de ces cadres qui ont totalement intégré la préparation mentale à leur approche de la performance. Accréditée avec la délégation française aux Jeux, Anaëlle Malherbe était d'ailleurs présente pendant toute la journée de mardi au côté

des épéistes françaises, effectuant des entretiens avec celles qui le souhaitaient entre la demi-finale et la finale.

Entre la blessure et les doutes d'Auriane Mallo-Breton, le Covid long et les soucis personnels de Marie-Florence Candassamy qui ont contrarié pendant près de six mois sa préparation, l'équipe de France a connu une saison compliquée. « S'il nous a manqué le petit plus lors de la finale, c'est peut-être aussi à cause de cela, affirme Hervé Faget. On a eu une équipe très décomposée tout au long de la saison. »

L'entraîneur national avait fixé à son équipe un objectif de deux médailles aux Jeux de Paris. « Nous avons réussi à faire un groupe et à faire en sorte que les individus se mettent à son service », se réjouit-il dans les couloirs du Grand Palais. Mission doublement accomplie. ■

GILLES VAN KOTE



# PAOLA EGONU, STAR DU VOLLEY ET DE L'ANTIRACISME

La prodige italienne d'origine nigériane, attaquée par la droite transalpine, a su trouver un espace dans la vie publique

## PORTRAIT

ROME - correspondant

Depuis qu'elle a fait irruption dans le paysage sportif italien, elle ne laisse personne indifférent. De l'autre côté des Alpes, Paola Egonu est une figure de la scène publique. Tout ce que la Péninsule compte de racistes et de réactionnaires adore détester cette femme de 25 ans, noire – elle est fille d'immigrés nigériens – et «sexuellement fluide» (autrement dit à l'orientation sexuelle évolutive).

Certains lui reprochent un caractère trop orageux, d'autres d'instrumentaliser la lutte contre les discriminations afin d'asseoir sa notoriété. Par-delà les conflits publics, dans les médias et devant les tribunaux, elle est cependant, avant toute chose, une prodige du volley-ball. Et l'une des stars du tournoi olympique à Paris, que les Italiennes ont commencé de la meilleure manière, dimanche 28 juillet, en battant la République dominicaine (3 sets à 1). Jeudi 1<sup>er</sup> août, elles affronteront les Pays-Bas.

Née dans la province de Padoue (Nord-Est), Paola Egonu intègre à 13 ans Club Italia, une pouponnière pour futurs champions située à Milan, et vit son adolescence dans ce cadre très protégé. «C'était un véritable petit joyau. Elle a été cajolée tout au long de sa formation», raconte la journaliste spécialiste de volley-ball Eleonora Cozzari, vice-directrice de la publication *Pallavolo SuperVolley*.

### «Inconstance»

En 2017, Paola Egonu intègre l'AGIL Novare. Avec ce club, elle gagne deux coupes d'Italie et une Ligue des champions. L'année suivante, elle remporte l'argent en sélection nationale aux championnats du monde, avant de rejoindre le club de Conegliano. Puis les titres se succèdent, de victoires en championnat d'Italie aux médailles reçues lors de compétitions internationales.

Mesurant 1,93 mètre, Paola Egonu peut placer des attaques à 3,50 mètres de hauteur. Ses coups sont souvent décisifs et elle détient le record du nombre de points marqués en une partie (47). En 2022, elle a même fait voyager une balle à la vitesse de 112,7 km/h.

«Son physique, sa puissance ont été ses principaux atouts dès le début, alors qu'elle avait énormément à apprendre sur le plan technique. Peu d'athlètes ont cette capacité à sauter aussi haut», expli-

que la championne de volley italienne Francesca Piccinini, une amie proche, qui, appartenant à la génération précédente, raconte l'avoir «prise sous [s]on aile» en sélection nationale comme en club, à Novare.

«Egonu est une joueuse exceptionnelle au niveau international. Son seul problème serait peut-être l'inconstance, nuance Eleonora Cozzari. Elle va marquer 40 points en une partie et, à la suivante, elle va multiplier les erreurs. Paola a un talent infini, mais elle pourrait probablement donner encore plus.»

Après un passage par le club VakıfBank d'Istanbul, en 2022, où elle remporte une Ligue des champions et la Coupe de Turquie, elle rejoint en 2023 le Vero Volley de Milan. Dans l'intervalle, elle s'est brouillée avec l'entraîneur national Davide Mazzanti et s'est mise en retrait de l'équipe. Ce sera lui ou elle. Finalement, M. Mazzanti a été remplacé par Julio Velasco, en novembre 2023, à quelques mois des Jeux de Paris.

Sa relation parfois difficile avec la sélection nationale s'était déjà manifestée en octobre 2022. Dénonçant des pressions racistes, elle avait déclaré, particulièrement émue après une victoire 3-0 contre les États-Unis : «On me demande si je suis italienne... C'est ma dernière partie en sélection nationale, je suis fatiguée.»

Il faut dire que, pour une partie de la droite, Paola Egonu est une véritable obsession. A l'été 2023, un pamphlet à très grand succès aux relents racistes et homophobes est publié par un général des forces spéciales, Roberto Vannacci. Le militaire y évoque la volleyeuse pour dire qu'elle a beau être italienne «de citoyenneté», ses «traits somatiques ne représentent pas l'italianité».

Elu au Parlement européen avec la Ligue (extrême droite) en juin, M. Vannacci, qui a prétendu que ses écrits avaient été mal compris, est devenu entre-temps la figure montante de la droite radicale italienne. Attaqué en diffamation par Paola Egonu, il a obtenu gain de cause.

**MESURANT 1,93 MÈTRE, LA JOUEUSE PEUT PLACER DES ATTAQUES À 3,50 MÈTRES DE HAUTEUR. SES COUPS SONT SOUVENT DÉCISIFS**

«Les attaques se concentrent sur Paola Egonu parce qu'elle a un profil rare : les règles d'obtention de la nationalité italienne sont si dures que de nombreux athlètes de parents étrangers, nés en Italie, ne peuvent pas jouer en sélection nationale», explique Angelo Boccatto, journaliste italo-dominicain, afrodescendant et spécialiste des questions d'immigration et de diversité.

### «On parle toujours d'elle»

«Paola Egonu est le symbole de tout ce que l'Italie rejette et renie : une femme, noire et bisexuelle», dénonce Kwanza Musi Dos Santos, Italo-Afro-Brésilienne de l'association Questa è Roma, qui défend la visibilité des Italiens d'origine étrangère : «En Italie, les Noirs doivent rester à leur place. Quand ils atteignent une position où on ne les attend pas, on les rejette et, en même temps, on refuse d'admettre que le racisme existe.»

Paola Egonu tend à l'Italie un miroir dans lequel elle ne veut pas se regarder. Pour ses prises de position contre les discriminations, elle a été accusée d'insulter la nation par le vice-président (extrême droite) du conseil, Matteo Salvini. C'était au moment même où la notoriété de la volleyeuse atteignait de nouveaux sommets, à l'hiver 2023, avec son invitation à présenter une soirée du festival de la chanson de Sanremo, rendez-vous culturel le plus important d'Italie.

A cette occasion, la volleyeuse a fait la une de l'édition italienne de *Vanity Fair*. Dans les pages du magazine, elle a raconté les mauvais traitements subis en maternelle parce que Noire et les insultes racistes dans les stades dès l'âge de 14 ans. Elle a également dit ne pas vouloir donner naissance à un enfant en Italie, car celui-ci devrait être à son tour confronté au racisme.

**POUR SES PRISES DE POSITION CONTRE LES DISCRIMINATIONS, ELLE A ÉTÉ ACCUSÉE D'INSULTER LA NATION PAR LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MATTEO SALVINI**

Quoi qu'il en soit, la sportive est parvenue à trouver un espace dans la vie publique transalpine. «Qu'elle joue bien ou mal, qu'elle ne joue pas ou qu'elle fasse polémique, on parle toujours d'elle», affirme Eleonora Cozzari. Des grands noms de la mode italienne l'ont repérée. Elle est invitée aux défilés et voit arriver des propositions de partenariat.

Paola Egonu est aussi entourée par une agence de communica-

tion très puissante et protectrice, DAO, qui contrôle étroitement son image et sa parole. Malgré de longues négociations, les demandes d'entretien du *Monde* ont d'ailleurs été déclinées. «Il est moins compliqué d'interviewer le pape! ironise Eleonora Cozzari. Paola Egonu est devenue quasi inatteignable dans un monde du volley qui est pourtant à des années-lumière du star-système prévalant dans le football.»

«Je [lui] ai toujours conseillé de mettre le volley-ball avant tout le reste», confie Francesca Piccinini. Certains accusent la championne de s'être muée en diva, la première de sa discipline. «Parce qu'elle réussit et que sa voix contre le racisme porte, Paola Egonu est devenue une source d'inspiration pour les afrodescendants de ce pays», affirme Kwanza Musi Dos Santos. A Paris, elle continuera à l'être, sous le drapeau italien. ■

ALLAN KAVAIL



**SAINT-GOBAIN**

**ON PEUT CONCEVOIR DES SOLUTIONS POUR LES AUTRES ET BÂTIR L'AVENIR DES NÔTRES**

Pour un monde plus sain, plus juste et plus inclusif, nous sommes doublement engagés. Sur le plan environnemental, avec un objectif zéro émission nette en carbone d'ici à 2050<sup>(1)</sup> mis au cœur de notre stratégie. Sur le plan humain, en prenant soin de nos équipes et en soutenant la dynamique des communautés autour de nos sites industriels et commerciaux. Nos engagements sont reconnus à travers nos certifications Top Employer Global 2024<sup>(2)</sup> pour la neuvième année consécutive et Bloomberg Gender-Equality Index<sup>(3)</sup> pour la cinquième année consécutive. Parce que nos collaborateurs sont nos fondations, nous travaillons chaque jour à bâtir avec eux un futur plus désirable.



**SAINT-GOBAIN.COM**

(1) Nos engagements à horizon 2050 : <https://www.saint-gobain.com/fr/entreprise-responsable/nos-piliers/changement-climatique>.  
(2) Top Employer Global : Label Top Employeur visant à récompenser les meilleures entreprises mondiales.  
(3) Bloomberg Gender Equality Index : indice d'égalité des genres en entreprise.

RCS Nanterre B 542 039 532, groupe Saint-Gobain, société anonyme, siège social : Tour Saint-Gobain - 12, place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex - France. Capital social : 2 025 752 048 €.

## FOOTBALL

### Les Français en quarts contre les Argentins

Pour son dernier match de poule, l'équipe de France de football a facilement dominé la Nouvelle-Zélande (3-0), mardi 30 juillet. Assurés de terminer à la première place de leur groupe, les Bleus de Thierry Henry affronteront les Argentins vendredi 2 août à Bordeaux. La rivalité entre les deux nations est énorme depuis la finale perdue par la France lors du Mondial 2022.

## HANDBALL

### Les Bleues qualifiées pour les quarts de finale

Solides en défense, précises et collectives en attaque, les handballeuses françaises ont assuré, mardi 30 juillet à l'Arena Paris Sud, leur place pour les quarts de finale en battant l'équipe du Brésil (26-20). Déjà victorieuses de la Hongrie (31-28) et des Pays-Bas (32-28), les championnes

olympiques termineront en tête de leur groupe si elles remportent leur quatrième match contre l'Angola, jeudi 1<sup>er</sup> août. Deux jours plus tard, elles affronteront l'Espagne.

## BASKET-BALL

### L'équipe de France masculine bat le Japon

Opposée au Japon pour son deuxième match en phase préliminaire, l'équipe de France de basket-ball, donnée pourtant favorite, a dû attendre la fin des prolongations, mardi 30 juillet, au stade Pierre-Mauroy à Villeneuve-d'Ascq (Nord), pour gagner son match (94-90). Après avoir battu le Brésil lors de son entrée dans le tournoi, l'équipe de France fait un grand pas vers sa qualification pour les quarts de finale. Pour leur troisième match, les Bleus seront opposés aux Allemands, champions du monde, vendredi 2 août.



# LES TOURMENTS DE KEVIN MAYER, FORFAIT À 90 %

DÉCATHLON Le vice-champion olympique en titre doit se tester d’ici la fin de semaine afin de décider de sa participation

Ne me secouez pas, je suis plein de larmes. La décontraction que Kevin Mayer affichait en arrivant, mardi 30 juillet, en conférence de presse, s’est envolée d’un coup. La voix qu’il tentait de maintenir ferme, serrant la bride à ses émotions, s’est soudain fendue. Il venait d’imaginer une scène cauchemardesque : abandonner, le 2 août, son décathlon olympique juste après le départ du 100 m, première des dix épreuves de sa discipline.

S’élancer des starting-blocks et s’arrêter presque aussitôt, tandis que les autres concurrents continuaient sans lui leur train-train. Il visualisait le ridicule, l’humiliation de cette capitulation express. Dix, vingt p’tits mètres et puis s’en va, devant 80 000 spectateurs mi-apitoyés, mi-goguenards. « Moi, j’ai beaucoup regardé de trucs sur les samourais. Je m’en fous de me péter. Mais me donner en spectacle dans le Stade de France... » Là, c’était trop à supporter pour l’orgueil du bushi Mayer. Les sanglots l’ont interrompu.

Jusqu’à cette belle, cette humaine fêlure, Kevin Mayer s’était montré stoïque en évoquant la blessure qui met largement en doute sa participation à l’épreuve aux Jeux de Paris. Il sait qu’on lui reproche souvent trop d’introspection sur ses bobos, voire une tendance à l’apitoiement sur soi-même.

Les mauvaises langues avaient même crié à la comédie quand, le 7 juillet, lors d’un meeting à Charléty, il s’était écroulé, comme foudroyé, après le huitième obstacle du 110 m haies, puis était longuement resté au sol en hurlant. Depuis, l’athlète et son entourage laissaient planer le mystère sur sa blessure, en un suspense modérément captivant. Propos rassurants un jour, silence inquiétant le lendemain.

## Respectable prosaïsme

Alors, mardi, Kevin Mayer en a révélé la gravité comme un chirurgien parlerait d’un autre, énonçant le diagnostic de son patient en spécialiste jargonnant. Le tendon du muscle ischio-jambier semi-membraneux s’était déchiré à 95 %. « Donc, voilà, j’étais à deux doigts d’avoir un tendon en moins », a-t-il résumé pour les béotiens. Courir avec un tendon en moins, rude affaire, en effet. On a compris que c’était bien du sérieux, du grave, pas du chiqué comme le murmuraient ses contempteurs. Aujourd’hui, son espoir, infime, est de pouvoir éviter de solliciter ledit muscle ischio-jambier semi-membraneux en faisant prendre la relève au muscle ischio-jambier semi-tendineux qui est son jumeau. Il s’agirait alors



Lors d’une conférence de presse au Club France, dans le parc de La Villette, à Paris, le 30 juillet. OLIVIER JUSZCZAK/SIPA

## LES DATES

2016

Vice-champion olympique du décathlon. Un titre qu’il remportera de nouveau en 2021.

2017

Champion du monde à Londres et à Eugene (Etats-Unis). Il le sera également en 2022

2018

Record du monde du décathlon (9 126 points).

2019

Abandon sur blessure aux Mondiaux de Doha.

de « conditionner un ischio pour qu’il arrive à bosser sans l’autre ». Pas gagné.

Puis l’homme de l’art a laissé place au parieur sportif. « La progression que j’ai eue cette semaine me laisse espérer que j’ai 10 % de chance d’être au départ du sprint, a-t-il soupesé. Je sais que beaucoup de médecins vous diront qu’il y a 0 % de chance. » Mercredi, sur la piste de l’Institut national du sport, de l’expertise et de la performance (Insep), ou jeudi sur celle du Stade de France, Kevin Mayer essaiera de les faire mentir. Il s’autorisera un dernier galop d’essai et d’espoir. « Si je n’arrive pas à faire 30 mètres à fond, sans rien ressentir, c’est sûr que sur 100 mètres, ça ne passera pas. » Et d’en appeler au ciel. « C’est un miracle de ouf si ça passe. » En priant que Dieu comprenne le verlan.

Thomas Mayer, frère et conseiller de Kevin, ne versait pour sa part ni dans la physiologie ni dans la statistique, encore moins dans la mystique. « Le but n’est pas non plus d’aller à l’abattoir », résumait-il avec un respectable prosaïsme. Et d’avouer : « C’est le moment le plus diffi-

cile et complexe de sa carrière. » Kevin Mayer a raconté les suites de sa blessure à Charléty. La première IRM qui ne montre rien, tant il y a de sang autour de la zone douloureuse. Et qui laisse encore espérer que ce soit bénin. Puis le diagnostic, cinq jours plus tard. Brutal. Le tendon, le tendon, le tendon, vous dis-je. Les crises de larmes, chez lui, à Montpellier, entouré de ses parents et de toute sa famille, malheureux de le voir inconsolable. « J’ai passé une semaine à chialer. Il fallait faire une sorte de deuil. » Faire le deuil d’un rêve vaut bien celui d’un mort.

## « Kéké les cendres »

Il y a les médecins qui ne voient d’autre solution qu’une opération et six mois de convalescence, à coup sûr synonyme de forfait. Et ceux qui lui donnent encore un espoir, même infime, de rétablissement avant les Jeux. Ce sont eux qu’il veut croire, comment peut-il en être autrement. « Je me suis dit : je veux tenter le coup quoi qu’il arrive parce que j’aurais des regrets toute ma vie si je ne le fais

ON NE PRATIQUE PAS LA DISCIPLINE LA PLUS EXIGEANTE DE L’ATHLÉTISME, CELLE QUI SOLLICITE PRESQUE TOUS LES MUSCLES, SANS INÉVITABLE DÉFAILLANCE DE L’UN D’EUX

pas. » Réconfortant sentiment : « J’avais l’impression d’avoir mon destin entre mes mains. » Débute la rééducation, course contre la montre, contre le chrono des Jeux, qui file, file, impitoyable, semaine après semaine. L’échéance qui approche vite, trop vite. La plus cruelle compétition qu’il a jamais vécue. Et l’envie d’y croire, toujours, malgré tout, encore ce mardi. A 32 ans, la carrière de Kevin Mayer n’a pas manqué de ces duels avec lui-même, puisque le décathlon est d’abord un combat contre ses limites physiques plus que contre ses adversaires. On ne pratique pas la discipline la plus exigeante de l’athlétisme, celle qui sollicite presque tous les muscles dont on dispose en magasin, sans inévitable défaillance de l’un d’eux.

Il ne peut totalement en vouloir à son corps, Kevin Mayer. Il l’a fait gagner tant de fois : deux titres de champion du monde, deux de vice-champion olympique, un record du monde. Il en faisait un favori de Paris 2024. Quand il le menait plus vite, plus haut, plus fort, ce corps en ébullition lui a valu son surnom, « Kéké la braise ». Mais il l’a aussi bien souvent perdu, son corps, surtout ces derniers temps. Le décathlônien n’avait plus fini un concours depuis son abandon après deux épreuves, lors des championnats du monde 2023, à Budapest. Il avait accumulé les déboires physiques. On le disait fini. « Kéké la braise » devenait « Kéké les cendres », pour beaucoup de spécialistes.

Il était enfin allé au bout des dix ateliers, à Rome, en juin, lors des championnats d’Europe, se qualifiant ric-rac et dans la douleur pour les Jeux de Paris. Il fallait alors le voir exulter, les yeux pétillants de bonheur, à la perspective du rendez-vous au Stade de France. Ces mêmes yeux qui, ce mardi, étaient tout mouillés de larmes. « Ça fait partie du sport, philosophait-il, mardi. Le propre du champion, ce n’est pas de tout le temps réussir, c’est de se relever très vite. » Paroles de samouraï. ■

BENOÎT HOPQUIN

# LE BMX, LE SPORT LE PLUS DANGEREUX DES JEUX

Au-delà des fractures, assez courantes, la multiplication des commotions cérébrales est le principal risque de la discipline

La science est formelle : des 10 500 champions participant aux Jeux olympiques de Paris 2024, les plus dingues sont les 48 qui s’élanceront, ce jeudi 31 juillet, à la conquête des médailles de course de BMX. La discipline la plus dangereuse des Jeux olympiques (JO) d’été, selon deux études publiées dans la *British Journal of Sports Medicine*, réalisées après les Jeux de Rio 2016 et Tokyo 2021, avec respectivement 38 % et 27 % des participants souffrant de blessures plus ou moins graves durant la quinzaine.

Romain Mahieu et Sylvain André, deux des trois Français qui rêvent tout haut de triplé, ne le savent que trop bien, pour avoir été mêlés à la chute la plus grave des JO de Tokyo : celle de l’Américain Connor Fields, champion olympique à Rio, « sans doute le seul athlète à avoir gagné aux Jeux et failli mourir aux suivants », selon ses termes.

Les courses de BMX consistent en une succession de virages et de bosses abordées au corps-à-

corps entre 50 et 60 km/h, avec un casque intégral mais parfois une simple combinaison de lycra recouvrant le corps – les autres protections sont facultatives. « Dans les chutes à haute vitesse, qui sont rares, on a une cinétique proche d’accidents de la route : ça crée de la casse », résume le médecin des équipes de France de BMX, Guillaume Bridon.

## Y penser, c’est déjà perdre

Chez lui, Connor Fields a conservé sa combinaison déchirée et ouverte aux ciseaux sur le torse, l’œuvre des secouristes sur la piste. Son casque, partiellement abîmé, repose au garage, comme le racontait un reportage du *New York Times* deux mois après sa chute de Tokyo. Ce jour-là, le sportif est tombé sur la tête et le casque n’a pas empêché une lésion cérébrale et des conséquences durables : la fatigue, les changements d’humeur, le besoin de silence et d’obscurité. Les analyses neurologiques montraient des dommages au lobe frontal. Un mois après sa reprise de l’en-

traînement, malgré les préventions des médecins, Connor Fields renonçait et annonçait officiellement sa retraite en août 2022, un an après sa chute.

D’autres champions de la discipline l’avaient précédé, comme le Canadien Tory Nyhaug, qui a pris sa retraite en 2019, à 27 ans, après avoir souffert de trop nombreuses dépressions consécutives à des commotions cérébrales. Vice-champion olympique à Londres en 2012, Sam Willoughby est désormais paralysé après une chute, quatre ans plus tard. Il entraîne, de son fauteuil roulant, sa femme Alise, l’une des favorites de ces Jeux : l’histoire du couple iconique de la discipline, immortalisée par le documentaire *Ride* (2022), est aussi celle d’une blessure grave.

A quarante-huit heures de leur entrée en lice aux JO, Romain Mahieu n’est pas forcément enthousiaste à l’idée d’évoquer le danger de sa discipline. Les cyclistes habitués au danger considèrent qu’y penser, c’est déjà perdre. « Cela fait partie de notre sport.

Mais si tu n’as pas envie de prendre le risque, il ne faut pas prendre le départ, dit-il. C’est souvent ce qu’on retient [du BMX] et c’est triste. » Sa compagne, l’Australienne Saya Sakakibara, ne cache pas de son côté « la peur » ressentie au départ de chaque course, « vraiment, vraiment inconfortable », comme elle le racontait à l’émission « 60 minutes ».

La crainte, surtout celle de l’entraîneur national, Julien Sastre, est de décourager les vocations de pilotes, d’inquiéter les parents.

« DANS LES CHUTES À HAUTE VITESSE, QUI SONT RARES, ON A UNE CINÉTIQUE PROCHE D’ACCIDENTS DE LA ROUTE »

GUILLAUME BRIDON  
médecin des équipes de France de BMX

« Le sport est tellement beau et le plaisir qu’on prend tellement grand lorsqu’on revient en compétition que cela surpasse tous ces moments de douleur », assure Axelle Etienne, seule représentante française chez les femmes, qui a visité de nombreux hôpitaux en dix ans de haut niveau. De fait, même les champions ayant dû interrompre leur carrière continuent de chanter les louanges de leur sport, du « fun » inhérent à la discipline et de la bonne ambiance entre pilotes.

Au-delà des fractures inhérentes au sport – clavicule notamment – et des atteintes à la moelle épinière – plus rares –, la multiplication des commotions cérébrales est le principal risque de la discipline. Et son corollaire : l’encéphalopathie traumatique chronique, qui a fait des ravages dans les sports de contact comme le hockey sur glace ou le football américain.

Jusqu’il y a quelques années, le protocole d’arrêt et de retour à la compétition, scientifiquement éprouvé pour d’autres blessures

graves, restait méconnu des pilotes. Ce n’est qu’en 2021 que l’Union cycliste internationale a imposé un protocole commotion sur les courses de vélo, y compris en BMX. Après une succession de chocs à la tête, Saya Sakakibara s’est imposée plusieurs mois d’arrêt en 2022 pour, avec l’aide de son sponsor, entraîner et réparer son cerveau avant de revenir à la compétition.

En équipe de France, la sensibilisation aux risques cérébraux a été l’œuvre de Guillaume Bridon, qui connaissait le problème pour venir de l’univers du rugby. « Cela a été mon cheval de bataille quand je suis arrivé, fin 2015. J’ai expliqué aux athlètes qu’ils n’avaient qu’un seul cerveau. Il ne faut pas dramatiser mais tout de même susciter une prise de conscience. Un athlète qui a été commotionné, s’il n’est pas pris en charge, ne sera pas performant. » Mais sur la ligne de départ de la piste de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), celui qui pense à la chute aura déjà perdu. ■

CLÉMENT GUILLLOU





Usain Bolt, à côté du tableau affichant son record du monde en finale du 200 m, lors des JO de Pékin, en 2008. JULIE JACOBSON/AP

# OMEGA, CHRONOMÉTREUR OFFICIEL ET OMNIPRÉSENT

Chargée du chronométrage officiel des Jeux depuis 1932, l’entreprise horlogère suisse a développé des technologies adaptées à chaque épreuve

## REPORTAGE BIENNE (SUISSE) - envoyé spécial

Nous sommes dans une vallée hyper centrale. Il faut toute la force de persuasion d’Alain Zobrist pour convaincre son interlocuteur de l’« hypercentralité » de Corgémont, paisible commune de moins de 2 000 habitants sur les hauteurs du lac de Bienne, dans le canton helvète de Berne. Le responsable du projet olympique et paralympique chez Omega insiste : « La vallée est très connue pour l’horlogerie, les grandes marques sont toutes à quinze, vingt minutes de trajet les unes des autres. » Le patron de Swiss Timing, la filiale de Swatch Group (dont Omega fait partie) consacrée au chronométrage sportif, explique encore que c’est ici qu’ont été mis au point les trente chronographes utilisés aux Jeux olympiques (JO) de Los Angeles de 1932. Pour la première fois dans l’histoire olympique, le chronométrage des épreuves – confié jusque-là à des chronométrateurs différents, manipulant chacun son propre appareil – revient à une maison horlogère, capable de fournir des équipements identiques et en nombre. Cette année-là, les résultats sont précis à un dixième de seconde.

Près d’un siècle plus tard, la manufacture installée à Bienne, où siège également son concurrent Rolex, est le chronométrateur des épreuves olympiques (jusqu’au 11 août) et paralympiques (du 28 août au 8 septembre) de Paris 2024. Mais la comparaison entre les deux éditions s’arrête là. Les chronographes transportés dans une mallette dans l’entre-deux-guerres ont trouvé leur place au musée ; et la marque suisse a déployé cet été en France une équipe de 550 chronométrateurs et a acheminé quelque 350 tonnes de matériel.

**Grande innovation**  
« L’installation devrait être achevée une dizaine de jours avant la cérémonie d’ouverture, et l’ensemble du dispositif sera prêt deux jours avant, pour les sports dont les compétitions débutent dès le 24 juillet », détaillait Alain Zobrist, rencontré en mars dans les lo-

caux de Swiss Timing. Ce calendrier paraissait tardif, mais, en réalité, les équipes d’Omega et du Comité d’organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) collaborent depuis deux ans et demi sur les installations, et une partie du matériel avait déjà franchi la frontière. Des tests events (« épreuves tests »), montés à l’initiative des organisateurs des JO ou de certaines fédérations sportives, ont permis de vérifier, en conditions réelles, le bon fonctionnement du dispositif technique.

Câbles, écrans, caméras... De grandes malles à roulettes alignées dans le hangar de l’entreprise, à Corgémont, attendaient l’heure du départ. Une autre aile du bâtiment abritait le *time keeping lab* (« laboratoire du maintien du temps »). Au sein de ce labo, ainsi qu’à Leipzig (Allemagne) et dans le pôle numérique de Liberec (République tchèque), près de 180 ingénieurs en recherche et développement se sont relayés pour concevoir, tester et paramétrer des appareils de mesure du temps adaptés aux exigences du programme olympique.

Au fil des Jeux d’été comme d’hiver, le chronométrateur suisse n’a pas eu d’autre choix que de faire évoluer son offre. Sa première grande innovation technique, passée depuis dans la routine des JO, a été la mise au point, en 1948, de la cellule photoélectrique : le faisceau lumineux placé sur la ligne d’arrivée se déclenche au millième de seconde. Une caméra photo-finish, développée alors par une entreprise britannique, complète l’équipement et indique la position exacte des athlètes sur la ligne d’arrivée. A Paris, les caméras photo-finish auront une résolution de 70 000 images par seconde, contre 10 000 images par seconde jusqu’à présent, avance M. Zobrist. Qui ajoute : « L’athlétisme est le sport le plus complexe à chronométrer, en raison notamment de la simultanéité des épreuves. »

Les Jeux d’hiver d’Innsbruck, en 1964, marquent les débuts de l’affichage du chronométrage en temps réel sur les écrans des téléspectateurs. Ceux de Mexico, en 1968, inaugurent les « plaques de touche » des épreuves de nata-

## « UN CAPTEUR SUR UN SPORTIF TRANSMET 2 000 DONNÉES PAR SECONDE »

ALAIN ZOBRIST  
patron de Swiss Timing

tion. Immergées aux deux tiers dans le bassin, elles se déclenchent au contact de l’athlète arrivé en tête de la course. Enfin, pas tout à fait : le nageur doit exercer une pression de 1,5 kg à 2,5 kg de la main pour arrêter le chrono. Le Serbe Milorad Cavic en a fait l’amère expérience aux Jeux de Pékin, en 2008, terminant la finale du 100 m papillon à la deuxième place faute d’avoir pressé suffisamment fort la plaque, alors que l’Américain Michael Phelps y mettait, lui, la vigueur nécessaire. Sur un mur d’escalade aménagé dans le *time keeping lab*, des ingénieurs finalisaient des plaques de touche pour l’escalade, le seul autre sport olympique où l’athlète arrête lui-même le chrono.

### Privilegé énorme

Les années 2000 accompagnent l’essor des transpondeurs, ces capteurs miniatures intégrés aux tenues des athlètes afin de suivre leurs pointes de vitesse sur une piste d’athlétisme ou de disséquer leurs mouvements depuis un plongeur de natation. « On est entré dans l’ère du *“data storytelling”* », affirme le dirigeant de Swiss Timing. *Un capteur sur un sportif transmet 2 000 données par seconde, c’est une valeur ajoutée pour tous les acteurs des Jeux, diffuseurs, organisateurs, grand public, athlètes, coaches ».*

« Les datas, c’est le pétrole du XXI<sup>e</sup> siècle », réagit Jean-Loup Chappet, professeur honoraire à l’université de Lausanne, à propos de l’enjeu que représente pour Omega ce marché exponentiel des données sportives. « Un contrat de sponsoring pour les JO, c’est 150 millions de dollars pour quatre ans, mais certains sponsors choisissent de rester plus longtemps, à condition d’y mettre le prix », commente ce spécialiste

des questions olympiques, rappelant que depuis 1985 les programmes TOP (pour The Olympic Partner, « le partenaire olympique ») fixent les règles de ces partenariats entre les grandes marques et les institutions olympiques.

Si Omega préfère taire le montant du contrat la liant au CIO, son PDG, Raynald Aeschlimann, concède avoir « signé en 2017 un contrat de longue durée » jusqu’aux Jeux 2032. « L’olympisme, c’est ce dont rêvent toutes les marques horlogères. Un esprit pionnier, des instants magiques... Et une présence exclusive dans les stades », justifie-t-il.

La marque qu’il dirige jouit, en effet, d’un privilège énorme : Omega est le seul sponsor dont le logo est visible durant l’intégralité des Jeux. Une exposition optimale, et enviée par certains de ses concurrents. Quelques éditions estivales ou hivernales des JO lui ont d’ailleurs échappé, attribuées au rival suisse Longines (aujourd’hui également propriété de Swatch Group), au japonais Seiko, à l’allemand Junghans et au français Lip. A ce titre, les Jeux de Tokyo, en 1964, ont été un tournant majeur, « en ce qu’ils soulignent la fin du monopole helvétique sur le chronométrage sportif des Jeux olympiques et suscitent une véritable prise de conscience des menaces pesant sur ce secteur », commente le chercheur Quentin Tonnerre dans un article de la revue *Relations internationales*, dans lequel il analyse le rapprochement dans les années 1970 de Longines et Omega au sein de Swiss Timing comme une riposte à la menace de Seiko.

Le chronométrateur des Jeux fait face aujourd’hui à une menace d’une autre nature, celle du piratage des données informatiques générées pendant l’événement. « Le risque de hacking des données est un sujet très sérieux, admet Alain Zobrist. On en tient compte et on travaille sur notre propre réseau, en circuit fermé. » La marque suisse en a pris conscience lors des Jeux de Pyeongchang, en 2018. Une attaque lancée pendant la cérémonie d’ouverture en Corée du Sud avait mis hors service toute la billetterie et les infrastructures de la région hôte. ■

SIMON ROGER

## DEUX SŒURS DANS L’OMBRE D’ALEXIS ET DE FÉLIX LEBRUN

**TENNIS DE TABLE** Roxane et Margaux, aînées des deux pongistes, participent aux JO en tant que volontaires

Dans la famille Lebrun, il y a Alexis, 20 ans, et Félix, 17 ans, les deux pépites du tennis de table français. Il y a aussi le père, Stéphane Lebrun, qui fut pongiste professionnel. L’oncle également, Christophe Legout, ex-14<sup>e</sup> joueur mondial. Il y a enfin les sœurs, Roxane, 26 ans, et Margaux, 24 ans. Elles aussi participent aux Jeux olympiques. Comme volontaires, anonymes au sein de l’armée des 45 000 bénévoles en tee-shirt vert qui orientent les spectateurs ou essuient le parquet au basket-ball.

Postées à l’Arena Paris Sud, elles sont affectées au *live scoring* des matchs de tennis de table. Installées en tribune de presse, elles saisissent grâce à un logiciel le nombre de fois où la petite balle blanche est touchée à chaque échange par les compétiteurs. Si le décompte des ping et des pong n’est pas d’un intérêt flagrant pour les néophytes, ces données s’avèrent très prisées des esthètes et techniciens férus de statistiques.

Quand elles ont candidaté à la campagne de recrutement des volontaires, en mai 2023, les deux sœurs ont répondu « *tennis de table* » à la question « *quel est votre sport préféré ?* » Dans la rubrique « *compétences* », l’une (Margaux) a indiqué qu’elle était en contrat d’alternance au sein de l’Alliance Nîmes-Montpellier, le club où sont licenciés ses frères ; l’autre (Roxane) a précisé qu’elle y était bénévole.

Aucune n’a mis en avant un quelconque lien de parenté avec Alexis et Félix. « On voulait être retenues sans avoir à le mentionner », indique Roxane. *Les gens de Paris 2024 ont fini par le savoir à l’occasion d’une visioconférence en me demandant si nous étions leurs sœurs.* Sitôt « *sélectionnées* », les aînées ont pu gentiment chambrier les frangins, alors que le système de qualification olympique était loin d’être

enclenché pour eux, sur l’air de : « *Nous, on ira aux Jeux. Et vous ?* »

La famille a beau être réunie à Paris, pas question pour Roxane et Margaux de comptabiliser les touches de balle d’Alexis et Félix. « *Ce serait incompatible sur le plan émotionnel*, reconnaît Margaux. *Quand Alexis [associé à Jia Nan Yuan] a été éliminé en double mixte [samedi 27 juillet], j’étais en larmes. J’aurais eu du mal à rester concentrée sur ma tâche.* »

### Bienfait réciproque

L’exercice n’est pas de tout repos, par ailleurs, pour Roxane, attributaire de l’allocation pour adultes handicapés. Opérée six fois à cœur ouvert en raison d’une malformation cardiaque découverte peu après sa naissance, la jeune femme se fatigue vite : « *Aux Jeux, je fais attention à ne pas multiplier les allers-retours inutiles sur le site. Je suis dans une période où je m’essouffle et tousse beaucoup.* »














Son médecin ne l’a pas dissuadée pour autant de se rendre aux Jeux : « *Il m’a dit que ce serait une belle expérience, mais qu’il fallait que j’y aille à mon rythme* », explique celle qu’Alexis et Félix décrivent comme un « *exemple de courage* ». Le duo de pongistes a appris à « *relativiser* » les revers et contrariétés au contact de ce modèle discret, qu’on n’entend jamais se plaindre, également bénévole à l’année au sein de la Banque alimentaire.

Pouvoir approcher leurs frères dans le contexte ultra-sécuritaire des JO a tout du bienfait réciproque, même si les communications se font encore majoritairement en ligne ; par exemple pour montrer à quoi ressemble la chambre du village olympique que se partagent Alexis et Félix. « *On a décidé que ce serait à eux de faire la démarche de nous appeler, et pas le contraire*, souligne Margaux. *Il faut qu’on reste volontaires jusqu’au bout et ne jamais déranger les athlètes.* » Fussent-ils des petits frères aimés. ■

FREDERIC POTET

### Tableau des médailles

Par délégation, au 31 juillet, à 8 heures (heure de Paris)

Rang	Pays				Total
1 <sup>er</sup>	 Japon	7	2	4	13
2 <sup>e</sup>	 Chine	6	6	2	14
3 <sup>e</sup>	 Australie	6	4	1	11
4 <sup>e</sup>	 France	5	9	4	18
5 <sup>e</sup>	 Corée du Sud	5	3	3	11
6 <sup>e</sup>	 Etats-Unis	4	11	11	26
7 <sup>e</sup>	 Royaume-Uni	4	5	3	12
8 <sup>e</sup>	 Italie	3	4	4	11
9 <sup>e</sup>	 Canada	2	2	2	6
10 <sup>e</sup>	 Hongkong	2	1	3	

Source : Le Monde, données récoltées par Opta

Infographie Le Monde



## ARCHÉOSPORT (2/5).

Dans la capitale de l'empire romain, 150 000 spectateurs pouvaient se masser dans le Grand Cirque pour assister à l'affrontement entre les conducteurs de char, véritables stars antiques

Dissons d'emblée un malentendu fréquent. Derrière l'expression « jeux du cirque » à Rome, *ludi circenses* en latin, on trouve essentiellement les courses de chars, et non les célèbres combats de gladiateurs, désignés par le terme de *munera*. Plutôt *Ben-Hur* avec Charlton Heston que *Gladiator* avec Russell Crowe, donc. Mais deux millénaires avant les stars hollywoodiennes, la Ville éternelle dispose déjà de ses propres étoiles dans une discipline structurée comme l'ancêtre du « sport business ».

Les activités diffèrent et les lieux aussi : là où les gladiateurs s'affrontent dans un amphithéâtre – à Rome, le Colisée –, les courses se déroulent dans un hippodrome de forme très allongée. « *Le Grand Cirque [Circus Maximus] de Rome mesure 600 mètres de long pour 150 mètres de large. Il se distingue d'un stade grec par la présence d'un mur-barrière axial autour duquel on tourne*, décrit Jean-Paul Thuillier, professeur émérite à l'Ecole normale supérieure et historien du sport antique. *Ce mur est terminé à ses deux extrémités par une borne, le point crucial de la course car les chars la serrent au plus près, avec le risque que les roues s'y fracassent.* » Un peu comme dans un Grand Prix de formule 1, où les pilotes, pour emprunter la meilleure trajectoire, frôlent les rails de sécurité.

Un petit tour à Rome (ou à défaut sur Google Maps) le confirme : le Grand Cirque porte bien son nom. Sous l'Empire, ce Circus Maximus peut accueillir 150 000 spectateurs, soit davantage que n'importe quel stade actuel ; à titre de comparaison, le Stade de France a une capacité de « seulement » 80 000 places. La passion pour les courses de chars est un héritage des Etrusques, qui a essaimé par la suite dans tout le monde romain. En Afrique du Nord par exemple, le cirque de Carthage (Tunisie) ne se devine plus qu'à peine, mais celui de Leptis Magna (Libye) est bien conservé. « *En Gaule, ajoute Jean-Paul Thuillier, il y avait un cirque à Arles, à Lyon et un autre à Vienne dont il ne subsiste qu'une pyramide.* »

Si l'épreuve la plus populaire met en lice des quadriges, chars à quatre chevaux, existent également d'autres formats tels que les biges (deux chevaux) et les triges (trois), privilégiés par les Etrusques. Les textes et l'iconographie de l'Antiquité permettent de reconstituer le déroulement de la course à laquelle quatre factions, c'est-à-dire quatre clubs, participent : les Rouges, les Blancs, les Verts. Suivant les cas, chaque faction aligne un, deux ou trois quadriges. Jusqu'à douze chars peuvent donc concourir.

## L'aspergeur, curieux personnage

Avant le départ, les attelages sont maintenus dans des stalles, les *carceres* (« prisons »), jusqu'à ce qu'un système ouvre toutes les portes simultanément. « *Dans les grands cirques*, précise Jean-Paul Thuillier, *les chars parcourent les premiers mètres dans un couloir, puis à partir d'une ligne blanche, ils peuvent aller où ils veulent.* » Avec sept tours à boucler – dans le sens inverse des aiguilles d'une montre –, la course est longue. A Rome, où il faut parcourir plus de 5 300 mètres, elle dure ainsi une douzaine de minutes. Installés dans l'espace central qui comporte des bassins, deux systèmes de compte-tours en bronze, l'un avec des œufs, l'autre avec des dauphins qui s'abaissent à chaque tour

accompli, permettent aux spectateurs de suivre l'épreuve.

Les cochers sont d'immenses vedettes, mais également des hommes de basse extraction. « *Autant, pour un citoyen grec, prendre part à une compétition et la remporter est une marque de gloire, autant, à Rome, se donner en spectacle est le début du déshonneur*, explique Jean-Paul Thuillier. *Ce qui n'empêche pas les citoyens romains de faire du sport, en particulier sur le Champ-de-Mars, comme les joggeurs du bois de Boulogne aujourd'hui.* »

Autre différence avec leurs homologues grecs, appelés « auriges » : la tenue. « *A Rome, ils ne portent pas des tuniques longues, comme sur la célèbre statue de l'aurige de Delphes, mais courtes, qui arrivent à mi-cuisse*, détaille l'historien. *Ils tiennent un fouet [et non un aiguillon] et ont souvent un casque que n'ont pas les Grecs.* » Car l'exercice est périlleux et l'accident – le « naufrage » – assez fréquent.

« *Vous avez déjà conduit un char ?* », plaisante Jean-Paul Thuillier. « *Vous vous tenez debout sur la caisse, sur une piste qui est une vraie catastrophe. Donc, c'est dangereux. Et le grand danger, c'est de perdre les guides.* » Un peu comme si le volant de votre voiture se détachait de la colonne de direction... « *La solution trouvée par les Etrusques et les Romains, poursuit l'historien, consiste, pour le cocher, à s'attacher les guides autour de la taille, afin de les rattraper facilement au cas où ils lui échappent des mains. Mais s'il tombe, il en est prisonnier, et la seule solution, c'est de couper les guides avec une sorte de petite serpette qu'il porte toujours sur lui.* » Corollaire de cette pratique, l'abdomen et le thorax de l'aurige sont protégés par un épais corset fait de boudins de cuir.

Les conducteurs de chars ne sont ni les seules stars du cirque, ni les seuls à y ris-

quer leur vie. La professeure d'histoire Marianne Béraud, spécialiste des subalternes du monde romain, met en avant la figure du *spartor* (ou *sparsor*) : l'aspergeur. Ce curieux personnage, souvent un esclave, est connu grâce à plusieurs représentations où on peut le voir portant un récipient : en général une amphorique, ou bien, comme sur la mosaïque du cirque à Lyon, une bassine pleine d'eau, puisée dans les bassins de l'axe central. Mais pour quoi faire ? Pour arroser la piste et éviter les nuages de poussière ? Les récipients semblent bien ridicules comparés aux trois hectares du Circus Maximus. Pour prévenir la surchauffe des essieux des chars, alors ?

Une troisième hypothèse a la faveur des historiens, telle Marianne Béraud. Celle-ci soutient l'idée « *que ces gens aspergent les naseaux des chevaux au passage pour éviter qu'ils s'étouffent dans les sécrétions produites pendant l'effort* » auxquelles s'ajoute la poussière soulevée par les chars. Pour mener à bien sa tâche, le *spartor* doit s'avancer sur la piste, se faufiler entre les quadriges et se poster sur la trajectoire de son char sans se faire percuter. Un métier à haut risque qui exige « *une adresse considérable* », indique l'histo-

L'ARCHÉOLOGIE A MONTRÉ QUE LES FACTIONS COMMERCIALISENT, PAR EXEMPLE, DES LAMPES DE TERRE CUITE AVEC, EN MÉDAILLON, L'IMAGE ET LE NOM D'UN COCHER

rienne. « *Sur certaines représentations, on voit des spartores renversés par des chars et leur amphore se vider à côté d'eux.* »

Comment sait-on que le *spartor* est lui aussi adulé ? « *On a beaucoup de bas-reliefs ou de mosaïques montrant ce personnage. Or, dans les codes iconographiques de l'Antiquité romaine, être représenté, c'est très prestigieux, c'est être l'équivalent d'un dieu ou d'un héros. Les autres professions serviles ne sont pas représentées.* » Et les métiers annexes sont nombreux dans les factions, du bourrelier au vétérinaire en passant par l'administrateur.

## Trente-cinq millions de sesterces

« *Les factions sont des clubs professionnels* », s'exclame Jean-Paul Thuillier, n'hésitant pas à parler de sport business pour les courses de chars, qu'il compare au football. En plus d'un personnel pléthorique, les factions disposent de locaux parfois somptueux. A Rome « *on est en train de les identifier archéologiquement*, poursuit-il. *On connaît trois des quatre sièges des factions, qui se trouvent dans un mouchoir de poche sur le Champ de Mars. Il y en a même un sous le palais Farnèse, siège de l'ambassade de France.* »

Même si les détails ne sont pas tous connus, l'économie de ce sport repose sur les prix remportés lors des courses, qui pouvaient être importants. « *Le plus grand des cochers connus, Dioclès, gagne au cours de sa carrière 35 millions de sesterces*, assure Jean-Paul Thuillier. A titre de comparaison, pour devenir sénateur romain, on doit avoir une fortune minimum d'un million de sesterces. » Si la répartition des prix demeure inconnue, « *les factions n'ont pas intérêt à sous-payer leur star, au risque de la voir partir*, poursuit-il. *D'ailleurs, bien payer les cochers ne les empêche pas de partir quand même, comme*

*certain joueurs de foot.* » Le mercato est chose admise : le fameux Dioclès est ainsi passé par trois factions différentes. Autre point commun avec notre époque, « *tout cet argent fait hurler les intellectuels*, assure Jean-Paul Thuillier. *Ainsi, les auteurs Juvénal et Martial se scandalisent que les cochers gagnent autant, alors que les écrivains tirent le diable par la queue.* »

Qui dit sport business dit produits dérivés. L'archéologie a montré que les factions commercialisent par exemple des lampes de terre cuite avec, en médaillon, l'image et le nom d'un cocher – sortes de vignettes Panini de l'époque –, ou des vases en verre agrémentés d'images de courses. « *A la Bibliothèque nationale, on a plusieurs exemplaires de petits couteaux en os ou en ivoire, des canifs pliants portant le nom d'un cocher* », développe Jean-Paul Thuillier. Un autre type de commerce se développe aussi : « *On vendait aux femmes la sueur des auriges, réputée aphrodisiaque* », décrit Marianne Béraud.

Les jeux du cirque sont une telle passion que « *tota Roma* », tout Rome, va au Cirque maxime, écrit Juvénal. « *Et dans la ville vide, les voleurs sévissent* », relate Jean-Paul Thuillier, qui y voit une autre « *similitude avec les footballeurs, [parfois] cambriolés lorsqu'ils jouent un match.* » L'historien pourrait détailler l'écosystème de la course de chars pendant des heures, évoquer la formation des cochers, le choix des chevaux ou encore les paris qui, inmanquablement, se font sur les épreuves. Laissons-le terminer sur les clubs de supporters rattachés aux factions. « *On a des inscriptions funéraires disant une seule chose d'un homme, "Venetianus", c'est-à-dire "pour la faction des Bleus". Comme si l'on gravait sur une tombe "Cigit Machin, supporter du PSG".* » ■

PIERRE BARTHÉLÉMY



OLIVIER BALEZ

# La course de chars à Rome, l'ancêtre du sport business